

2011150

Supplément Arts et Spectacles

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14591 - 6 F

JEUDI 26 DÉCEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Où sont les prophètes ?

NOËL, perplexité pour fin de siècle incertaine. Il y a deux ans, l'Occident était au dans la chute du Mur la victoire de ses valeurs sur celles d'un monde finissant : la banquise communiste cédait sous les coups de la liberté conquérante. L'avenir radieux avait changé de camp.

L'Histoire - décidément sans « fin » - avait pris au mot celui qui dirigeait encore cette Union soviétique aujourd'hui défunte, Mikhaïl Gorbatchev, qui, un an avant, saluait la prééminence des « valeurs universelles » sur celles du marxisme-léninisme. Cet empire qui avait prétendu englober la Terre entière dans son projet s'est englouti dans ses propres contradictions, plus insolubles que celles du système qu'il prétendait détruire.

ET pourtant, après le temps de la stupéfaction devant la rapidité de cette décomposition, est venu le temps des interrogations, et même de l'inquiétude. Dans les pays qu'on qualifiait naguère de « démocraties populaires », l'absence de repères idéologiques, les aînés de la « transition » à la démocratie et au marché fragilisent, à peine gommés, les libertés retrouvées ou trouvées. Il y a déjà des déceptions du non-socialisme. Non qu'ils regrettent l'ordre ancien, mais l'ordre nouveau leur paraît bien lent à faire fructifier ses promesses. On voit réémerger le refoulement des décennies totalitaires : xénophobie, racisme, exaspération des différences ethniques.

L'Est s'éparpille, en quête d'une recomposition dont la Yougoslavie montre tragiquement de quelles haines elle peut s'accompagner. L'Ouest s'empêtre dans une crise économique, sociale et culturelle, qui ne peut pas tomber plus mal pour le « modèle » servi aux peuples libérés. La Russie de Boris Eltsine inquiète déjà ceux qui observent les manières de son chef et n'excusent pas une terreur autoritaire que la situation économique pourrait légitimer aux yeux de son peuple.

Quelle « espérance » offrir aux habitants d'une planète déstabilisée politiquement, rongée par la pollution, gangrénée par le chômage, meurtrie par l'incessante faim ? Quelle assurance donner que les trouvailles de la science, tout en améliorant le sort des gens, n'ont pas jusqu'à pervertir le vivant ?

TOUT n'est pas noir dans les « signes du temps » et l'on pourrait faire une longue liste des progrès de la paix, d'un processus - sûrement long - engagé au Proche-Orient à la mutation de l'Afrique du Sud en passant par le désarmement. Il n'empêche : au terme de cette année qui commence par une guerre et s'achève par les obsèques d'une « super-puissance », les « valeurs » sont à réinventer. Beaucoup trouvent dans leur foi religieuse les éléments d'une foi en l'avenir. Ils remarquent que ce qui s'est passé à l'Est a commencé dans la Pologne de Lech Wałęsa et de Jean-Paul II. La religion, confirmant Malraux avec un peu d'avance, a ébranlé le monde.

Ce n'est pas pour autant aux religions de redéfinir les projets de société : leur prophétisme, à trop s'enraciner, conduit aux dérives du fanatisme. La déroute des prophètes du collectivisme est avérée. La nativité qu'on accablait aujourd'hui est celle des prophètes d'un humanisme renouvelé et barrant la route au flot montant du chacun pour soi.

M0147 - 1226 0 - 6.00 F



## La démission de M. Mikhaïl Gorbatchev

- M. Eltsine hérite de la responsabilité nucléaire
- Les troupes soviétiques vont quitter la Géorgie

Six ans et neuf mois après son élection au poste de secrétaire général du PC soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev devait annoncer sa démission à la télévision le mercredi 25 décembre, à 18 heures heure de Paris. M. Boris Eltsine, le président de la Russie, devait, quant à lui, accorder ensuite une interview à la chaîne américaine CNN. M. Eltsine a indiqué que « le bouton nucléaire [lui] sera remis lorsque le prési-

dent de l'Union soviétique aura annoncé sa démission. Il n'y aura qu'un seul bouton nucléaire (...) et pour appuyer dessus, il faudra l'accord des autres puissances nucléaires » de la CEI, la Communauté des Etats indépendants qui regroupe onze des quinze anciennes Républiques soviétiques. M. Gorbatchev s'est entretenu mardi par téléphone avec plusieurs dirigeants occidentaux, dont M. Mitterrand, et leur a

demandé de soutenir la nouvelle CEI « et surtout la Russie qui joue un rôle prépondérant de locomotive des réformes ». Le président géorgien, M. Zviad Gamsakhouria, a demandé aux Nations unies d'envoyer des observateurs à Tbilissi, où des combats font rage depuis trois jours. M. Eltsine a décidé, mercredi, de retirer toutes les troupes des anciennes forces de sécurité soviétiques de cette République.

### MOSCOU

de notre envoyée spéciale

M. Gorbatchev a évité jusqu'au dernier moment le mot « démission », mais il fut bien le seul. La « décision » qu'il devait annoncer lors d'une allocution télévisée mercredi 25 décembre était « inévitable », mais elle ne signifie pas qu'il quitte l'arène politique, a-t-il précisé à l'agence Interfax.

Son entourage et, bien sûr, son rival victorieux, Boris Eltsine, se sont en revanche chargés de mettre les points sur les i. Le président de l'ex-URSS n'aura même pas droit, semble-t-il, à une vraie cérémonie de transmission des pouvoirs. Ce qui en avait tenu lieu, a annoncé son porte-parole, André Gratchev, ce fut l'entre-

Kremlin entre MM. Gorbatchev et Eltsine. « La procédure de transmission du pouvoir n'y a pratiquement pas été travaillée, même s'il reste un peu de temps pour improviser peut-être quelques formes civiles », a avoué mardi M. Gratchev devant les journalistes russes.

De quoi donc avaient parlé MM. Gorbatchev et Eltsine ? Ce dernier, avec ses habitudes brutales et franches, a exposé mardi sa version devant des journalistes russes : « M. Gorbatchev voulait deux cents gardes du corps, nous avons divisé par dix et lui en laissons vingt ».

L'ex-président aura une retraite de quatre mille roubles par mois (30 dollars au taux « touristique » du jour).

SOPHIE SHIHAB  
Lire la suite page 3

### Lire aussi

- Mikhaïl Gorbatchev vu par Plantu
- L'Occident « gorbomaniaque » par CLAIRE TRÉAN
- 1985-1991 : de la perestroïka à la fin de l'URSS
- Les relations avec Boris Eltsine : quatre années de conflits et de réconciliations par MICHEL TATU
- De Lénine aux « valeurs universelles » : morceaux choisis.
- Raïssa, première « first lady » soviétique par YVES-MICHEL RIOLS
- M. Eltsine veut récupérer les sommes versées aux partis frères.
- La Russie remplace l'ex-URSS au Conseil de sécurité des Nations unies par AFSANÉ BASSIR POUR
- Géorgie : l'opposition adresse un ultimatum au président Gamsakhouria

Pages 2 à 5

## Jésus aux Francs-Moisins

Messe de minuit dans les cités de Saint-Denis et aux « 4 000 » de La Courneuve

par Henri Tincq

« Bien sûr, Jésus est né aux Francs-Moisins. Ici il y a des Arabes et des juifs, des Africains et des Asiatiques. Il y a des pauvres et des illettrés. » Simone n'est pas une illuminée, au contraire, c'est une « nature », sortie d'un roman de Zola. Une enfance malheureuse au pays de Germinal, puis onze ans de trottoir à Paris. A l'entendre, c'est le Christ qui est venu l'en sortir. Aux Francs-Moisins, à Saint-Denis, malgré les cages d'escalier éventrées, les voitures volées, les vitres cassées et les pneus brûlés, elle choisit de rester. « J'ai besoin de leur couleur pour vivre », dit-elle en parlant de ses amis immigrés. Simone a horreur de la « charité »

et milite à la CFDT et dans son église, dont elle est devenue une pilier.

Près du fameux « Carrefour des Six-Routes », des terrains vagues servent de no man's land entre la cité des Francs-Moisins - huit mille habitants dont un tiers de moins de vingt-cinq ans - et les « 4 000 » de La Courneuve, sa compagne d'infortune, qui abrite pas loin de quinze mille personnes. C'est là que, parfois, les bandes rivales des deux quartiers règlent leurs comptes. Mais, en cette nuit de Noël, une rumeur de prière domine, pour une fois, le fracas des rodéos motos, le tapage des insultes et des bagarres, quand ce n'est pas le bruit d'une fusillade.

Lire la suite page 14

### La célébration de Noël dans le monde

Lire page 14 les articles de nos correspondants à Lima et à Pékin, ainsi que nos informations sur Bethlehem et le Croissant. Lire également le message du pape page 12.



## Les quatre vies de Mikhaïl Sergueievitch

par Michel Tatu

La sortie n'est pas glorieuse, mais, au fond, il fallait cela pour parachever l'œuvre accomplie. Car si Mikhaïl Gorbatchev restera dans l'histoire comme le révolutionnaire, grâce à qui la Russie et ses anciennes dépendances rejoindront en fin de compte la civilisation mondiale et le XXI<sup>e</sup> siècle, il n'aura pas été l'accoucheur de la société à venir, et il ne pouvait pas l'être.

Son mérite est d'avoir détruit le système ancien, et c'est déjà beaucoup. Autant et mieux que Lénine, qui, s'il avait détruit le régime des tsars et laissé lui aussi son pays en piteux état, n'aurait jamais été l'accoucheur du totalitarisme. En attendant une éventuelle « cinquième vie » de

Cassandre, d'« opposant » plus ou moins amer et de confrencier international, Mikhaïl Gorbatchev a déjà l'occasion de méditer sur une carrière bien remplie, ascendante puis descendante, que l'on peut diviser en quatre parties de longueur très inégale.

La première vie, c'est celle de l'« iconographie officielle d'avant », celle du sage komso-mol, de l'étudiant méritant et de l'apparatchik modèle qui va se hisser en trente ans de son village natal de Privolnoïe, près de Stavropol, jusqu'au faite du pouvoir à Moscou. Même en cherchant bien, on ne trouve pas grand-chose à dire de cette période : encore aujourd'hui, la glasnost n'est pas passée par là, et d'ailleurs Stavropol et sa région sont toujours, apparemment, le

« trou » où il ne se passe rien. Cela dit, la jeunesse de « Micha » sera marquée par trois événements majeurs : l'occupation allemande de sa région, pendant six mois en 1942 ; la mort de Staline en 1953, notre homme est alors déjà communiste depuis une petite année ; enfin le 22<sup>e</sup> congrès du PC en 1961, une grand-messe anti-stalinienne organisée par Khrouchtchev.

Si le père de la perestroïka n'a toujours rien dit du premier événement et peu du second, il est plus bavard à propos du dernier, qui fut sa première grande manifestation politique à Moscou, en tant que chef des Jeunes communistes de sa région, il y participe comme délégué.

Lire la suite page 4

Le Monde  
EDITIONS

L'histoire va-t-elle trop vite dans l'ex-Union soviétique ?

## Bernard Guetta ÉLOGE DE LA TORTUE L'URSS de Gorbatchev

Un regard équilibré qui ne pourra que déplaire à nombre de soviétologues français.

K.S. Karol (Le Nouvel Observateur)

Son essai est l'un des mieux informés (...) Bernard Guetta est excellent (...) Belle leçon de journalisme.

Pierre Daix (Le Quotidien de Paris)

Guetta nous raconte l'URSS de Gorbatchev en en sortant le sens. Il ne s'est pas trompé. La suite l'a montré.

Jean-Marcel Bouguereau (L'Evenement du Jeudi)

EN VENTE EN LIBRAIRIE

### Le sort de la Cin

Les neuf membres du CSA doivent décider du sort de la chaîne de télévision contrôlée par le groupe Hachette, qui est en situation de quasi-dépôt de bilan. Trois scénarios sont possibles, mais chacun présente de graves inconvénients.

Lire page 16

l'article d'ARIANE CHEMIN et YVES MAMOU

### ARTS & SPECTACLES

#### Spéculations berlinoises

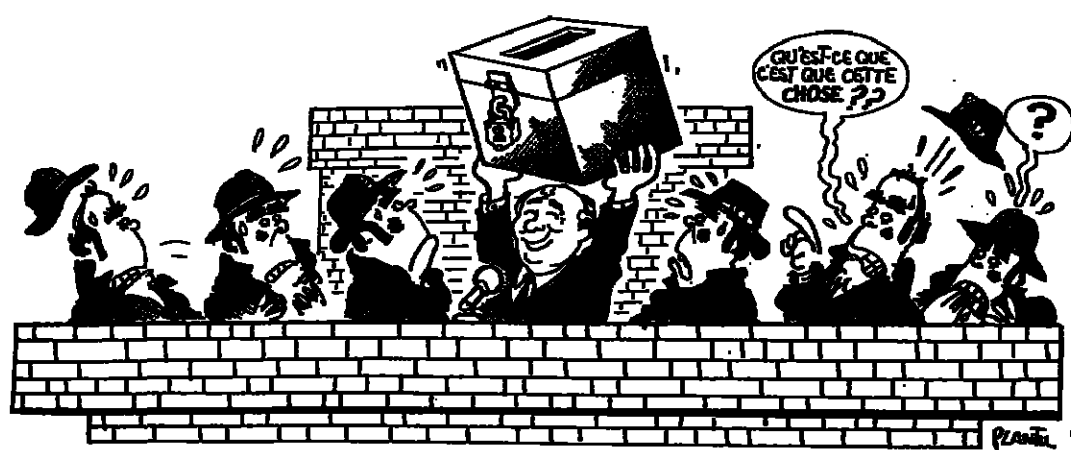
Berlin, à nouveau capitale de l'Allemagne, est devenu l'objet de toutes les convoitises. La réunion de ce qui fut « vitrine de l'Est » et « vitrine de l'Ouest » pose aux architectes des problèmes complexes, qui tiennent à la façon dont, de part et d'autre, on assimile l'Histoire à la spéculation financière. Et qui, finalement stimulent la spéculation artistique.

pages 7 à 13

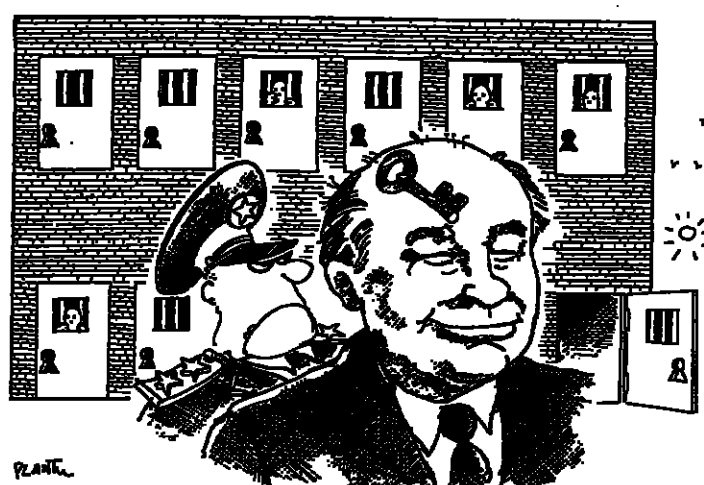
A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 6 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 150 PTA ; G.-B., 35 p ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2,3 \$ ; USA (other), 2,50 \$



# MIKHAIL GORBATCHEV VU PAR PLANTU



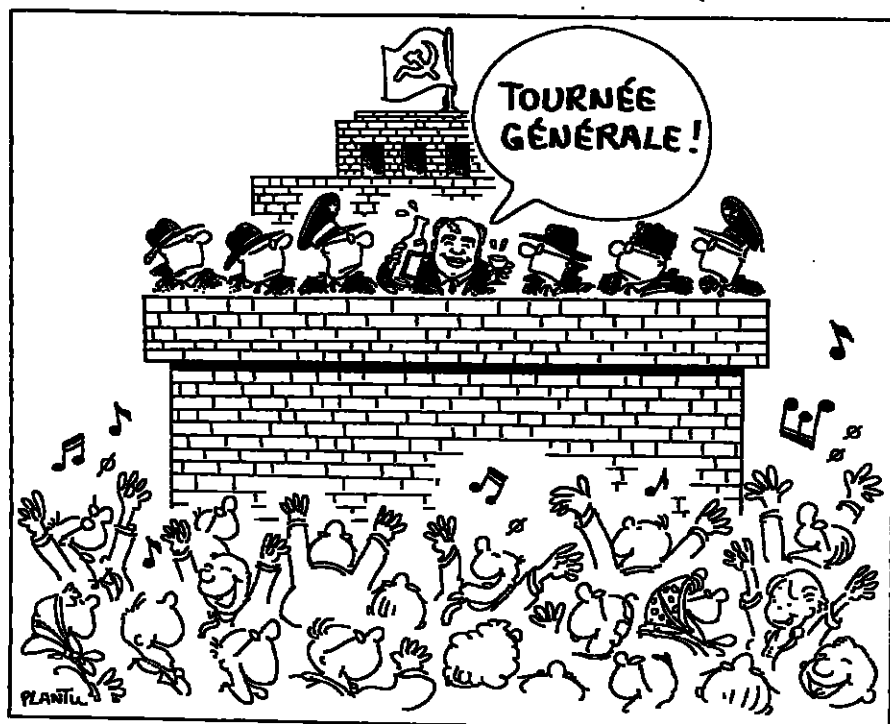
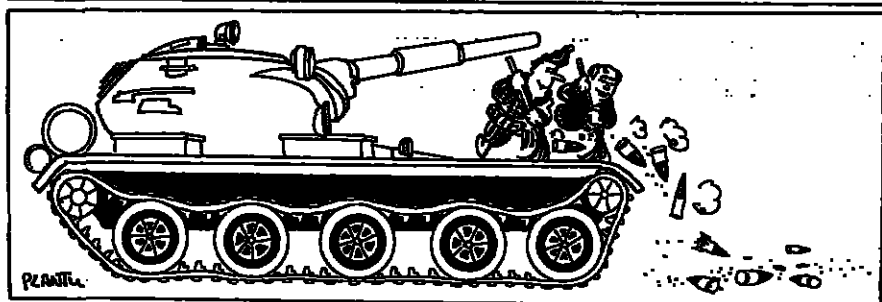
Le Monde du 8 janvier 1987



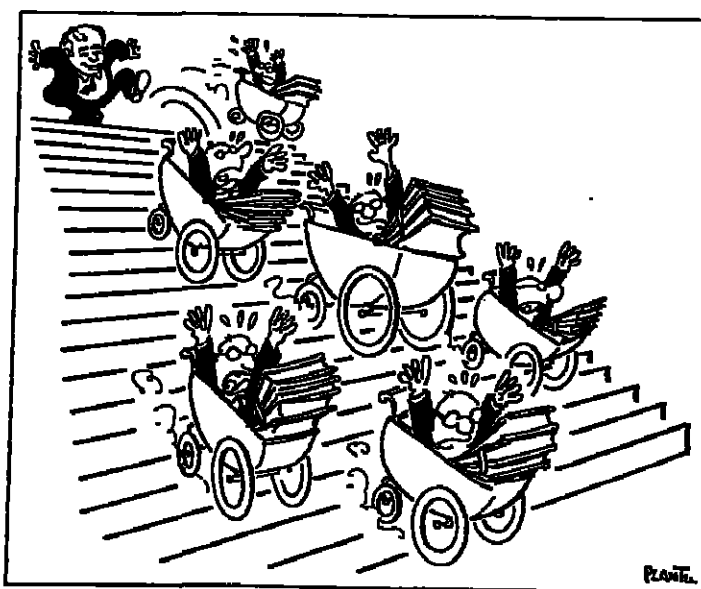
Le Monde du 16 février 1987



Le Monde du 9 décembre 1987



Le Monde du 15 septembre 1988

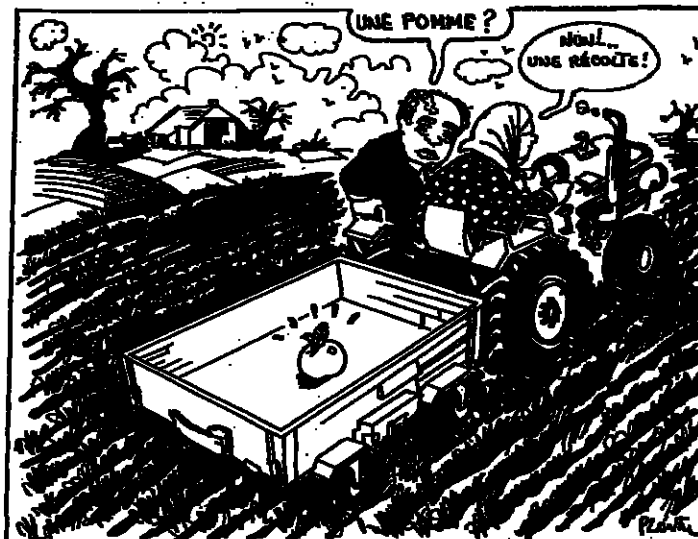


Le Monde du 30 septembre 1988

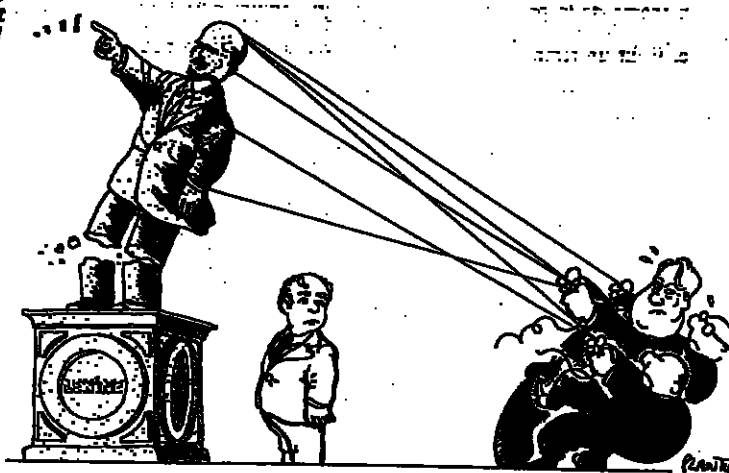


Le Monde du 19 décembre 1991

Le Monde du 18 mars 1989



Le Monde daté 25-26 août 1991



Le Monde du 15 septembre 1988



Le Monde du 10 décembre 1991

LE  
L'Occident

Rais

la responsabilité  
Maire

2011.50



AR PLANTU

150 1150

Le Monde • Jeudi 26 décembre 1991 3

# LE DÉPART DE M. GORBATCHEV

## L'Occident « gorbimaniaque »...

M<sup>me</sup> Thatcher avait vu juste quand, dès sa première rencontre avec celui qui n'était encore que le numéro deux soviétique, en décembre 1984, elle déclara, sûre de son fait : « This is a man we can do business with » (c'est un homme avec qui on peut faire affaire). Cette affaire allait être la seule vraie grande affaire de la fin de ce siècle : le dégel de toute la partie Est du continent européen fossilisée dans le communisme, et de l'ensemble des relations internationales.

A peu près à la même époque M. Mitterrand découvrait lui aussi, à Moscou, cet homme qui parlait un autre langage et qui, devant un Tchernomouk sa fin assurée que tout allait bien dans l'agriculture soviétique, se tournait vers le président français pour lui dire que non, rien n'allait.

Derrière la remarque prosaïque du premier ministre britannique se cachait non seulement de la perspicacité mais un véritable coup de foudre pour Mikhaïl Gorbatchev. La Dame de fer était séduite. Chaque fois que, par la suite, elle le repartait à Londres, elle avait pour lui les yeux de Chimène, ne tarissant pas d'éloges, ne cachait pas même ce qu'elle était un peu plus que de l'admiration, de l'émotion : « Toute la Grande-Bretagne a été électrisée, électrisée par sa venue, électrisée par la chaleur de son comportement », disait-elle en décembre 1987. Margaret Thatcher fit à sa manière, c'est-à-dire sans jamais rien céder sur le fond, la première des « gorbimaniaques ».

### Suspensions européennes

L'engouement en fait avait commencé à s'emparer de la planète, avant même que Mikhaïl Gorbatchev n'eût véritablement engagé ses grandes réformes. De Moscou, on savait, après la série des vieillards coccygiques, un homme qui parlait autrement, qui se mouvait avec aisance et souriait aux photographes, qui avait une femme élégante. Profitant d'un moment où les opinions occidentales avaient, de Bonn à Philadelphie, un vague à l'âme pacifiste, c'est grâce au thème de la paix que d'abord il se propulsa sur la scène internationale. Il fut un temps où, à chacune de ses interventions publiques, on s'attendait à une annonce spectaculaire en matière de désarmement. Il ne céda en fait pas grand-chose mais il prenait l'initiative et frappait les opinions occidentales. Premier banco avec Ronald Reagan en 1987 : la suppression des armes nucléaires à moyenne portée, qui laissa les autres Occidentaux un peu interloqués.

La partie n'était en effet pas encore gagnée pour Mikhaïl Gorbatchev. La plupart des milieux politiques européens, même séduits, se méfiaient : il ne fallait pas baisser la garde devant les charmes du nouveau maître du Kremlin. Pour avoir dit un jour qu'il fallait « prendre un mot » Mikhaïl Gorbatchev, le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, s'était encore début 1987 la suspicion généralisée de ses partenaires européens. L'irrésistible ascension de Mikhaïl Gorbatchev dans les sondages avait commencé beaucoup plus fortement que n'importe où ailleurs en Allemagne, dans une Alle-

magne douloureusement anti-communiste, plus sensible que quiconque à la menace nucléaire et aux espérances que portait avec lui un réformateur qui parlait de « maison commune ».

L'engouement se propageait ailleurs sous des formes plus légères. On fabriquait des T-shirts frappés de la faucille et du marteau, on s'exaltait devant l'ouverture d'un fast-food à proximité de la place Rouge, devant les manières russes ou les nouveaux pelaires soviétiques ; l'URSS était à la mode. Chaque déplacement à l'étranger du numéro un soviétique était un événement médiatique écrasant tous les autres. Le voyage à New York en 1988 fut dans le genre un phénomène : la capitale du capitalisme, de Wall Street à Donald Trump, s'arrachait un Mikhaïl Gorbatchev qui avait assez rapidement appris à se prêter habilement au jeu. Un peu plus tard, il se précipita à la Sorbonne devant l'intelligentsia parisienne ; elle lui pardonna tout : l'ennemi d'un inimitable discours trop marqué par la langue de bois ; la dérободе quant on lui demanda de se prononcer sur les événements de la place Tiananmen.

Il devint, pour les grands de ce monde, un faire-valoir et l'objet d'une sorte de compétition : on voulait non seulement lui téléphoner, le voir, mais le recevoir et si possible montrer qu'on avait aussi avec lui des rapports d'ordre privé. Il fut

droit à la panse de porc, spécialité de la région rhénane où le chancelier Helmut Kohl a sa résidence secondaire ; plus récemment, aux douceurs du terroir landais lors d'un séjour à Latché que le couple Mitterrand avait voulu pour lui reconnaître. La plus étonnante des images qui accompagnèrent ainsi la carrière du président soviétique fut peut-être au mois d'août celle de George Bush en costume de pêche, assisté de Barbara, téléphonant au rescapé de Crimée pour lui demander de ses nouvelles et de celles de Raïssa. Image d'intimité quasi-familiale livrée aux télévisions occidentales, alors que venait de se jouer le sort du monde.

### Maladie d'amour

Mais la gorbimanie ne se résume évidemment pas qu'à cette orchestration médiatique et à ses dérivés. M. Mitterrand en sait quelque chose, qui subit à propos de Mikhaïl Gorbatchev son plus grand revers en communiquant quand, dans sa intervention télévisée du lendemain du putsch de Moscou, il donna l'impression de trop vite l'enterrer. Mauvais choix du moment et mauvais cadrage plutôt que désaveu : on a vu avant et depuis que le président de la République appréciait son homologue soviétique à sa juste stature et certains lui reprochaient même, comme à d'autres, de parfois

le surestimer. Mais l'effet de ce stage fut terrible : pour l'opinion française, comme pour la plupart des autres, Mikhaïl Gorbatchev méritait, mérite toujours beaucoup mieux que cela.

Ni les morts de Tbilissi, ni la répression des Baltes ou des Arméniens, ni les images de la pauvreté et de la délinquance généralisée en URSS n'y firent rien : Mikhaïl Gorbatchev restait aux yeux des opinions l'homme qui changea la face du monde, qui ouvrit le mur de Berlin et lâcha les apparatchiks staliniens des pays satellites. On ne se souviendra pas qu'il tenta en vain d'en remplacer certains par des Gorbatchev au petit pied et qu'il échoua. On retiendra que par lui cette partie de l'Europe fut rendue à la liberté. La gorbimanie, au demeurant, n'est pas d'essence purement occidentale. Elle faisait rage en Europe de l'Est à la veille des révolutions, et dans une large mesure y contribua ; elle avait cours aussi à Pékin, où c'est à l'occasion de la visite du président soviétique que s'éleva le second mouvement de protestation de l'été 1989. A l'heure du bilan il faut bien constater que cette maladie d'amour dont fut saisi le monde pendant quelques années aura été, à l'extérieur au moins de l'Union soviétique, totalement inoffensive puisque, en tous points, finalement Mikhaïl Gorbatchev aura fait ce qu'on attendait de lui.

CLAIRE TRÉAN

## Raïssa, première « first lady » soviétique

Raïssa Gorbatchev a séduit l'Occident mais profondément agacé ses compatriotes. Tout comme son mari, la « tsarine rouge » a bousculé bien des conventions et imposé un style qui a fait frémir de nombreux Soviétiques, peu habitués à voir une femme occuper si énergiquement le devant de la scène.

Symbole du nouveau look du Kremlin, M<sup>me</sup> Gorbatchev a froissé le légendaire machisme russe et rompu avec une certaine pudibonderie socialiste. Avant Raïssa, les citoyens devaient généralement attendre l'entrevue des dirigeants pour découvrir leurs épouses, qui n'étaient alors plus que des vagues.

Tranchant avec les pratiques habituelles, Raïssa, mariée depuis 1953, a tout fait pour séduire dans un pays où le charme et la politique étaient plutôt anathématisés. Convoitée par les magazines du monde entier, Raïssa savait répondre aux attentes des médias, surtout étrangers, qui se sont délectés d'histoires sur la première dame soviétique. Coquette et impertinente, M<sup>me</sup> Gorbatchev a également été dans ses moments de faiblesse : l'image de cette femme frêle et épuisée, revenant de son exil de Crimée après le coup d'Etat avorté du mois d'août, a profondément touché l'opinion occidentale.

Avec Raïssa Gorbatchev, les Soviétiques se sont découverts,

pour la première fois, une « first lady ». Rien à voir avec les images coutumières de kolkhoziennes austères inaugurant des récoltes modestes. L'épouse du président se plaisait à faire « people » en bavardant avec les badauds lors de ses innombrables baigns de foule qu'elle faisait « chic » en entourant de courtisanes de renom, dont Yves Saint-Laurent, à qui elle a avoué son faible pour le parfum Opium.

### Coup bas du KGB

En revanche, elle n'a jamais manifesté beaucoup de sympathie pour Nancy Reagan. La petite « guerre froide » entre les deux épouses présidentielles a souvent pris des allures de feuilleton caustique. Bousculant le protocole, Raïssa avait délégué M<sup>me</sup> Gromyko pour accompagner son hôte américaine à Leningrad en juin 1988...

Raïssa Gorbatchev, fille d'un modeste ingénieur des chemins de fer relégué en Sibérie, n'a jamais voulu se contenter d'un rôle de figure. Un an après l'accession au pouvoir de Mikhaïl en 1985, elle aurait émis le souhait de devenir ministre de la culture. Finalement, elle occupa ses premières fonctions officielles au présidium de la toute nouvelle Fondation soviétique de la culture.

La même année, elle fut encore parier d'elle en assistant à une présentation de mode à l'ambas-

sade de Chine de Moscou : c'est la première fois depuis la brouille sino-soviétique que l'épouse d'un secrétaire général du PCUS franchit le seuil de cette ambassade. M. Gorbatchev a d'ailleurs suscité un certain émoi dans les cercles politiques moscovites en avouant, à Washington en 1987, qu'il parlait « de tout » avec sa femme. La dispute s'est peu à peu transformée en une véritable querelle dénonçant les goûts de luxe de Raïssa, a paré-là, largement circulé à Moscou. Rumeur ou coup bas du KGB, l'affaire n'a jamais été éclaircie.

Autre mystère : la biographie de Raïssa. Son itinéraire est parsemé d'informations contradictoires et incomplètes. Son âge ne figurait pas sur le passeport qu'elle a utilisé en 1985 pour accompagner son mari en visite officielle en France. Il est communément admis que Raïssa Mémovna Titarenko a aujourd'hui cinquante-neuf ans. Elle le confirme dans sa biographie sortie quatre mois avant le putsch dans laquelle elle affirme que son grand-père a été exécuté sous Staline. Elle raconte également que l'idylle avec Mikhaïl, rencontré lors d'une surprise-partie à l'université de Moscou, a pris racine après plusieurs rendez-vous à la patinoire du parc Sokolniki.

Y.-M. R.

de roublis, mais les autres Républiques n'auront pas, de toute façon, cette possibilité.

Le président de la banque d'Etat soviétique a démissionné mardi après qu'il eût annoncé la mise en circulation, la semaine prochaine, de billets de 500 roubles (toujours à l'effigie de Lénine). Mais que le salaire minimum théorique en Russie est de 340 roubles, et moins encore ailleurs. Mais désormais ces roubles seront imprimés au rythme du bon vouloir des Russes, et M. Bourboulis, chef de leur gouvernement, est resté très vague sur le sujet mardi.

### L'intelligentsia critique

En revanche, il a confirmé que les textes des experts russes sur leur conception des réformes économiques coordonnées entre les Républiques ont été distribués aux chefs des autres gouvernements, mais tardivement : ceux-ci ont donc refusé d'en discuter. Quelques accords ont néanmoins été passés, notamment pour financer l'année mais uniquement « durant le premier mois de 1992 », a annoncé le maréchal Chapochnikov.

L'ex-URSS, qui vit au jour le jour, n'a pas vraiment le loisir d'avoir des États d'été sur l'époque qui s'achève mercredi. Dans les atteroupements sans précédent qui se forment à Moscou des qu'est mis en vente dans un magasin un produit à prix d'Etat, on ne trouvera personne ou presque pour regretter M. Mikhaïl Gorbatchev, celui qui

## 1985-1991 : de la perestroïka à la fin de l'URSS

### 1985

11 mars. - Succédant à Constantin Tchernenko, décédé la veille, Mikhaïl Gorbatchev est élu secrétaire général du PC soviétique.

2-5 octobre. - Voyage en France de M. Gorbatchev.

15 octobre. - M. Gorbatchev présente les directives sur la modernisation de l'économie, engageant ainsi la perestroïka.

### 1986

15 janvier. - M. Gorbatchev propose un plan de liquidation de toutes les armes nucléaires d'ici l'an 2000.

26 avril. - Catastrophe nucléaire à Tchernobyl.

19 novembre. - Loi sur le travail individuel permettant la création d'un secteur semi-privé.

19 décembre. - Libération d'Andrei Sakharov peu après le décès en prison du dissident Anatoly Martchenko. De nombreux prisonniers de conscience commencent à être libérés.

### 1987

27 janvier. - Pétition du comité central sur la politique des cadres ; relance de la glasnost.

6 mai. - Manifestation à Moscou de l'organisation nationaliste russe Parnia.

30 mai. - Le ministre de la défense, le maréchal Sokolov, est limogé.

11 novembre. - Boris Eltsine est écarté de la direction du parti à Moscou.

8-10 décembre. - Sommet Reagan-Gorbatchev à Washington ; signature du traité sur le désarmement des forces nucléaires intermédiaires (FNII).

### 1988

18 février. - Boris Eltsine est « libéré » de son poste de membre suppléant du bureau politique.

26 février. - Reprise des essais nucléaires soviétiques.

28 février. - Manifestations et massacres à Soumgaït (Azerbaïdjan) ; bilan officiel : 32 morts.

14-18 mars. - Voyage en Yougoslavie de M. Gorbatchev qui prononce un discours sur l'indépendance des peuples communistes.

15 mai. - Début du retrait des forces soviétiques d'Afghanistan, qui sera achevé le 15 février 1989.

13-21 juin. - Réhabilitation des principaux dirigeants victimes des procès staliniens des années 30.

29 juillet. - Devant le comité central, M. Gorbatchev propose que des terres soient louées aux paysans pour des périodes allant jusqu'à cinquante ans.

1<sup>er</sup> octobre. - M. Gorbatchev est élu chef de l'Etat par le Soviet suprême.

28 octobre. - Réforme de la Constitution ; la multiplicité des candidatures est encouragée pour les élections au Congrès des députés du peuple.

16 novembre. - Le Parlement estonien proclame la primauté de ses lois sur celles de l'URSS.

22-23 novembre. - Manifestations nationalistes à Tbilissi, Bakou et Erevan.

7 décembre. - Tremblement de terre en Arménie.

### 1989

15-16 mars. - Pétition du comité central sur l'agriculture ; une « enquête » est ouverte sur Boris Eltsine à la suite de ses propos sur le « multipartisme ».

26 mars. - Premier tour des élections au Congrès des députés du peuple ; Boris Eltsine recueille plus de 85 % des voix à Moscou.

2-7 avril. - Visite de M. Gorbatchev à Cuba puis en Grande-Bretagne.

31 mai. - Libérés à Moscou, les dirigeants nationalistes arméniens arrêtés en décembre rejoignent Erevan.

17 juin. - Sanglantes émeutes au Kazakhstan.

1<sup>er</sup> juillet. - Dans un discours télévisé, M. Gorbatchev dénonce les tensions qui menacent la perestroïka et « l'intégrité de l'Etat ».

2 juillet. - Mort d'Andrei Gromyko ; l'Union des écrivains annonce la publication en URSS de l'Archipel du Goulag de Soljenitsyne.

10 juillet. - Mouvement de grève chez les mineurs en Sibérie occidentale.

9 septembre. - M. Gorbatchev annonce un programme « extraordinaire » d'assainissement de l'économie.

19 septembre. - Devant le comité central, M. Gorbatchev annonce un

accroissement de l'autonomie des Républiques ; le pétrole reste la direction du parti dont sont exclus plusieurs conservateurs.

1<sup>er</sup> décembre. - Rome : rencontre Gorbatchev-Jean-Paul II.

14 décembre. - Mort d'Andrei Sakharov.

22 décembre. - Les communistes lituaniens se déclarent indépendants du PCUS.

### 1990

10 janvier. - M. Gorbatchev se rend à Vilnius, manifestations nationalistes en faveur de l'indépendance de la Lituanie.

11 mars. - Le Parlement lituanien proclame l'indépendance de la République, qualifiée d'« illégitime » le 13 par M. Gorbatchev.

13 mars. - Le Congrès des députés du peuple approuve le principe de l'instauration du régime présidentiel et l'abrogation du rôle dirigeant du PC.

15 mars. - Elu président de l'URSS, M. Gorbatchev annonce une « radicalisation » des réformes.

13 avril. - M. Gorbatchev donne deux jours à la Lituanie avant d'instaurer un blocus économique de la République si celle-ci n'abandonne pas les décisions prises à la suite de sa déclaration d'indépendance ; cet ultimatum est rejeté le lendemain par le président lituanien, M. Landsbergis.

1<sup>er</sup> mai. - A l'occasion de la célébration de la fête du travail, M. Gorbatchev est hué sur la place Rouge à Moscou et choisit de quitter la tribune officielle.

29 mai. - M. Eltsine est élu président du Parlement de la Fédération de Russie et réclame « la souveraineté » de cette dernière.

31 mai-3 juin. - Visite de Gorbatchev aux Etats-Unis ; en marge de ce voyage, le président soviétique rencontre à San-Francisco le président sud-coréen Roh Tae-woo.

2 juillet. - Ouverture du XXVII<sup>e</sup> congrès du PC soviétique qui s'achève le 13 ; M. Gorbatchev est reconduit dans ses fonctions de secrétaire général ; M. Eltsine quitte le PC soviétique.

8 octobre. - Devant le comité central, M. Gorbatchev évoque le danger d'une « libération » de l'Union soviétique.

15 octobre. - Le prix Nobel de la paix est attribué à Mikhaïl Gorbatchev.

7 novembre. - A l'occasion de l'anniversaire de la Révolution, M. Gorbatchev lance un appel à « l'unité des forces démocratiques » ; deux coups de feu sont tirés sur la place Rouge pendant la cérémonie.

20 décembre. - Démission surprise d'Edouard Chevardnadze qui dénonce la « dictature qui s'annonce ».

### 1991

7 janvier. - L'armée intervient dans les pays baltes.

17 mars. - Référendum sur l'Union : 76,4 % de votes favorables à « une Union renouée de républiques souveraines » mais mauvais résultats à Moscou, Leningrad et Kiev.

19-21 août. - Putsch manqué des communistes conservateurs contre M. Gorbatchev, alors en vacances en Crimée.

24 août. - M. Gorbatchev engage l'« autodissolution » du PCUS.

29 août. - Le Parlement retire à Mikhaïl Gorbatchev ses pouvoirs spéciaux en matière économique.

6 septembre. - L'URSS reconnaît officiellement l'indépendance des trois Républiques baltes.

18 octobre. - Mikhaïl Gorbatchev signe à Moscou avec les dirigeants de huit Républiques un traité économique inter-républicain pour une période de trois ans.

1<sup>er</sup> décembre. - Lors d'un référendum, l'Ukraine se prononce à plus de 80 % pour l'indépendance.

8 décembre. - Les présidents de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie constatent à Minsk que « l'Union soviétique n'existe plus ». Ils décident de fonder une « Communauté d'Etats indépendants (CEI) ouverte à tous les Etats de l'ancienne URSS ».

17 décembre. - MM. Gorbatchev et Eltsine décident d'un commun accord que les structures de l'URSS cesseront d'exister « avant la fin de l'année ».

21 décembre. - Au sommet d'Alma-Ata, huit autres Républiques rejoignent la CEI, entraînant ainsi la fin de l'URSS.

24 décembre. - Le porte-parole de M. Gorbatchev indique que le président annoncera sa démission le lendemain, jour de Noël, à 21 heures à la télévision.

## La responsabilité nucléaire

Suite de la première page

M. Gorbatchev devra aussi trouver son logement moscovite. L'ancien président de l'Académie des sciences de Russie - et sa datcha de Novo-Ogarievo - qui passe à la « présidence russe » - mais il conservera un appartement à Moscou, une datcha à la campagne, une limousine Zil et une autre voiture.

Le président russe s'est ensuite donné comme tâche immédiate entre l'ex-président soviétique et les membres de la Communauté d'Etats indépendants, encore vague, dont M. Gorbatchev disait il y a quelques jours encore qu'il « n'y croyait pas ». M<sup>me</sup> Eltsine affirmait, selon Interfax : « Je vais utiliser toute mon influence et mes possibilités pour que cette communauté puisse vivre et se mette à fonctionner ». Mais c'était pour ajouter, comme un aveu suivi d'une auto-critique : « Nous n'avons pas d'autre choix et il ne peut y en avoir d'autre. La période des hésitations est passée ».

La Russie reconnue à l'ONU, il ne reste plus en effet à Mikhaïl Gorbatchev qu'à transmettre au descendant son président d'un pays de l'ex-URSS représenté au Conseil de sécurité sa fameuse « valise » de codes nucléaires. « Cela sera fait

aussitôt après l'annonce télévisée par M. Gorbatchev de sa démission », a précisé M. Eltsine. Il n'a toutefois pas indiqué s'il disposera ainsi lui-même des deux « valises » ou si un autre « doigt » sera ajouté à ceux du président de Russie, déjà prévu depuis le putsch et à celui du ministre de la défense « soviétique », le maréchal Chapochnikov, officiellement en fonction jusqu'au 30 décembre.

C'est ce jour-là, à Minsk, que les chefs d'Etat de la Communauté ont décidé de se réunir pour tenter de préciser ces questions de commandement militaire stratégique mais aussi tous les autres problèmes irrésolus. A commencer par le plus pressant pour tous, celui de la « libération » des prix que la Russie veut lancer le 2 janvier.

Durant la réunion mardi à Moscou des chefs de gouvernements des onze Républiques signataires des documents d'Alma-Ata, l'Ukraine, soumise par beaucoup d'autres, a exigé que la date soit reportée au 15 janvier. Son représentant n'a sans doute pas précisé si l'Ukraine espère à cette date être en possession d'un nombre suffisant de « coupons nucléaires », actuellement imprimés en France, pour faire face à la pénurie



## LE DÉPART DE M. GORBATCHEV

## Les quatre vies de Mikhaïl Sergueïevitch

Suite de la première page

Comme la plupart de ses futurs associés de la perestroïka, il se proclame un « enfant du 20<sup>e</sup> congrès » et du premier dégel. Un dégel qui lui offrit, entre autres avantages, celui de voyager assidûment sous Brejnev déjà : il découvre la France profonde dès 1966 (à trente-cinq ans), de même que la Tchécoslovaquie encore à peine « normalisée » de 1969.

Le reste est affaire de docilité intelligente. Il reste encore beaucoup de mystères, mais la clé de l'irrésistible ascension qui va suivre est d'abord à rechercher dans l'art qu'a l'intéressé de gagner les faveurs de puissants protecteurs : Fedor Koulikov d'abord, le patron du parti à Stavropol, qui « fait » sa carrière régionale avant de le désigner comme son successeur en 1970 ; Iouri Andropov ensuite, maître de la même région, qui va le pousser aux premiers rangs au début des années 80 ; probablement aussi Mikhaïl Sousslov, l'émancipé grisé du Kremlin, soucieux de garder au moins un jeune en réserve face aux gérontes qui peuplent le bureau politique ; enfin Léonid Brejnev lui-même, bien connu pour son penchant à privilégier son « clan », et sans qui aucune promotion importante ne pouvait être décidée. Or le secrétaire général de la « stagnation » laissera sans méfiance cet « expert agricole » se propulser vers les hautes sphères, sur les talons du client préféré Tchernenko, de vingt ans son aîné.

Un autre dignitaire dont la « vigilance » sera prise en défaut est Andreï Gromyko. Devenu le principal « faiseur de rois » en mars 1985, c'est lui qui fait pencher la balance en faveur de Mikhaïl Gorbatchev pour succéder à Tchernenko, contre le brigadier Grigori Romanov. Le dernier survivant de Yalta mourra en juillet 1989, juste à temps pour ne pas voir la chute du mur de Berlin et l'effondrement du pacte de Varsovie, mais assez tard tout de même pour observer les ravages de la « nouvelle pensée » dans l'empire soviétique, les concessions aux États-Unis en matière de désarmement, l'évacuation de l'Afghanistan (dont Gromyko avait approuvé l'invasion en personne en 1979), etc.

Pourtant, le nouveau secrétaire général n'avait pas caché son jeu à tout le monde. « Ça ne peut plus continuer ainsi », disait-il à sa femme Raïssa au début des années 80. A sa femme, mais aussi à Edouard Chevardnadze, son ancien « voisin » géorgien qu'il installe dès 1985 aux affaires étrangères, ainsi qu'à Alexandre Iakovlev, le futur idéologue de la perestroïka que Mikhaïl Gorbatchev a rencontré en 1983 au Canada et qu'il fait revenir la même année à Moscou.

## Entre deux camps

En fait, pourtant, la « seconde vie » qui commence en 1985 s'ouvre sur une équivoque. Car ces deux authentiques libéraux, restés seuls, et de plus en plus, dans une équipe qui se fait de la perestroïka une tout autre conception : les uns voudront changer de système et de société, les autres, la majorité, veulent simplement changer (un peu) le système pour le rendre plus efficace. Les Ryjkov, Ligatchev, Zaitkov, tous recrutés par Andropov pour leur hostilité au clan brejnevien, un peu plus tard les Iazov, Krioutchiov et autres Pougo, recrutés directement par Gorbatchev sont d'accord pour s'en prendre à la corruption et pour rationaliser l'économie, pas pour aller plus loin. Pour critiquer le passé, pas trop le présent et en tout cas pas le « socialisme ».

Entre ces deux camps, que pense le secrétaire général ? Il est bien difficile de le dire, et ce n'est d'ailleurs pas si important à ce stade. D'abord, parce que Mikhaïl Gorbatchev est obligé de tenir compte des équilibres politiques et ne peut tout faire à la fois. Ensuite, parce que toute ouverture perçue dans la chape de plomb du système brejnevien amène une bienvenue bouffée d'air frais.

Certes, près d'un an est perdu, avec notamment le 27<sup>e</sup> congrès du PC au printemps 1986, qui n'apporte pas grand-chose, sinon la traditionnelle valse des cadres à l'échelon moyen. On a bien parlé de « perestroïka » (restructuration) dès juin 1985, et même de « perestroïka révolutionnaire » un an plus tard. Mais ce n'est qu'à la fin de 1986, avec la libération d'Andreï Sakharov (suivie de celle de nombreux dissidents) que le mouvement commence vraiment.

C'est donc, jusqu'à l'été de 1989, la période de la perestroïka triomphante, avec deux acquis essen-

tiels : la glasnost d'abord, inaugurée partiellement au printemps 1986 après la catastrophe de Tchernobyl, mais élargie à partir de 1987 à la politique, et d'abord à la critique du passé ; l'histoire est progressivement libérée - et l'effet est énorme après des décennies de silence. La presse s'engouffre dans la brèche et gagne 14 millions de nouveaux lecteurs au cours de la seule année 1987.

L'autre acquis est le libre débat : la vie politique s'anime d'abord au sein du parti communiste avec la conférence nationale de l'été 1988 (tout le pays va suivre avec passion ses débats retransmis en direct par la télévision), puis autour des urnes avec l'organisation, en mars 1989, des premières élections semi-libres de l'histoire soviétique et la réélection, quelques semaines plus tard, du premier « congrès des députés du peuple ». Le parlementarisme est né, on ne l'arrêtera plus.

## Les occasions manquées

Il pourrait paraître exagéré de parler de « stagnation » pour la période de deux ans qui va suivre (de l'été 1989 jusqu'au putsch manqué d'août 1991), car elle est marquée elle aussi par d'importantes transformations. Mais un



facteur nouveau apparaît dans cette « troisième vie » de Mikhaïl Gorbatchev. Les changements avaient été jusqu'alors, très clairement, le fruit de ses initiatives ; on va avoir de plus en plus l'impression qu'ils se font contre lui.

C'est Andreï Sakharov qui insiste jusqu'à la veille de sa mort (en décembre 1989) pour abroger l'article 6 de la Constitution consacrant le rôle dirigeant du PC, non pas le secrétaire général de ce même parti, qui rabroue rudement l'académicien à la tribune du Parlement. C'est Boris Eltsine, après le retour fulgurant que lui ont valu ses batailles avec l'appareil en 1987, qui apparaît désormais comme le champion des réformes radicales, beaucoup plus qu'un président soviétique quelque peu désemparé, dont les discours ont perdu de leur muscle, contraint à se réfugier dans les manœuvres sans lendemain et les adhésions tous azimuts. Le multipartisme entre en force sur la scène en 1990, mais le président soviétique l'accompagne à reculons, critiquant les « politiciens » qui empêchent les vrais « politiciens » de faire tranquillement leur travail (on retrouvera ce thème dans les ultimes discours de 1991). Au total, et malgré la consolidation de son image à l'extérieur, la popularité du leader chez lui va chuter au fur et à mesure des piteux échecs de la perestroïka.

On dira que ce « centrisme » était nécessaire pour neutraliser les conservateurs enfin réveillés, pour éviter ou retarder un putsch : ce qui a échoué en 1991 aurait fort bien pu réussir un an ou deux plus tôt. Mais Mikhaïl Gorbatchev était condamné de toute manière à payer le prix des quatre grandes occasions manquées de sa perestroïka.

La première est l'échec économique. Les historiens discuteront encore longtemps des mérites respectifs de la « voie chinoise », dominant la priorité à la réforme économique pour édifier une sorte de « capitalisme à visage socialiste », et de la voie gorbatchévienne privilégiant la politique dans l'espoir d'édifier un « socialisme démocratique ».

que. Toujours est-il que, tout en prenant dès l'été 1987 une réforme économique « radicale », Mikhaïl Gorbatchev n'aura rien fait de sérieux en ce sens, ébranlant par ses réformes politiques tout le système de « commandement administratif » sans le remplacer par un autre. La ruine de l'économie et le mécontentement des populations seront au bout du chemin.

La seconde est l'impuissance à traiter en temps utile le « problème national ». Cette fois c'est toute la direction du PC « perestroïkiste » (plus « active » qu'aucun moment depuis Lénine), qui doit porter le blâme. Le refus des diktats de Moscou se manifeste dès la fin de 1986 au Kazakhstan, le conflit du Karabakh éclate en 1988, les indépendances baltes s'espèrent dès la même année avant de conquérir leurs Parlements nationaux l'année suivante. Mikhaïl Gorbatchev va lutter pied à pied contre le démantèlement de l'empire, mais toujours avec un temps de retard : ce « traité d'union » qu'il voulait pégorger jusqu'à ses tout derniers jours était à sa portée jusqu'en 1989 ; après, c'était déjà trop tard.

Les deux dernières occasions manquées sont encore plus politiques : Mikhaïl Gorbatchev aurait sans doute été élu triomphalement en mars 1989, s'il avait accepté d'affronter directement les électeurs. Au lieu de cela, il choisit de rester solitaire de son bureau politique en se faisant élire au rebais sur une liste bloquée présentée par le PC. Il laisse ainsi le champ libre à un Boris Eltsine, plébiscité trois années de suite, et dont la légitimité sera toujours incomparable.

Goffe. En second lieu, les libertés que prend l'armée (en mars, 50 000 soldats ont été déployés dans Moscou sous prétexte d'une manifestation pro-Eltsine, répétant en quelque sorte le putsch du mois d'août), l'amènent à se rapprocher du camp libéral et nationaliste : le processus de Novo-Ogarevo, cette datcha des environs de Moscou où il réunit les présidents de Républiques à partir du printemps, marque un nouveau tournant en ce sens.

C'est assez pour inquiéter une fois de plus les nostalgiques du centralisme, pas assez tout de même pour retrouver les amis perdus. Certes, le putsch du 19 août va faire de Mikhaïl Gorbatchev le héros d'un jour, mais ce héros, qui était déjà bien seul avant même d'être interné à Foros, va se retrouver encore plus seul après, face au pouvoir triomphant de Boris Eltsine et de ses amis.

## Le « président des guillemets »

La quatrième carrière qui commence alors sera la plus courte, mais la plus douloureuse, celle dans laquelle la survie de l'homme se confond avec celle d'un système condamné. Avec son souci de conserver un « centre », qui est aussi son trône, et son « traité d'union » qui rappelle tout le passé, l'ancien secrétaire général du parti deviendra au fil des jours le « président des guillemets », celui d'une « Union » qui n'en est plus une, après avoir cessé d'être « soviétique » et « fortiori » « socialiste ».

Deux bons points en guise de conclusion. Mikhaïl Gorbatchev a hérité de beaucoup de défauts de l'appareil, y compris de la « double pensée » et d'habitudes autoritaires. Mais cet autoritarisme a presque toujours été verbal : l'homme peut être crédité d'une hostilité sincère à l'emploi de la force. Il l'a prouvé en refusant d'intervenir contre les révolutions en Europe de l'Est (y compris quand celles-ci, probablement contre ses désirs, ont débordé rapidement, le cadre d'une simple perestroïka gorbatchévienne), et aussi chez lui, en plaçant inlassablement, et malgré maints dérapages, pour le recours au dialogue et aux méthodes démocratiques.

Mais son mérite historique est d'avoir commencé le travail. Les dictatures en général, et les régimes communistes en particulier, ne pourrissent que par la tête. Si le dictateur ne lâche rien, s'il résiste à toutes les pressions - y compris à celle, la plus rude, du ridicule - il peut tenir face à un peuple affamé et dans des conditions impossibles : Saddam Hussein et Fidel Castro en sont aujourd'hui les exemples vivants. Et l'on a beau dire que l'URSS de Brejnev s'enfonçait lentement dans le sous-développement, que les choses « ne pouvaient continuer ainsi », il y a fort à parier que le système serait toujours en place aujourd'hui si son chef n'avait touché à rien.

Mikhaïl Gorbatchev n'est pas le premier « révisionniste » du monde communiste : Imre Nagy en Hongrie, Alexandre Dubcek en Tchécoslovaquie avaient entrepris avant lui des efforts analogues. L'histoire leur a rendu justice, même si, eux aussi, ils ont nourri l'illusion que le système auquel ils s'attaquaient était réformable. Et cette fois il n'y avait pas, derrière Gorbatchev, une seconde Union soviétique pour le rappeler à l'ordre.

MICHEL TATU

(Né le 2 mars 1931 dans une famille rurale, Mikhaïl Gorbatchev a adhéré aux Jeunes communistes (Komsomol) en 1946 et au PC en 1952, alors qu'il étudiait à la faculté de droit de l'université de Moscou. De retour dans sa région de Stavropol, au Caucase Nord, en 1953, il est successivement premier secrétaire du Komsomol de cette ville, puis premier secrétaire de la même organisation à l'échelon régional en 1958. Muté dans l'appareil du parti en 1962, il est successivement chef du service d'organisation du territoire, premier secrétaire de la ville de Stavropol (1966-1968), deuxième, puis premier secrétaire de la région de 1970 à 1978. Muté à Moscou à cette date, il est nommé secrétaire du PCUS en charge de l'agriculture, membre suppléant (1979), puis titulaire (1980) du bureau politique, où il restera jusqu'en 1990.

En secrétaire général du parti en mars 1985, il accède en octobre 1988 à la tête de l'Etat soviétique, une fonction qu'il occupera sous trois titres différents : président du présidium du Soviet suprême, puis président du Soviet suprême (mai 1989), enfin président de l'URSS, du par le Parlement, le 15 mars 1990. C'est le 24 août 1991, quelques jours après le putsch, qu'il avait abandonné ses fonctions de secrétaire général du PC.)

De Lénine aux « valeurs universelles »

## Morceaux choisis

« La restructuration [perestroïka], c'est l'appui sur la créativité vivante des masses, c'est le développement multiforme de la démocratie et de l'autogestion socialiste, l'encouragement de l'initiative, de l'activité autonome, le renforcement de la discipline et de l'ordre, l'élargissement de la transparence [glasnost] de la critique et de l'autocritique dans tous les domaines de la vie sociale, c'est le respect renforcé de la valeur et de la dignité de la personnalité ». - Janvier 1987.

« Il n'y a pas d'alternative à la restructuration (...) le grand dessein, c'est le développement de la démocratie dans l'économie, dans la politique et dans le parti même. Mais sur la base du socialisme ». - Février 1987.

« Qu'est-ce que cette justice sociale où l'homme qui travaille honnêtement reçoit en retour la même chose que celui qui tire au flanc ? (...) Camarades, il faut que cela soit clair : le socialisme ce n'est pas le nivellement ». - Février 1987.

« Je suis convaincu que la plus grande erreur est la peur de se tromper ». - Juin 1987.

« Nous avons essayé d'approfondir davantage une idée originellement inhérente au marxisme, celle d'une corrélation entre l'intérêt de classe prolétarien et l'intérêt universel. D'où notre conclusion sur la priorité des valeurs universelles en ce siècle. Là est le cœur de la nouvelle mentalité politique ». - Juin 1988.

« Aujourd'hui il n'est sans doute plus possible de maintenir des sociétés « fermées » (...) Nous nous sommes engagés dans une époque où les intérêts de l'humanité tout entière doivent être mis à la base du progrès. La conscience de ce fait exige que la politique mondiale tienne, elle aussi, à la priorité des valeurs universelles ». - Décembre 1988.

« Il faut bien reconnaître qu'au début de la restructuration nous avons sous-estimé la nécessité de rénover la politique nationale. (...) Or, le mécontentement naturel devant les problèmes économiques et sociaux accumulés a été interprété comme une atteinte aux intérêts nationaux ». - Mai 1989.

« La nouvelle pensée politique nous fait considérer le socialisme comme un élément organique de la civilisation moderne, un élément sans lequel le progrès de l'humanité est impossible ». - Janvier 1989.

« D'aucuns croient qu'il est possible de régler toutes les questions, depuis le redécoupage des frontières jusqu'à la création de

partis d'opposition. Le comité central du PCUS considère que de tels abus de la démocratisation sont foncièrement contraires aux tâches de la perestroïka, s'opposent aux intérêts du peuple ». - Juin 1988.

« Nous voulons, par la démocratie socialiste, faire participer le peuple à tous les processus de gestion. Et lorsqu'on nous pousse vers le libéralisme bourgeois et qu'on veut nous refiler ses « valeurs », c'est là un mouvement en arrière, un recul ». - Janvier 1988.

« Si l'on apprécie globalement le rôle de la collectivisation dans le renforcement des positions du socialisme à la campagne, elle fut finalement un tournant capital ». - Novembre 1987.

« Le noyau dirigeant du parti, à la tête duquel se trouvait Staline, (...) a défendu le léninisme, a formulé la stratégie et la tactique à l'étape initiale de la construction du socialisme ». - Octobre 1987.

« Chaque peuple a sa langue, son histoire, et il veut comprendre ses racines. Cela contredit-il le socialisme ? Non, bien sûr. (...) Nous sommes un Etat qui s'est uni en une famille unique de peuples. C'est ce que nous a légué Lénine ». - Juillet 1987.

« Il y a beaucoup d'ivrognes, de profiteurs, de dilapidateurs des biens de l'Etat, et bien sûr des bureaucrates. Savez-vous pourquoi je relis toujours les œuvres de Lénine ? Je les consulte, je cherche. Il n'est jamais trop tard pour consulter Lénine ». - Juin 1986.

« Nous avons perdu, consciemment ou non, la largeur de vue sur la vie, nous avons glissé vers les positions de l'humanisme abstrait, du pacifisme, de notions de bien et de mal, faisant abstraction des classes. (...) Il est regrettable que les idées historiques, héroïco-patriotiques soient presque absentes de la scène contemporaine ». - Mars 1986.

« La formation de partis ne serait pas impossible à une certaine étape. Le PCUS est prêt à tenir compte de ces nouvelles circonstances. (...) En même temps, nous déclarons haut et fort qu'à l'heure actuelle le PCUS est capable d'assurer l'intégration et la consolidation de la société, ainsi que la progression de la perestroïka pour le bien du peuple tout entier ». - Février 1990.

« Ceux qui retardent les choix sont punis par la vie » : Gorbatchev à Erich Honecker en octobre 1989, quatre semaines avant la chute du mur de Berlin.

## M. Eltsine veut récupérer les sommes versées aux « partis frères »

Le président de la Russie, M. Boris Eltsine, veut obtenir la restitution des sommes versées par le Parti communiste de l'ex-URSS aux partis frères européens, a révélé M. Ugo Intini, porte-parole du Parti socialiste italien. Selon M. Intini, cité mardi 24 décembre par la presse italienne, M. Eltsine a évoqué cette question lors de sa visite, les 19 et 20 décembre, à Rome, et a demandé au gouvernement italien son aide pour récupérer ces fonds.

« Les dirigeants de la Républ-

que de Russie estiment que cet argent a été soustrait au peuple russe et demandent la collaboration du gouvernement italien pour récupérer les fonds envoyés en Italie », a expliqué le porte-parole du PSI. Le ministre de l'intérieur, M. Vincenzo Scotti, a affirmé que « le gouvernement italien fera son devoir » et « apportera une réponse à la requête du président russe après avoir déterminé ce qui est de notre compétence ». (AFP.)

Jean RAMBAUD

## RESTANQUES

« Cher Jean Rambaud, je suis votre proche. Votre livre m'a enchanté. » René Char (Correspondance).

« Une histoire pathétique, dramatique comme un inconnu de forêt où l'on retrouve les odeurs de pinède et de mer, les souffles du mistral et les flamboyants de la chair. La force d'une phrase qui s'embrasse et s'élance en d'instantanées détours, en d'imprévisibles racourcis. » Paul Morère (le Monde).

« Un style dru qui se fait violence du soleil et le grand soutien du mistral. Des phrases éclairées et d'autres qui sont des vers magnifiques. » Jean Boudier (Podeinfo).

« Un de ces livres qu'on fait longtemps repasser en bouche pour en extraire toutes les saveurs. Un style nouveau et solide comme un vieux cap nourri de sève et de senteurs fortes. » Jean Croudi (le Provençal).

« Richesse de lumière, de couleurs, de poésie. Et les dernières pages nous hissent sur un sommet de lyrisme. » Maurice Chavardès (Témoignage chrétien).

NOUVELLE ÉDITION :

LA BARTAVELLE

39, rue Jean-Jaures, 42190 CHARLIEU

LE DÉPART DE

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations

2000 années de con

Les relations



# LE DÉPART DE M. GORBATCHEV ET LA SITUATION DANS L'EX-URSS

## Les relations avec Boris Eltsine : quatre années de conflits et de «réconciliations»

Si un homme a compté dans la carrière de Mikhaïl Gorbatchev, c'est bien Boris Eltsine, passé en quatre années de la condition de partenaire mineur à celle de fossoyeur, tour à tour adversaire et allié, voire sauveur, sans jamais cesser cependant d'être un implacable rival.

Le «couple» s'est découvert à la fin des années 70 seulement, lorsque Boris Eltsine, nommé premier secrétaire du parti à Sverdlovsk, à l'occasion de rencontrer son collègue de Stavropol, de même âge que lui, mais plus ancien dans la fonction et à l'évidence plus «prometteur», puisque Mikhaïl Gorbatchev sera promu deux ans plus tard à Moscou. «Nos relations étaient excellentes», écrit plus tard Boris Eltsine. Gorbatchev était différent en ce temps-là, plus sincère. Une manière de dire que les relations vont se gâter assez vite, peu après que l'homme de l'Oural est à son tour promu à Moscou, d'abord comme chef du département de la construction au comité central (en avril 1983), puis, en décembre de la même année, comme chef du parti à Moscou et suppléant du Politburo. Un premier heurt survient au début de 1987, lorsque cette toute-puissante instance réprimande Boris Eltsine pour avoir déclenché une nouvelle purge dans la capitale. «Je suis nouveau au Politburo, déclare alors le fautif devant ses pairs. Aujourd'hui on m'a donné une leçon. Elle m'est nécessaire. Je trouverai la force d'en tirer les conclusions.»

### Le «grand procès» de 1987

Mais le véritable point de départ se situe en octobre 1987, lorsque le comité central réuni pour une de ses grandes sessions habituelles voit soudain Boris Eltsine se lancer dans une improvisation sacrilège. Rien de comparable avec ce que l'on entendra plus tard. Mais tout de même, dans la langue de bois de rigueur, une critique des «éloges accordés par certains membres du Politburo au secrétaire général», un appel à «étendre la perestroïka au fonctionnement et au style de travail du secrétariat du parti, en particulier à celui du camarade Ligatchev» (le numéro 2).

Bref, une véritable obscénité

dans les circonstances de l'époque, d'autant que Mikhaïl Gorbatchev, saisi pendant l'été des plaintes de l'intéressé, avait obtenu de lui qu'il ne ferait rien pour troubler les célébrations du 70<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre. De fait, ce n'est qu'en novembre que le scandale éclate, lorsque Boris Eltsine, déjà condamné à huis clos par ses pairs du comité central, fait l'objet d'un procès public devant le comité du parti de Moscou. Un procès ouvert par Mikhaïl Gorbatchev, pour qui «l'intervention du camarade Eltsine est apparue dénuée de maturité politique, extrême dans son langage et son contenu et son caractère». Et le secrétaire général dénonce la «totale faiblesse théorique et politique» de l'ancien premier secrétaire du parti à Moscou, ses «phrases pompeuses», sa «vanité démesurée», son «discours pseudo-révolutionnaire», ses «ambitions personnelles», etc.

Fort heureusement, ce dernier des «grands procès» de Moscou ne met pas fin aux réformes, et celui qui aurait pu être le Trotski de Gorbatchev va au contraire habiller une nouvelle carrière sur cette condamnation d'un parti en perte de vitesse. «Placardé» dans un poste de ministre, Boris Eltsine commence sa remontée à la conférence du parti de l'été 1988 : dans un geste qui évoque déjà sa «montée sur un char» du 19 août 1991, il se glisse sans être invité à la tribune et réussit à prononcer, devant les caméras de télévision, un fort discours-programme, sans oublier de demander, humblement, sa «réhabilitation» après sa condamnation de 1987.

La popularité vient aussitôt et le parti, les soutiens soutenus par le secrétaire général, y contribuera plus qu'aucun autre : plus l'appareil l'attaque, plus Boris Eltsine se radicalise et mieux il se porte face aux élections, justement convoquées pour les premières élections de mars 1989. C'est un premier triomphe à Moscou face au candidat soutenu par le parti, et le début des problèmes pour Mikhaïl Gorbatchev, l'homme mal-élu. Au cours de l'été 1989, Boris Eltsine s'associe à Andreï Sakharov pour fonder le «groupe interrégional» des députés, fer de lance des réfor-

meurs. L'année suivante, il accède, à la surprise générale, à la présidence du Parlement de Russie, proclame la «souveraineté» de cette République, lance une campagne sion contre le président soviétique directement, du moins contre son premier ministre Rykov, déclenche contre le «centre», déjà, la «guerre des lois», puis la «guerre des budgets», enfin, au début de cette année, la «guerre des présidents».

### La «guerre des présidents»

Cette dernière guerre sera sans merci, mais de courte durée. Le président russe a-t-il commis une erreur en demandant le 19 février, devant des millions de télespectateurs, la «démotion immédiate» de Mikhaïl Gorbatchev ? En tout cas, il pousse son adversaire à en commettre une autre, puisque ce dernier répond, à Minsk, en demandant : «Qui prépare un coup d'Etat ?», y répond en disant que c'est «la droite déguisée en gauche», celle qui «rejette l'idée socialiste». De fait, c'est un peu à cause de Boris Eltsine, en tout cas contre lui, que Mikhaïl Gorbatchev s'était allié aux conservateurs à la fin de 1990. Mais il en voit bientôt les inconvénients et change de camp aussitôt après cet éclat. La déclaration commune «russo-soviétique» du 24 avril ouvre une nouvelle phase d'entente entre les deux présidents, qui vont se ménager jusqu'au putsch.

La suite est plus connue. L'entente n'avait jamais été cordiale, le triomphe de Boris Eltsine en août allait la rendre encore plus conflictuelle. L'humiliation infligée par Boris Eltsine au capitif de Foros, convoqué devant le Parlement russe pour assister à la signature du décret suspendant le Parti communiste, donc lui enlevant une première fonction, préfigurait l'aboutissement d'aujourd'hui, avec la «mise à mort» de la seconde.

Il est déjà rare de voir deux hommes politiques s'insulter de telles manières, l'est encore plus de voir le conflit se terminer par une telle revanche de l'un sur l'autre.

M. T.

## La Russie devient membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

La Russie remplacera l'Union soviétique en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Le représentant de l'ex-Union soviétique à l'ONU a transmis, dans la soirée du mardi 24 décembre, une lettre de M. Boris Eltsine, le président de la Fédération de Russie, à M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, l'informant que, désormais, la Russie prendra le siège de l'Union soviétique aux Nations unies et assumera son rôle de membre permanent du Conseil de sécurité.

Selon la lettre de M. Eltsine, cette transition a été «soutenue» par la Communauté d'Etats indépendants. M. Eltsine ajoute que la Russie «respectera toutes les obligations de l'URSS selon la charte des Nations unies». M. Yuli Vorontsov continuera à exercer ses fonctions comme représentant permanent de la Russie. M. Vorontsov a indiqué que le drapeau de la Russie a été présenté au secré-

taire. Selon un diplomate occidental, il n'y aura pas de débat au Conseil de sécurité à ce sujet et la lettre de M. Eltsine sera transmise aux autres membres du Conseil comme «une simple information». La transition du pouvoir se passe exactement comme l'avaient souhaité les autres membres permanents du Conseil, qui voyaient avec appréhension l'éventualité du remplacement de l'URSS par une Communauté d'Etats indépendants «avec des intérêts différents».

La décision de M. Eltsine soulève aussi la France et la Grande-Bretagne, qui sont de plus en plus soumises à la pression de plusieurs pays, y compris le Japon, le Brésil et l'Inde, lesquels souhaitent un débat général de l'Assemblée sur la répartition des sièges permanents au Conseil de sécurité, qui sont dotés du droit de veto. Un expert américain, M. Richard Gardner, professeur à l'université Columbia, explique ainsi les appréhensions des Occidentaux au Conseil : «La chose que la France et la Grande-Bretagne, mais aussi les Etats-Unis, souhaitent éviter à tout prix est un

débat général sur une réforme de la charte des Nations unies. Cela entraînerait la fin de l'Union soviétique».

Les délégations intéressées ont un tel débat observent que les membres permanents du Conseil ont un droit de veto parce qu'ils ont été les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale, «mais le monde a changé depuis, explique un diplomate. Les critères pour le droit de veto doivent également changer».

La lettre de M. Boris Eltsine est arrivée tard dans la soirée du 24 décembre, alors que la plupart des diplomates étaient déjà partis pour les vacances de Noël. Mais, selon un diplomate asiatique, «la lettre de l'Union soviétique sera officiellement envoyée» au sujet d'un amendement de la charte des Nations unies. Ce diplomate précise que la Malaisie, en particulier, pourrait demander l'ouverture d'un tel débat. La demande de la Malaisie serait très vraisemblablement appuyée par des pays tels que la Nigeria, l'Inde et le Japon.

AFSANE BASSIR POUR

### Retrait des forces soviétiques de Géorgie

## L'opposition adresse un ultimatum à M. Gamsakhourdia

M. Boris Eltsine, le président de la Russie, a annoncé mercredi 25 décembre, que toutes les troupes de l'ex-URSS, relevant du ministère de l'Intérieur et de l'armée rouge, seront retirées de la Géorgie. Dans la capitale géorgienne de Tbilissi, les combats acharnés entre les forces loyales au président Zviad Gamsakhourdia et les partisans de l'opposition se sont poursuivis, mardi 24 décembre, autour du Parlement, pour la troisième journée consécutive.

Les forces gouvernementales ont lancé une contre-offensive sur l'hôtel Tbilissi, une place forte de l'opposition où les adversaires du président Gamsakhourdia, armés de pistolets-mitrailleurs à gros calibre, tiraient sur

le Parlement situé de l'autre côté de la rue. Les derniers bilans font état de 51 morts et de 176 blessés depuis le début des affrontements dimanche soir. Les forces d'opposition, comprenant notamment les unités dissidentes de la garde nationale commandées par l'ancien ministre de la Défense, M. Tengiz Kitovani, ont renforcé leurs positions, mardi, autour du Parlement tandis que les troupes gouvernementales défendaient le bâtiment. Elles contrôlaient également la résidence présidentielle, située à environ 2 kilomètres à l'est du Parlement.

Selon des sources informées, l'opposition s'est emparée du relais de la télévision, mais les troupes du président Gamsakhourdia, élu à une large majorité en mai, tentaient de le reprendre. D'après des informations non confirmées, près de deux mille soldats gouvernementaux auraient commencé à arriver, mardi, en renfort à Tbilissi en provenance de l'O-

ssétie-du-Sud. Mais l'opposition affirme qu'elle a épuisé les barrières pour empêcher ces renforts de gagner le centre de la capitale. Alors que les combats faisaient rage dans le centre de la ville, d'autres quartiers semblaient poursuivre une vie presque normale : les habitants d'ambulant dans les rues où les magasins et restaurants sont restés ouverts.

Le dirigeant de l'opposition, l'ancien premier ministre, M. Tengiz Sigoua, a lancé un ultimatum au président géorgien : il lui a donné jusqu'à 8 heures mercredi matin pour se rendre, faute de quoi «des actions multitaires reprendront». Mais le président Gamsakhourdia, retranché dans les sous-sols du Parlement depuis le début des combats, a rejeté cet ultimatum, le qualifiant de «simple vantardise dont le seul résultat est un bain de sang». (AFP, AP)

## EUROPE

### Dans leurs messages de Noël

## Le président allemand et le souverain belge lancent des mises en garde contre le racisme

Un mois après les élections qui ont porté à la Chambre belge douze députés du Vlaams Blok, l'extrême droite flamande, et du Front national, chez les francophones, le roi Baudouin a lancé, mardi 24 décembre dans son traditionnel message de Noël à la nation, une mise en garde contre la montée du racisme, nous signifiant tout correspondant à Bruxelles, Jean de la Guérivière.

«Dans plusieurs pays, dit le roi, le racisme refait surface de façon inquiétante. Il n'y a pas de compromis possible avec une telle attitude,

qui nie les valeurs démocratiques et humaines fondamentales.» Le souverain avait omis de recevoir le chef du Vlaams Blok lors de ses entretiens avec les responsables des partis après les élections, en vue de recueillir des avis pour le choix d'un futur premier ministre.

Alors que les tractations se poursuivent pour la formation d'une coalition gouvernementale autour d'un social-chrétien francophone, M. Melchior Wathelet, le souverain a manifesté sa réprobation à l'égard des invectives échangées entre Flamands

et Wallons pendant la crise gouvernementale et la campagne législative anticipée qui l'a suivie. Appelant à «un nouveau sursis fédéral», il a exprimé le vœu que «les responsables politiques fassent preuve de sang-froid et refusent énergiquement de se laisser entraîner à une forme de provocation ou d'arrogance envers l'autre communauté». En Allemagne, dans son traditionnel message de Noël, le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, a lui aussi, mis ses compatriotes en garde contre les dangers du racisme. «Notre propre com-

portement envers les étrangers n'est pas une question de politique mais d'humanité et de dignité», a affirmé le président, qui a demandé aux Allemands «de ne pas recourir à la force contre les plus faibles, mais de les aider, qu'ils soient étrangers ou non.»

Dans la nuit de lundi à mardi, deux foyers de demandeurs d'asile en Allemagne ont été attaqués. Au cours du week-end, des extrémistes de droite ont agressé et blessé cinq personnes dans le pays.

### ALBANIE : le pillage de l'aide humanitaire

## «Danger : médicaments !»

TIRANA

de notre envoyé spécial

Ce jour-là, le camion, chargé de 30 tonnes de médicaments, vêtements et jouets, fournis par le groupe Pharmaciens sans frontières de la Drôme, arrive à Tirane. Le déchargement commence à 8 heures du matin dans les entrepôts de FUFARMA, l'organisme public chargé de la gestion des médicaments en Albanie.

Aussitôt, une centaine de personnes, dont beaucoup de fonctionnaires de FUFARMA, se précipitent sur le camion pour le piller. «Nous avons tenté, pendant deux heures, de les contenir. Si nous avons pu sauver l'essentiel des médicaments, tout le reste est parti», raconte M. Sarge Barabereu, membre de l'équipe de Pharmaciens sans frontières actuellement à

Tirane. Cet exemple n'est pas isolé, et tous les responsables de l'aide humanitaire à l'Albanie sont confrontés à de telles scènes de pillage. «Depuis juin, on peut estimer que 50 tonnes de nos fournitures ont été volées», estime ainsi M. Ovid Jacota, volontaire de l'organisation caritative américaine «Feed the Children». Dans la majeure partie des cas, ce sont les entrepôts où sont stockés les médicaments qui sont attaqués, parfois avec des conséquences dramatiques, comme à Fushë-Arrëz, où trente-huit personnes ont trouvé la mort (le Monde du 17 décembre).

Mais, de plus en plus souvent, les pillages s'en prennent directement à l'argent. Ceux-ci obligent de s'arrêter pour une raison qu'on ne peut qualifier que de «vol» : des arnaques ou des vols de la route — sont ensuite entourés par une foule de plusieurs

dozaines, voire plusieurs centaines de personnes, qui se servent. Ces pillages sont-ils le fait de bandes organisées ? Sont-ils prémédités ou, au contraire, totalement spontanés ? Les observateurs étrangers à Tirane penchent pour la seconde hypothèse. Ne faisant pas confiance à leurs dirigeants — on leur a menti pendant tant d'années — et encore moins aux responsables des entrepôts où sont stockés ces aides, vivant dans des conditions déplorables, ils ne veulent pas attendre une distribution organisée. Dans de nombreux cas pourtant, on a l'impression que ces pillages sont trop bien organisés pour être improvisés.

La question que tous les responsables de l'aide se posent aujourd'hui est très simple : comment éviter de tels débordements ? Les policiers sont peu nombreux et

trop inexpérimentés pour contenir des foules en colère et se font traiter de «communistes» dès qu'ils interviennent. L'armée est au dépourvu de l'ensemble du pays, les militaires sont désarmés, mal payés, malheureux.

Ce détournement de l'aide ne décourage pas les responsables des organisations humanitaires qui veulent, quelle que soit la situation, poursuivre leur mission. Chacun se débrouille comme il peut et imagine des solutions de fortune. Ainsi les responsables de Pharmaciens sans frontières voudraient distribuer directement aux hôpitaux les médicaments qu'ils reçoivent, sans tenir compte des souhaits des «autorités» de Tirane. Par précaution, ils ont inscrit sur leurs camions : «LACE PREZIK», soit «MÉDICAMENTS : DANGER!»

JOSÉ-ALAIN FRALON

### Face aux troubles dans les Républiques du Caucase

## Moscou propose la création d'une «force de sécurité internationale»

M. Boris Eltsine a indiqué, mercredi 25 novembre, que les troupes stationnées au Haut-Karabakh, enclave arménienne en territoire azérbaidjanais, sont en cours de retrait.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Le président russe, Boris Eltsine, a annoncé, mardi 24 décembre, que les Républiques membres de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) avaient décidé la création d'une «force de sécurité internationale». Cette force, qui sera composée de volontaires s'engageant sur une base contractuelle, permettra d'éviter de «s'adresser à l'ONU en cas de conflit entre Etats membres», a-t-il précisé selon Tass. Cette décision, dont aucune mention n'avait été faite à l'issue de la rencontre samedi 21 décembre d'Alma-Ata, est annoncée au moment où les conflits du Caucase ont pris une nouvelle dimension avec le retrait en masse de ces régions par les forces du ministère de l'Intérieur soviétique. Celui-ci fait désormais partie, depuis le décret de Boris Eltsine publié à la fin de la réunion d'Alma-Ata, du super-ministère de la sécurité de Russie.

Quelques milliers de ces soldats servaient encore, tant bien que mal, de force d'interposition entre azéris et arméniens dans le Haut Karabakh. L'annonce de leur départ a donné lieu à une série de rixes, aussi bien azéris qu'arméniens, pour tenter de s'emparer de leurs stocks d'armes.

### Politique de non-intervention

Une foule de femmes et d'enfants arméniens, précédant des miliciens, a ainsi pris le contrôle, le week-end dernier, du poste des forces de l'intérieur, situé à Stepanakert (chef-lieu arménien de la région) et des années qui y étaient gardées. Moscou s'est empressé de démentir ces informations, qui fai-

saient également état de combats azéris enclavés par le ministère de l'Intérieur azérbaidjanais, opposés au départ des troupes soviétiques tant que celles-ci n'auraient pas remis leurs armes.

La décision de retirer des zones de conflit les forces de l'intérieur désormais «russes», avait été défendue par le nouveau super-ministre russe de l'Intérieur, M. Baranikov, ministre de l'Intérieur de l'URSS après le putsch et qui fut en poste au ministère de l'Intérieur à Bakou entre 1988 et 1990. Il s'était aussi prononcé pour un retrait des forces de l'intérieur stationnées en Ossétie-du-Sud, qu'il défend contre les attaques des miliciens de Géorgie. Aucune information sur leur retrait n'a encore été donnée et les troupes s'y poursuivaient de plus belle en fin de semaine avant qu'une partie des miliciens géorgiens n'aient abandonné le siège de Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie-du-Sud, pour prêter main-forte les uns au président Gamsakhourdia, les autres à ses opposants qui s'affrontent depuis quatre jours dans le périmètre central de Tbilissi.

M. Boris Eltsine a aussi annoncé avoir reçu un appel téléphonique du président géorgien au début des affrontements demandant son soutien. M. Eltsine a indiqué qu'il avait refusé tout en confirmant que les militaires soviétiques stationnés en Géorgie n'interviendront en aucun cas et elles ont reçu l'ordre, mercredi, de se retirer de cette République. Le chef de son gouvernement, M. Bourboulis devait se rendre en Géorgie mardi pour une médiation mais il a renoncé sans donner d'explications.

Le nouveau pouvoir de l'ex-URSS s'en tient ainsi à sa politique de non-intervention qui risque de durer jusqu'à la création, encore bien hypothétique, de la «force internationale» annoncée mardi par le président russe.

SOPHIE SHIHAB



## AFRIQUE

ALGÉRIE : avant le premier tour des élections législatives

## Le président Chadli est prêt, « si nécessaire » à mener son mandat « à son terme légal »

Au cours d'une conférence de presse, mardi 24 décembre, à Alger, et à laquelle étaient conviés les seuls journalistes de la presse nationale, le président Chadli Bendjedid a rappelé sa détermination à conduire jusqu'au bout les réformes démocratiques. Il s'est dit prêt, « si nécessaire » et « s'il y a menace contre la paix civile », à mener son mandat « à son terme légal », en 1993.

ALGER

de notre correspondant

Sans nommer le Front islamique du salut (FIS) et ses militants — que chacun aura reconnus sous les qualificatifs d'« opportunistes », « meneurs et autres charlatans », qui veulent « conduire le pays vers l'aventure et l'anarchie », le président Chadli a mis en garde contre la tentation de troubler l'ordre public en utilisant le sentiment religieux. Il ne peut y avoir d'élection présidentielle anticipée que dans un climat politique serein, a-t-il souligné, précisant : « Si c'est nécessaire, et s'il y a menace contre la paix civile, je mènerai mon man-

dat à son terme légal », en 1993. Le président algérien avait, à plusieurs reprises, promis de procéder à une élection présidentielle anticipée. En y mettant aujourd'hui une condition — dont il s'octroie le privilège de définir le contour, — le chef de l'Etat vise délibérément le FIS, soupçonné, malgré sa participation aux prochaines élections législatives, de n'être pas entièrement acquis à la voie pacifique.

De leur côté, les islamistes — mais d'autres avec eux, tel M. Kaddi Merbah, ancien premier ministre, qui ne cesse de répéter qu'une élection présidentielle organisée au plus tôt constitue la seule issue possible, — verront dans les paroles du président Chadli la preuve de ce qu'ils ne cessent d'affirmer : le pouvoir rechigne à accepter l'alternance.

Paradoxalement, le discours présidentiel pourrait conforter la tendance la plus intransigente du mouvement islamiste, qui n'a accepté que contrainte et force de participer aux élections. Il nourrit aussi les spéculations de ceux qui, après avoir douté de la tenue des élections, se disent aujourd'hui volontiers sceptiques quant à la tenue du deuxième tour, prévu le 16 janvier.

Une idée répandue veut, en

effet, que jamais l'armée, malgré les assurances prodiguées sur son loyalisme constitutionnel, n'acceptera une victoire électorale des islamistes. De là à penser que, dans les trois semaines qui séparent les deux tours, n'importe quel incident pourrait déboucher sur le gel du processus en cours, il n'y a qu'un pas. De nombreux Algériens l'ont déjà franchi et cette conviction n'aura pu être confortée par le discours du président.

## Potentiel explosif

S'il ne s'agit, pour le moment, que d'un procès d'intention, le discours du président Chadli a le mérite de mettre l'accent sur la fragilité de l'évolution que connaît l'Algérie. Le dernier rassemblement du FIS, tenu dans un stade d'Alger en présence de plus de cent mille participants, a montré que la situation politique recelait de potentiel explosif.

Les prochaines heures devraient permettre d'entrevoir si les craintes de dérapage peuvent se nourrir d'un succès islamiste — voire d'un échec — ou si, malgré les cabots qu'a connus le pays au cours de ces derniers mois, il est possible de

poursuivre dans la même voie, quitte à pratiquer une cohabitation, au sujet de laquelle le président Chadli assure n'avoir « aucune appréhension ».

Quoi qu'il en soit, les élections algériennes seront lourdes de conséquences. Elles interviennent pour l'Algérie au plus mauvais moment, alors que le pays se débat dans une crise multiforme, quasi inextricable. Ses résultats seront étudiés avec attention par tous les pays du monde arabe, dont peu se sont, jusque-là, risqués à accorder à leurs peuples le droit de s'exprimer démocratiquement par les urnes.

Le Maroc et la Tunisie voisins, qui ont toujours considéré que l'Algérie avait commis une faute majeure en légalisant un parti tel que le FIS, sont particulièrement concernés. Quels que soient les résultats du scrutin, ils ne manqueront pas d'influer sur la politique de ces deux pays, où le mouvement islamiste, quoique sévèrement tenu en laisse, est loin d'être négligeable. La présence, en Algérie, d'une délégation marocaine de haut niveau, venue étudier de près les événements, ne s'explique pas autrement.

GEORGES MARION

Réchauffement des relations entre Khartoum et Addis-Abeba

## Le Soudan et l'Éthiopie décident de « renforcer » leur coopération

L'Éthiopie et le Soudan ont signé, lundi 23 décembre, à Khartoum, douze accords de coopération dans les domaines politique, économique et social, ainsi qu'en matière de défense et de sécurité, a-t-on annoncé, mardi, de source officielle, dans la capitale soudanaise.

Cette série d'accords confirme le réchauffement des relations entre la junte islamiste au pouvoir à Khartoum et les « nouveaux maîtres » d'Addis-Abeba. Pendant la guerre civile, les maquisards tigréens avaient, comme leurs homologues érythréens, bénéficié de la bienveillance du Soudan, utilisé comme sanctuaire.

Les accords de Khartoum, destinés à « renforcer la coopération bilatérale », prévoient notamment

de supprimer, à terme, les visas d'entrée entre les deux pays. En outre, quelque deux cent cinquante mille civils éthiopiens réfugiés au Soudan devraient être prochainement rapatriés.

Concernant l'accord de sécurité, les représentants éthiopiens ont fermement démenti que celui-ci soit un pacte militaire : le Soudan et l'Éthiopie « cherchent à résoudre les conflits dans la corne de l'Afrique par la voie pacifique », ont-ils souligné. Le gouvernement d'Addis-Abeba « ne permettra pas à une opposition armée étrangère d'opérer sur le territoire éthiopien », ont-ils ajouté, allusion explicite aux rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), en lutte contre le pouvoir central de Khartoum.

■ CÔTE-D'IVOIRE : nouvelle grève à la télévision. — Les agents du secteur public ivoirien de l'information ont déclenché, mardi 24 décembre, une nouvelle grève — la deuxième en moins de quinze jours. Les programmes de mardi ont été interrompus et les bulletins d'information de la mi-journée, à la télévision et à la radio, n'ont pas été diffusés. Les grévistes réclament une amélioration de leurs salaires. — (AFP, Reuters.)

■ TANZANIE : six cents Ougandais ont été expulsés. — La Tanzanie a expulsé plus de six cents Ougandais, qui n'avaient pas versé les 1 600 dollars (environ 9 600 F) nécessaires à l'obtention de la nationalité tanzanienne, a indiqué, mardi 24 décembre, la radio ougandaise. La plupart des personnes expulsées résidaient en Tanzanie depuis dix ans, voire trente ans. — (AFP.)

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

## M. Bush donne la priorité à l'emploi et à la croissance

A un peu moins d'un an de l'élection présidentielle, M. George Bush a profité du traditionnel message de vœux de Noël pour expliquer sa politique et exhorter les Américains à croire en une reprise prochaine de l'économie des États-Unis. En cinq minutes, le chef de la Maison Blanche s'est employé à restaurer la confiance de ses concitoyens préoccupés, comme le montrent les sondages, par la hausse du chômage et la récession. « Ma priorité numéro un

est l'emploi et la croissance économique, et j'ai confiance en notre succès », a-t-il déclaré. « Rappelons-nous que les idéaux américains — la foi, la solidarité, la famille, la liberté — sont les valeurs qui façonnent le monde qui naît devant nous », a-t-il dit. Le président a également rendu hommage aux anciens otages américains du Liban libérés ces derniers mois et rappelé son action dans la guerre du Golfe. — (Reuters.)

CHILI

## Le fils du général Pinochet serait impliqué dans un trafic d'armes destinées à la Croatie

SANTIAGO

de notre correspondant

La saisie, le 7 décembre, par les autorités hongroises, de 11 tonnes d'armes chiliennes destinées à la Croatie est à l'origine d'une nouvelle polémique entre l'armée et les pouvoirs publics. Depuis que la responsabilité de la société chilienne Famac, dépendant de l'armée, a été établie dans l'affaire de ce chargement clandestin, M. Jorge Schaulsohn, député du Parti pour la démocratie (centre gauche, au pouvoir), demande la formation d'une commission d'enquête parlementaire, tout en portant de très graves accusations. A l'en croire, il y aurait, parmi les armes vendues illégalement à la Croatie, des fusils soviétiques fabriqués sous licence par une société dont le principal actionnaire fut, jusqu'en 1989, le fils aîné du général Pinochet. M. Schaulsohn connaît parfaitement le dossier, puisqu'il dirigea, l'an dernier, une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les opérations de cette société.

C'est justement la mise en cause de l'honorabilité de sa famille qui avait décidé le général Pinochet, actuel commandant en chef de l'ar-

mée de terre, à mettre la troupe en état d'alerte durant la soirée du 19 décembre 1990. Le bruit de bottes avait contraint le gouvernement et les parlementaires à se cabrer, et les conclusions de la commission d'enquête avaient été prudemment édulcorées. Ayant trouvé l'occasion de prendre sa revanche, M. Schaulsohn n'y va pas par quatre chemins : outre le fils du commandant en chef, plusieurs généraux, affirme-t-il, ont pris part au trafic d'armes.

Le corps des généraux a aussitôt répliqué. Un communiqué rendu public le 17 décembre s'en prend vivement au « comportement irresponsable » du député, dont « la nomination au sein d'une commission d'enquête serait inopportune ». Le ministre de la Défense, M. Patricio Rojas, a dû reconnaître que l'armée était ainsi « sortie du cadre constitutionnel ». Devant les journalistes qui lui rappellent ce propos, le général Pinochet a éclaté : « Eh bien, nous sommes sortis du cadre constitutionnel, un point c'est tout. Quand on nous attaque, nous répondons... »

GILLES BAUDIN

PÉROU

## Quarante guérilleros et sept soldats tués

Au moins 40 guérilleros et 7 soldats ont été tués lundi 23 décembre lors d'une contre-offensive de l'armée dans le nord-est du pays, qui a également fait 30 blessés parmi les membres de la guérilla, a annoncé mardi l'état-major des forces armées. Les combats se sont déroulés dans le département de San-Martin, à 700 km au nord-est de Lima, à la suite d'attaques de plusieurs villages de cette région amazonienne par la guérilla.

Dans la matinée de lundi, selon

l'état-major, quelque 150 membres du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) ont attaqué un campement militaire dans la localité de Soritor, dans le département de San-Martin, causant la mort de 10 soldats, et enregistrant 25 morts dans leurs rangs. Pourchassés dans la jungle amazonienne, où ils s'étaient enfuis, les guérilleros ont été rejoints près du village de Tonchima. Au moins 15 d'entre eux ont alors été tués et 30 blessés. — (AFP.)

BRÉSIL

## Curitiba ou l'imagination au pouvoir

Une ville « verte » et bien gérée : la capitale de l'Etat du Parana donne une autre image du pays

CURITIBA

de notre envoyé spécial

« Imaginez une grande ville brésilienne où les gens se rendent chaque matin à leur travail dans des autobus rapides et modernes. Imaginez que, dans cet endroit, ne manquent ni parcs ni jardins pour les enfants ni transports spéciaux pour les handicapés. Ou encore que cette ville possède une quantité d'espaces verts quatre fois supérieure au minimum recommandé par l'Organisation mondiale de la santé. Il ne s'agit pas d'une fiction, mais de Curitiba, la capitale de l'Etat du Parana dans le sud du pays, une ville de 1,6 million d'habitants, dont le maire s'appelle Jaime Lerner ». Cette description, empruntée à un article de l'hebdomadaire *Veja*, force la curiosité. Curitiba, située à 70 kilomètres de l'océan et à 400 kilomètres au sud de São Paulo, suscite une légitime admiration.

L'histoire de cette capitale industrielle d'un Etat agricole est, certes, particulière. Curitiba a adopté, en 1965, un plan d'urbanisme qui a pointé par une équipe de jeunes professionnels, alors que la ville ne comptait que 500 000 habitants. L'un d'entre eux, à six ans plus tard, était choisi comme maire par le gouvernement. M. Jaime Lerner a une nouvelle fois été désigné en 1979, puis élu à cette même charge en 1986, après le changement du mode de désignation des élus municipaux. L'architecte et urbaniste, aujourd'hui âgé de cinquante-quatre ans, et son équipe fidèle ont donc façonné cette ville à leur manière : « Nos initiatives, parfois originales, sont simples et le plus souvent peu coûteuses. Elles tiennent plus du compromis que de la solution-miracle. »

## Programme primé par l'ONU

Résultat : un foisonnement d'idées et de projets, souvent réalisés avec le concours du secteur privé, ont transformé Curitiba en une cité boisée et fleurie, qui a su conserver ses quelques vestiges. Pour les transports publics, un astucieux schéma de rues et d'avenues permet une circulation fluide, avec une constante priorité pour les transports en commun. Le réseau de bus colorés, express, interquartiers et circulaires, fonctionne sur le principe du ticket unique, quelle que soit la durée du voyage et le nombre de changements. Des lignes spéciales sont

créées certains jours, le dimanche en direction des parcs et jardins, ou à la Toussaint, à destination des cimetières. Un système original d'habitus facile, à accès et à descente ultra-rapide, y compris pour les handicapés. Avec, en conséquence, une diminution d'un tiers du trafic automobile, dans une ville qui en compte, en proportion, quatre fois plus que la moyenne du pays.

Autre innovation pour le Brésil, le recyclage des ordures ménagères avec une campagne qui préconise le tri par les habitants de leurs déchets et un ramassage sélectif, dont le produit est vendu à des entreprises privées. La sensibilisation des enfants a contribué au succès de l'opération, à laquelle 70 % de la population participe. Primé par l'ONU l'an dernier, ce programme permet aussi aux habitants des quartiers pauvres de recevoir des bons de transport, ou d'alimentation, en échange de leur participation.

La ville s'est restreinte elle-même à cette récupération : avec les anciens poteaux électriques en bois, peu à peu remplacés, elle a construit des passerelles, des abris et de superbes chalets pour le secrétariat à l'environnement. Les bouteilles de soda servent de verre de lampe pour l'éclairage des parcs et jardins, et les pièces détachées des véhicules municipaux hors d'usage sont vendues directement par la mairie.

Plus ingénieux encore : les autobus usagés ont été reconvertis en

écoles ambulantes d'apprentissage. Dans les quartiers les plus éloignés, des cours de dactylographie, d'électricité ou de couture y sont donnés. Pour 700 cruzeiros (environ 5 francs) de frais d'inscription, l'élève reçoit en trois mois une formation d'une centaine d'heures, à raison de deux ou trois heures par jour.

On n'en finirait pas d'énumérer la longue liste de ces idées, comme celle qui consiste à transformer en crèche un vieux tramway, où les parents peuvent laisser leurs enfants le temps des courses. Ou encore la « rue vingt-quatre heures », le long de laquelle une trentaine de magasins et restaurants sont ouverts en permanence.

Rares sont les Curitibais résolument hostiles à leur ville et à son maire. L'éditorialiste du quotidien *la Folha de Londrina*, Luiz Geraldo Mazon, est réputé être l'un de ceux-là. Mais en dehors de « l'excès de marketing qui finira par faire penser aux gens que les couchers de soleil sont plus beaux depuis que Jaime Lerner est maire », il ne peut s'empêcher de louer « sa compétence et ses très bonnes idées ». M. Lerner n'a pas, légitimement, la possibilité de briguer un autre mandat. En guise de consolation, un célèbre interviewer de la télévision brésilienne, Jo Soares, lui lançait, début novembre : « Qu'importe, puisque New-York vous réclame ! » Demi-boutade en vérité, car, le mois dernier, le responsable de l'environnement de la ville de

New-York, M. Eggleton, est venu s'informer sur le fonctionnement du système de retraitement des ordures et sur la nouvelle ligne de bus intégrée. Il s'est dit « tout à fait impressionné ». Curitiba, qui a aussi reçu les félicitations de la Banque mondiale, accueillera en mai prochain une réunion internationale des maires des grandes cités, dans le cadre de la conférence de l'ONU sur l'environnement.

## A la conquête de Rio

Car, M. le Maire ne cesse de l'affirmer, « les solutions adoptées à Curitiba peuvent être partout ». Il se dit souvent agacé lorsque, dans les réunions internationales où il est invité, « on accorde un prix hors concours à Curitiba, en affirmant qu'elle est très différente ». La ville souffre, par exemple, de la récession, comme le reste du Brésil, et le pourcentage des personnes vivant dans les bidonvilles, en augmentation constante, atteint aujourd'hui 7 % à 8 % de la population. Mais, là aussi, l'équipe municipale réagit en créant des centres pour les enfants de la rue, des postes de santé ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ou en multipliant les programmes d'habitation sociale. La plupart des programmes, une fois conçus et appliqués, sont confiés à des entreprises privées.

La capitale du Parana « n'est pas un paradis, mais c'est la preuve que le Brésil peut réussir », répète Jaime Lerner. La ville n'est pas lourdement endettée et le niveau des impôts locaux est comparable à celui des autres cités. Le maire de Curitiba aimerait se présenter, l'an prochain, aux élections municipales à Rio-de-Janeiro et répondre ainsi à ceux qui expliquent cette réussite par l'origine européenne de la population, le climat tempéré, et la richesse de l'Etat. « Rio-de-Janeiro est une ville seulement trois fois plus grande que Curitiba, où il est tout à fait possible d'appliquer les règles que nous nous sommes fixées ici : courage, compétence et imagination. » Un défi que lui et son équipe pourraient bien relever à Rio, si la législation, prévoyant un temps minimum de résidence avant de briguer la mairie, le leur permet.

DENIS HAUTIN-QUIRAUT

## Le président Collor de Mello crée vingt-deux nouvelles réserves indiennes

Le président Fernando Collor de Mello a signé mardi 24 décembre un décret-loi créant vingt-deux nouvelles réserves indiennes réparties dans huit Etats brésiliens. Le décret-loi concerne une population de quelque huit mille cinq cents Indiens des tribus Tikunas, Patos, Kaimbes, Karajás et Juruas. Ces réserves couvriront 22,18 millions d'hectares, sept d'entre elles étant situées dans l'Etat du Mato-Grosso, six dans celui du Para, trois en Amazonie. Les autres sont situées dans les Etats d'Acre, Amapá, Bahia, Maranhão et Rondônia.

En novembre, 9,4 millions d'hectares avaient été attribués à neuf mille Indiens vivant dans le Roraima (extrême nord du Brésil). Le gouvernement avait également attribué, à la même période, une

réserve de 4,9 millions d'hectares dans les Etats amazoniens du Para et du Mato-Grosso aux quatre cent quatre-vingt-dix-huit Indiens Mekragnotire. Au cours des dernières années, les territoires des Indiens, et singulièrement celui des Yanomamis, ont été régulièrement envahis par plusieurs milliers de chercheurs d'or et de métaux précieux. Ces incursions ont donné lieu à des affrontements sanglants et font peser une menace directe sur les tribus, par l'introduction de maladies comme la malaria ou les maladies vénériennes. Ainsi, malgré la délimitation de réserves, des centaines de chercheurs d'or ont envahi le 18 décembre une zone du Roraima pour y poursuivre l'exploitation minière. — (AFP.)



150

Le Monde

# ARTS • SPECTACLES

## L'AVENIR INCERTAIN DE L'ARCHITECTURE A BERLIN



STÉPHANE DUROY/VI

### Spéculations

**« Si vous écrivez sur Berlin, nous dit Cornelius Hertling, président de l'ordre des architectes à Berlin, n'écrivez pas sans sympathie. On ne peut expliquer un pays ou une ville avec mépris ou indifférence ». Le conseil, pour aller de soi en toutes circonstances, peut étonner à propos de Berlin, où l'on imagine entendre, au lieu de sympathie, les mots de grandeur, de chaos, de déchirure, d'avenir. Hertling, qui, encore enfant, a vécu les bombardements alliés et la chute du Reich, nous parle de Berlin comme d'un être fragile, blessé. Puis il nous parle d'histoire et du mot allemand même qui désigne l'histoire, « Geschichte » : « Dans Geschichte, dit-il, il y a Schicht, la couche, au sens archéologique du terme, mais aussi sociologique. » Il y a, oui, les couches du souvenir, mais il y a aussi les couches de l'oubli.**

La mémoire berlinoise est à géométrie variable, ne serait-ce que parce que l'Est et l'Ouest n'ont pas vraiment la même. Tandis que, dans l'ancien Ouest, on se sera longtemps efforcé d'assumer le legs du nazisme, marqué dans les cicatrices de la ville, on s'interroge, dans ce qui fut l'Est, sur la possible destruction du Palais de la République, et sur la reconstruction à l'identique de l'ancien Palais impérial, détruit en 1950 sur l'ordre de Walter Ulbricht. L'histoire comme l'histoire, une couche dévore l'autre. Ici se trouve poussée à son paroxysme urbain la question de la statue socialiste : souvenirs à garder, ou bien à rejeter.

La nouvelle cicatrice de Berlin est celle du mur. Difficile à effacer. L'obligation que, de part et d'autre de cette frontière peinte, on s'était naguère donnée de ne rien construire qui interdise un jour de raccorder les rues n'a pas toujours été respectée. Mais le mur disparu est aussi un trouble pour les esprits, habitués ici à la liberté d'une ville enfermée, et là, à l'enfermement dans un espace libre. Francesca Spinazzi, une des bonnes fées de la scène culturelle berlinoise, résume ainsi la transformation de la ville : « Depuis la disparition du mur, on ne trouve plus personne. Il fallait un quart d'heure

pour se rendre à n'importe quel rendez-vous. Cela peut prendre maintenant des heures. »

Il y a de bonnes raisons à cet infléchissement du temps, la première d'entre elles étant la spéculation. Avec son statut retrouvé de capitale allemande, la ville est devenue l'objet de toutes les convoitises (le Monde du 8 août 1991). Du monde entier, les entreprises affluent, ou se promettent d'affluer, les loyers flambent. Les architectes du quartier de la Savigny Platz envisagent de s'installer par exemple à Kreuzberg, les ex-« alternatifs » de Kreuzberg - ceux d'entre eux qui n'ont pas fait fortune - doivent envisager de déménager dans les quartiers de l'Est, ceux de l'Est dans le Brandebourg, la région qui entoure Berlin. Mais pas à Potsdam, le Versailles de Frédéric II, elle aussi objet d'une spéculation tonique et qui a retrouvé sa gloire avec le retour des cendres du roi « éclairé ».

La spéculation, si l'on peut dire, ne fait pas de quartier. La rencontre des deux systèmes a poussé à son paroxysme la pratique inévitable des backchicks, des passe-droits et de la corruption malgré la volonté affirmée du Sénat berlinois de maîtriser le développement de la ville. C'est ainsi que les sénateurs Volker Hassmer et Wolfgang Nagel, qui se partagent la redoutable charge de donner une forme à la ville, se sont vu privés d'un de leurs proches collaborateurs, Hanno Klein, chargé des relations avec les investisseurs. Victime d'un colis piégé le 12 juin dernier.

Mais, en prise directe avec la spéculation foncière, la spéculation urbaine et architecturale n'est pas non plus garante, à l'heure actuelle, d'un avenir radieux pour Berlin. Pendant des années, voire des décennies, Berlin-Ouest a réfléchi sur la question de la ville avec une application qu'on dirait ici germanique, et qui n'est au fond qu'un véritable sérieux. L'Internationale Bauausstellung (IBA) - traduire l'« Exposition internationale d'architecture » - expérimenta ainsi sur les ruines ou les friches de la ville un nombre extraordinaire de solutions, en tout cas aussi extraordinaire que les dizaines

d'architectes conviés, venus de tous les horizons. Ces solutions s'appliquaient le plus souvent au logement, à la commande publique, et elles étaient volontiers « lancées » en grappes sur la ville, chaque ensemble d'habitations regroupant des signatures hétérogènes, voire hétéroclites, contraintes de se plier aux gabarits raisonnables fixés par l'IBA ou le Sénat de Berlin.

Encadrée par ces normes autant que par le mur, l'architecture berlinoise tournait sans doute un peu en rond, dans la contemplation d'elle-même. De plus en plus souvent, l'IBA éternuait, comme allergique à elle-même. Renouer avec les précurseurs, engendrer les nouveaux Gropius, les nouveaux Taut, les nouveaux Scharoun, était-ce s'obstiner dans l'urbain, ou bien était-ce libérer les forces grondantes de l'architecture, avec le même sérieux, avec la même sombre volonté qui maintenaient le cap sur les processus traditionnels de la ville. A tout hasard, l'IBA s'était séparée de sa branche réhabilitation, qui resta veuve, et survit d'ailleurs, sous l'appellation Stadterneuerung (Stern).

Le plus spectaculaire des éternuements berlinois aura été Daniel Libeskind, un de ces peintres talentueux qui mettent avec conviction leur graphisme au service de l'urbanisme et de l'architecture réunis, réduits au silence de la contemplation. Mais... Pas de mais, pas de réflexion dans cette aventure qui ne saurait participer que du génie et de l'intuition ! La pensée universelle s'est aussitôt saisie de Libeskind comme d'un archétype berlinois, comme si Berlin ne pouvait se soustraire sans chaos, sans désordre, sans tonnerre. Libeskind n'a pas encore construit à Berlin, quoiqu'il ait gagné le concours pour l'extension du musée de la ville, en forme précisément d'éclair, mais, est-ce un bien, est-ce un mal, il aura laissé penser aux architectes que la mesure n'est plus de rigueur dans la capitale retrouvée.

Le passage à Berlin-Est, toujours extrêmement perceptible dans les marques du sol et des murs, n'apporte guère de réponses à la question du nouvel urbanisme berlinois. Plus exactement, il

l'aggrave, le radicalise, l'exacerbe. De quel poids sont, dans ce contexte, les analyses prudentes, les conseils de modération ? Les solutions simples, ou même simplistes, semblent emporter l'adhésion, comme la reconstruction de l'ancien palais sur ce qui ne sera bientôt plus la Marx-Engelsplatz ? A l'inverse, mais dans le même esprit à l'emporte-pièce, Hans Kollhoff, l'un des maîtres actuels des nouvelles générations d'architectes, a proposé une série de gratte-ciel façon Manhattan, entre la porte de Brandebourg et Alexanderplatz, via la rue de Leipzig. La proposition de Kollhoff pouvait être d'autant plus radicale qu'elle était issue d'un concours purement théorique, voire rhétorique, organisé par la Frankfurter Allgemeine Zeitung et le musée d'architecture de Francfort.

Le « Monopoly » berlinois vient également de faire l'objet d'une partie acharnée sur ce qui fut la Potsdamerplatz. Là encore s'y sont affrontés les tenants d'une expression radicale de la spéculation, trouvant son expression maximaliste dans l'association de firmes de grand prestige et de projets de grande hauteur. Le programme du concours ayant été un peu bâclé par la ville, et les délais impartis aux seize concurrents ayant été aussi courts que les rémunérations des projets, il a été facile pour les firmes impliquées de faire jaillir le contre-projet de l'Anglais Richard Rogers. Ainsi dotée d'un lauréat et d'un contre-lauréat, la municipalité s'est, elle, mise en situation de se perdre en spéculations.

Dans ces conditions, le travail de longue haleine entrepris par les théoriciens et qui s'exerce notamment dans des revues comme l'hebdomadaire Bauwelt, directement impliqué dans la réflexion sur la ville, apparaît d'autant plus exemplaire. Mais la réflexion et la spéculation sont-elles faites pour s'entendre ? (Lire pages 8 à 10.)

FRÉDÉRIC EDELMANN

imagination au pouvoir



## BERLIN/ARCHITECTURE

L'URBANISME DÉCHIRÉ

## Les deux visages de Janus,

Berlin-Est et Berlin-Ouest offrent deux paysages opposés, parce qu'elles ont été régies par des logiques opposées. Berlin réunifiée propose trop de cartes postales pour qu'on y lise un plan d'ensemble.

LONGTEMPS, Berlin - Berlin-Ouest - est passée pour le laboratoire, ou tout au moins l'un des laboratoires les plus féconds, de l'architecture contemporaine. En France en particulier, sans doute parce qu'à l'exception de rares personnalités, comme les architectes Antoine Grumbach et Christian de Portzamparc, nos compatriotes n'étaient guère admis sur cette scène. Une scène régie, imaginée-nous, par l'IBA, l'Internationale Bauausstellung, sorte d'exposition permanente des gloires de la construction internationale, mais aussi de modèles de réhabilitation plus humbles et d'ailleurs plus berlinois, qui trouvent une prolongation dans l'action de l'agence Stern (Stadt-Erneuerung). L'IBA était elle-même dirigée par Joseph Kleihues, dont le travail s'est d'ailleurs assez internationalisé pour qu'il ait été choisi comme lauréat du nouveau Musée d'art contemporain de Chicago. Chicago, secrète demi-sœur de Berlin, il est vrai, où devait prendre racine Mies Van der Rohe peu avant la guerre.

L'IBA, malgré l'importance de ses initiatives, était loin d'être le seul opérateur à Berlin-Ouest. La spéculation privée n'était pas interdite, même si elle ne tentait pas les foules. Banques, hôtels et centres commerciaux jetaient donc ici ou là, au petit bonheur la chance d'un urbanisme prisonnier, leurs architectures plus ou moins heureuses, mais solides comme la germanité à travers les vicissitudes de l'Histoire. Toutefois, l'IBA contribuait à imposer un modèle pour la ville, « urbain », poli, très éloigné de la brutalité moderniste et où le post-modernisme faisait donc facilement son lit. Les immeubles de grande hauteur de facto se trouvaient bannis de la pensée ouest-berlinoise, et comme la pression foncière n'encourageait vraiment pas à accumuler les étages, les rêves de gratte-ciel n'habitaient usuellement pas les nuits des architectes.

Pour enfermée qu'elle soit, Berlin Ouest respirait l'espace. L'Est, en revanche, qui n'avait pas de raison spatiale s'entend - de se sentir enfermée, faisait tous les efforts possibles pour montrer le bout de son nez aux emmurés par trop vivants de l'Ouest. Selon une inspiration urbanistique variable, les ingénieurs auront jeté en vrac, jusqu'au plus près de la ville ancienne ou de ce qu'il en restait, toutes sortes de parallélépipèdes, ordonnés pour les uns en batterie, pour les autres symétriquement autour d'avenues ambitieuses, pour d'autres encore au petit bonheur la malchance. Rien ne sert de les décrire. Conçus par des armées d'ingénieurs, ils en avaient l'âme effaçante et l'absence de sensibilité. Les architectes, dont le corps avait été réduit à quelques centaines pour toute la RDA, ce qui semble limiter pour eux les risques de chômage que connaissent d'autres professions libérales, n'étaient pas sollicités pour apporter leur supplément

d'âme. Mais, entre nous soit dit, pauvreté et vieillissement accéléré mis à part, tous ces immeubles de Berlin-Est n'ont rien à envier à ceux que nos architectes patentés ont édifiés dans nos banlieues.

Ce paysage est aujourd'hui le paysage « majoritaire » de Berlin réunifiée. A l'est, la ville a en effet grandi sur ce thème, générant des lambeaux successifs de banlieues grandioses répétitives, sans repères, à peine tempérées ici ou là par des sortes de mastabas culture-commerciaux, et où les seuls repères sociaux, les seuls points de rencontre sont et seront indubitablement à l'intérieur des groupes humains eux-mêmes, néo-nazis, skinheads, et autres préchurs d'avenirs radicaux.

A l'ouest, c'est-à-dire dans cet ouest de l'ancien Berlin-Ouest qui appartenait, pour cause de mur, à l'Est, la ville, en revanche, ne s'est pas développée. Sauf autour de ce que l'on peut aujourd'hui appeler le « corridor de Potsdam » et où l'on rencontre encore des kilomètres de casernes occupées par une armée soviétique désarmée et démunie de tout, sinon de munitions. La campagne ici est reine. Les prés et les champs commencent souvent à l'aplomb de la cicatrice du mur, et un regard trop exclusivement habitué à l'imagerie des cartes postales voit volontiers ici un paradis de villages quasi intacts de

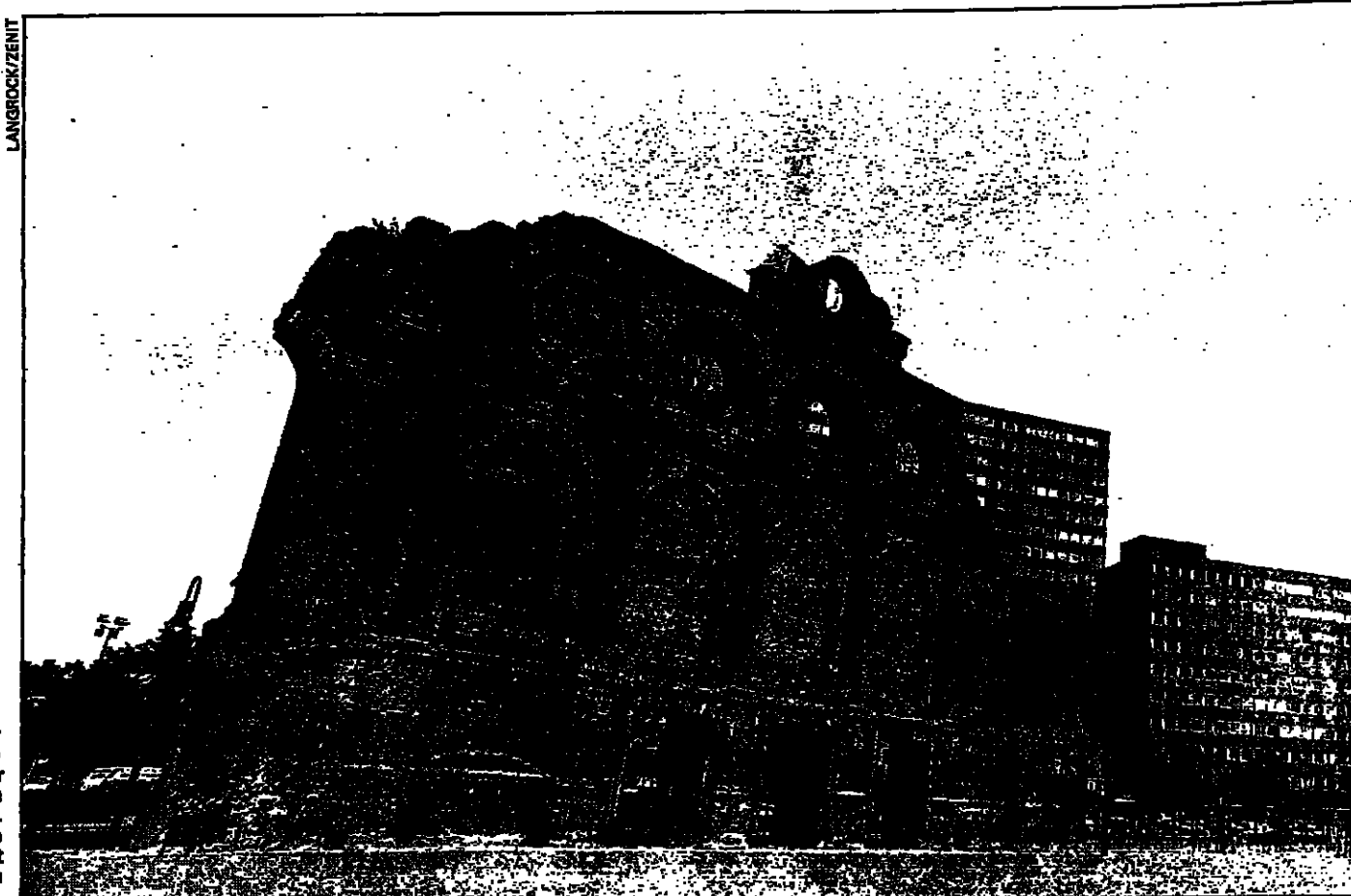
dégradation et de publicité, un paysage de lacs et de rivières que les ceintures de centres commerciaux ont « miraculeusement » épargnés.

Car le manichéisme qui tend à opposer les deux anciennes Berlins comme les deux visages de Janus, le « Démon du passage », tend à faire oublier une situation nouvelle dont les atouts, comme cette présence immédiate de la campagne la plus vierge, ne devraient pas être négligés pourvu que puisse s'imposer une conception d'ensemble de la métropole, au-dessus de trop purs intérêts financiers.

Berlin-Est était donc une ville sans architecture autre que celle léguée par le passé ? A bien des égards, oui. Les seuls « gestes » qui puissent être inscrits au registre de ce terme relèvent en effet de la *tabula rasa*, du nettoyage par le vide. Les bombardements alliés avaient commencé le travail dans cette partie de la ville, comme ils l'avaient presque achevé dans l'autre. Le socialisme victorieux fit sauter le palais impérial qui avait survécu pour y édifier la place Marx-et-Engels et le très pitoyable palais de la République. Derrière, sur Alexanderplatz, fut édifiée la célèbre tour de télévision, construite par Dieter Franke et Ahrendt en 1965, et qui, avec ses 365 mètres, est considérée bon gré mal gré comme la tour Eiffel de Ber-

lin. Pur produit de l'Est, ce monument, dont l'Ouest aura longtemps dû supporter le regard, a désormais imposé sa présence à toute la ville, jusqu'à se faire « aimer » par ceux qui le détestaient.

Dans les dernières années, pourtant, la brutalité qui avait prédominé de ce côté-ci de la ville s'était tempérée. Dans le centre-ville, une architecture douceâtre, à défaut d'être douce, a fait son apparition. Elle est faite d'immeubles de gabarit traditionnel - un « format berlinois » qui est aussi celui du Paris haussmannien, les balcons en moins, - pas précisément édifiés avec une grâce de sylphide, et plaqués de décors qui empruntent leur inspiration à un Orient mythique, mâtiné de motifs improbables : le Bucarest de Ceausescu, de vieilles revues normanno-byzantines, le souvenir d'un gothique chinois, un catalogue post-moderne égaré par un Mongol distrait ? Moquez-vous, moquez-vous... Toutes ces sinagres ne sont pas forcément faites pour déplaire au tout-venant des marchands et spéculateurs, dont la culture architecturale émane volontiers du feuilleton « Dallas ». Un des grands hôtels construits avant la réunification relève d'ailleurs explicitement de cette Amérique moitié rêve, moitié cauchemar, avec son escalier monumental pour girls de western, purement théâtral puisqu'il ne conduit à



Anhalter Bahnhof, à l'Ouest, dernier vestige de la gare détruite. Et dernière station avant la création d'un parc.

## Les Français sur la ville

Il y a deux ans, un cyclone médiatique s'abattait sur Berlin. Avec l'ouverture du mur, il était clair que la ville allait se transformer en un immense chantier, qui offrirait des opportunités nouvelles aux entreprises allemandes et étrangères.

par Corinne Jaquand

DEUX ans après l'ouverture du mur, jouant parfois la carte de l'architecture moderne « à la française », les sociétés hexagonales de promotion et de construction semblent s'être particulièrement bien placées sur le marché berlinois. Elles sont cependant obligées de développer des stratégies particulières en fonction des blocages fonciers qui se présentent et de la politique urbanistique confuse des pouvoirs locaux. L'image architecturale joue dans cette compétition économique un rôle important.

Aux côtés de projets modestes de réhabilitation ou de construction de bureaux ne dépassant pas les 10 000 m<sup>2</sup>, que certaines sociétés (GSE, Pierre-ler-

SINVIM) sont en train de développer à Berlin-Ouest, on compte trois grands projets entamés dans le centre-ville de Berlin-Est. C'est dans la Friedrichstrasse que se manifeste le plus spectaculairement cette percée française. Plusieurs groupes français et deux architectes (Jean Nouvel et Claude Parent) se trouvent impliqués dans ce qui représente jusqu'à ce jour le plus grand des projets berlinois : la reconstruction d'un îlot par îlot d'une des rues les plus vivantes du Berlin d'avant-guerre. Un concept d'urbanisme élaboré par le Sénat de Berlin y prévoit un programme mixte de bureaux et d'hôtels, avec, au rez-de-chaussée, une série de passages intérieurs et d'atriums dans lesquels se concentreront commerces, boutiques et restaurants.

Depuis un an, des procédures de concours d'investisseurs et d'architectes ont été mises en place par la ville et la Treubhandanstalt (organisme chargé de privatiser le domaine industriel et foncier de l'ex-RDA) afin d'attribuer à des développeurs « fiables » les parcelles encore vacantes de la Friedrichstrasse. De grands consortiums étrangers sont sortis gagnants de cette procédure de sélection. Bouygues et sa filiale France-Construction, associés à un spécialiste des passages commerciaux, Arc Union, ont remporté l'îlot n° 206, qui constitue la partie centrale de la première tranche, avec un projet des américains Pei, Cobb and Freed. L'îlot n° 205, plus au sud, est revenu à la société américaine Tishman Speyer, avec un projet de

Oswald Matthias Ungers. Et l'îlot n° 207, plus au nord, aux Galeries Lafayette, qui avaient présenté un projet de Jean Nouvel.

Les investisseurs sélectionnés rencontrent cependant quelques difficultés dans la mise en œuvre de ce projet, même s'il est de rigueur chez les sociétés en question de les passer sous silence en public. Le prix de la procédure, tout d'abord. Pour la deuxième phase de ce concours d'investisseurs-architectes, le Sénat de Berlin avait exigé trois projets d'architectures de chacun des cinq concurrents en lice. Bouygues-France-Construction dépense une somme importante pour les trois équipes d'architectes requises, soit Hinrich Balzer, Zuhlen et Pei and Cobb, et les frais annexes du concours. La décision judiciaire de choisir trois architectes très différents dans leur style et représentant chacun la scène allemande, française et internationale se révèle cependant payante. Bouygues et Arc Union vont développer 30 000 m<sup>2</sup>, dont 20 000 m<sup>2</sup> de bureaux et 8 000 m<sup>2</sup> de surface commerciale.

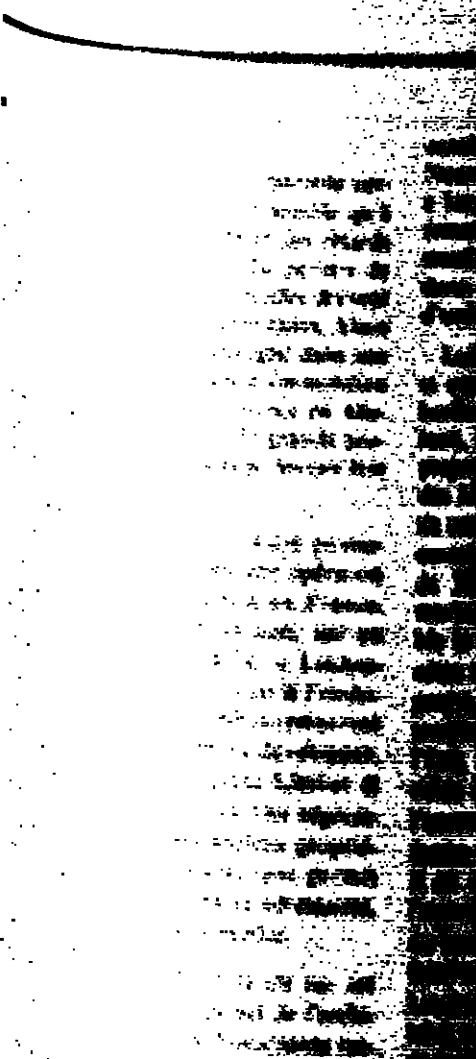
Première déception : contrairement aux clauses du concours, qui prévoyait un seul lauréat-aménageur pour l'ensemble des trois îlots, le Sénat décida, à l'insu du jury, de partager le gâteau en trois morceaux. Deuxième problème : les Galeries Lafayette, qui devaient intervenir sur l'îlot n° 207 en tant que promoteur et utilisateur, eurent la désagréable surprise de voir s'imposer la société allemande Roland Ernst, de Heidelberg, comme promoteur-construteur. Les Galeries Lafayette ne seront que locataires du bâtiment. Roland Ernst, qui avait participé sans succès à la deuxième phase du concours, associé au groupe français Compagnie générale des eaux (CGE), avait pris alors une option sur une partie des terrains (environ 15 %) que devaient occuper les Galeries Lafayette en négociant directement avec les héritiers

des anciens propriétaires, qui réclamaient leurs droits, ou en tout cas supposés tels. On murmure que les propriétaires en question avaient disposé d'un immeuble d'une famille juive expropriée sous le nazisme. Roland Ernst a réussi à s'introduire de la sorte comme seule société allemande au côté des groupes étrangers dans le processus d'aménagement du Friedrichstadt passage. Il a fondé une société d'investissements pour l'aménagement de l'îlot, l'Europrojekt, à laquelle se sont associées la CBC et la SGE, deux filiales de la Compagnie générale des eaux.

Troisième problème, et non le moindre, la coordination d'un tel chantier met en scène au moins cinq sociétés différentes. A l'issue du jugement du concours, il avait été recommandé que Bouygues joue le rôle de coordinateur entre les trois projets, surtout pour tout ce qui concerne la programmation et la mise en œuvre des sous-sols et des passages commerciaux au rez-de-chaussée. Mais le Sénat de Berlin n'avait ni la volonté ni la possibilité d'imposer cette décision. Résultat, la société américaine Tishman-Speyer, qui disposait du terrain le plus grand, a refusé de se soumettre au leadership de Bouygues. Il a finalement été créé une société en nom collectif regroupant les trois développeurs en proportion de leurs terrains (Europrojekt Entwicklung, 27,86 % ; Tishman Speyer, 45,52 % ; Arc Union Bouygues Immobilien Deutschland Friedrich stadtpassage GmbH 26,62 %), qui a la charge d'aménager en commun les infrastructures en sous-sol, notamment les équipements nécessaires au fonctionnement de la galerie marchande, les raccords au métro, aux parkings, etc.

Cette société devrait être dissoute une fois les travaux du sous-sol terminés et la structure existante

le démon du





150

## BERLIN/ARCHITECTURE

DE LA CAPITALE ALLEMANDE

# le démon du passage

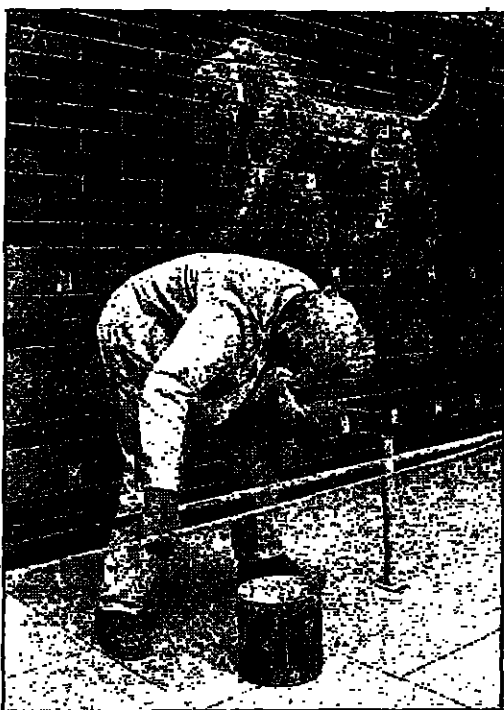


Alexanderplatz, à l'Est (ci-contre). Il faudra plus d'un arc-en-ciel pour réunir les deux Berlins. Pergamon Museum (ci-dessous), dans l'île des Musées. Coup de peinture.

carrefour qui la joignait et faisait le lien avec le Tiergarten. Le concours pose pour acquiesce une reconstruction fidèle à l'imaginaire architectural le plus libre. Un peu beaucoup de nostalgie ici, beaucoup d'audace en face. Ou plutôt fort peu, puisque le sort de l'ancien carrefour, une bagatelle de 50 hectares, se trouve en fait directement lié aux firmes, au premier rang desquelles Daimler-Benz et Sony. Celles-ci ont acquis, au prix fort, le droit de mener sur cet espace dévolu désormais à la gloire de l'entreprise privée. Faut-il s'étonner que, face à un tel programme, les stéréotypes, en particulier les gratte-ciel triomphants, « à l'américaine », aient abondé, jusqu'à briser en brèche le programme initial du Sénat berlinois ? Un Sénat raisonnable dans ses concessions à la démocratie, et comptable des symboles qu'il laisse s'implanter, devant une société d'autant plus déchirée qu'elle est plus réunie.

Vénus du choix du jury - le projet Hilmer et Sattler, respectueux des limites contraignantes du programme - les grandes firmes ont réagi et lancé l'Anglais Richard Rogers, caracolant outsider, dans la course de la Potsdamerplatz. Les projets des seize concurrents initiaux ont été exposés dans les restes d'un hôtel qui borde la place. Histoire de montrer que la déesse Démocratie participe elle aussi au concours. Comme elle porte à Berlin la même robe que la Spéculation, il faudra s'attendre, tout de même, à ce que la nouvelle place soit passablement symétrique.

FRÉDÉRIC EDELMANN



peu près nulle part. Quelques rues anciennes ont été carrément remises à neuf, formant comme un écran destiné à ce qu'on estimait devoir être le tourisme à l'occidentale. L'église française - et Musée huguenot - a été restaurée sur la place de l'Académie, qui vient de retrouver son nom de Gendarmenmarkt. Au centre de cette place, qui forme le seul ensemble urbain homogène qui ait survécu de l'ancienne cité, le sublime Opéra construit par Schinkel a, pour cause d'usage intensif, également retrouvé les couleurs les plus fraîches. Tel n'est pas le cas en revanche de l'église dite allemande, symétrique de la française, qui, aujourd'hui, faute de propriétaire attitré (l'Etat, la ville, l'Eglise ?) risque d'attendre encore quelque temps un rafraîchissement nécessaire.

Le quartier alentour, autour de la Friedrichstrasse, fait l'objet de la plus intense spéculation. Les résultats commencent à en être perceptibles qui couvrent les façades d'échafaudages et de toiles vertes, défontent les rues, installent de bruyants réverbères, révèlent des ruines de la guerre « soigneusement » entretenues, ouvrent des stations de métro, fières et bleues comme Französische Strasse. C'est là que l'architecte français Jean Nouvel, après que la structure inachevée d'un grand magasin à la

sauce socialiste aura été détruite, doit construire un autre grand magasin, à la sauce des vainqueurs.

La modernité, dans tout ce qu'elle a de plus radical, fait donc son entrée dans la ville. Un peu plus loin, pourtant, sur la place Marx-et-Engels, la modernité chante un autre air. Elle propose de raser le palais de la République pour reconstruire à l'identique l'ancien palais impérial. Un numéro spécial de la revue *Merian*, consacré à « La capitale Berlin » participe à cette campagne éditoriale jusqu'à proposer une sorte de diorama planté à ceux de ses lecteurs qui n'auraient pas la mémoire assez fraîche. Dans une telle attitude, quelles sont les parts respectives de l'architecture, de la nostalgie, du rejet après tout concevable de la triste place qui l'a remplacé ? Celle de l'architecture doit être passablement réduite, qui suggérerait de reconstruire plutôt un des bâtiments majeurs de Schinkel, dynamité par Ulbricht dans les mêmes années 50.

Le concours organisé par la ville pour la Potsdamerplatz révèle à lui seul toute l'indécision des décideurs berlinois. Il concerne en fait un ensemble complexe, et contradictoire dans son interprétation. La Leipzigerplatz, grande place octogonale fermée, « à la française », formait le centre animé de Berlin avec la Potsdamerplatz, vaste

## Bibliographie

- Berlin, capitale, un choc d'identités et de cultures, Ed. Autrement, 98 francs, parution en janvier 1992.
- Berlin, années 1970-1980 : le ciel partagé, Ed. Autrement, 95 francs, janvier 1983.
- Berlin 1991, numéro spécial de *Bauwelt*, Schlötersstrasse 42, 1000 Berlin 15.
- Das neue Berlin, Ed. Insel taschenbuch, n° 1195, 1991.
- Berlin Brandenburg, ein Architekturführer, guide bilingue allemand-anglais, Ed. Ernst u. Sohn, 1990.
- Architekturführer, Berlin, par Martin Wüner, Doris Möllenschott et Karl-Heinz Hüter, Ed. Dietrich Reimer Verlag, 1991.
- Berlin Modern Architecture, catalogue de l'exposition « International Building Exhibition Berlin '87 », 1987.
- Hauptstadt Berlin, numéro spécial de *Merian*, SA-XLV/C 4701 E, 1991.
- Berlin Tomorrow, International Architectural Design Vision, numéro spécial de *Architectural Design* (A. D.), Ed. The Academy Group, 1991.
- Librairie spécialisée à Berlin : Bücherbogen am Seeringplatz, Südlichshagen 133, 1000 Berlin 12 (Tél. : 030/312 19 32, Fax : 030/313 72 37). A Paris, outre les librairies spécialisées en architecture, la Librairie Marcelle diffuse une partie des guides allemands (42, rue Rambuteau, 75003 Paris).

→ revendue aux trois développeurs sur leur parcelle correspondante. Pourtant, cette solution ne semble qu'à moitié satisfaisante. Chacun est tributaire des retards que prend l'autre dans l'élaboration du permis de construire. Les missions particulières d'études doivent être réparties entre les différents intervenants. Alain Legrand, de Franco-Construction, a souligné dans une interview donnée à la revue allemande *Immobilien Manager* (juin 1991) le manque d'expérience en Allemagne en matière de développement de grands projets. L'opération du Friedrichstadtpassage devrait être néanmoins terminée début 1995.

Dans cette même Friedrichstrasse, un autre promoteur français, le groupe Amery, a réussi une opération discrète, mais efficace. A peine connu en France, Amery se taille à Berlin une part de lion, sur un emplacement de toute première qualité, le Lindencorso, à l'angle de l'Unter-den-Linden et de la Friedrichstrasse. Là, à la place de l'actuel hôtel-restaurant construit dans les années 60, Amery va développer, autour d'un atrium central, un complexe hôtelier et des magasins. En tout 24 000 m<sup>2</sup> prévus. Des négociations directes avec les héritiers des anciens propriétaires, regroupés en syndicat d'intérêt, ont permis d'acquiesce environ la moitié des terrains nécessaires, la ville restant propriétaire de l'autre moitié.

Parallèlement, Amery a présenté très tôt sur cet emplacement, en février dernier, un projet de l'architecte français Claude Parent. L'image historisante rassurante du projet, qui s'inscrit sans rupture dans la perspective monumentale de l'Unter-den-Linden, a été appréciée et a fortement contribué à l'attitude favorable de la ville dès le début des négociations. Claude Parent n'est cependant pas assuré de

construire à deux pas de son « fils spirituel » Jean Nouvel, l'auteur du projet des Galeries Lafayette, qui a longtemps travaillé dans l'agence du premier. Si le concours d'investisseurs ne pouvait que favoriser la stratégie foncière d'Amery, la Ville de Berlin envisage dans un deuxième temps d'organiser un concours d'architecture pour le Lindencorso.

La SCIC Promotion - filiale de la Caisse des dépôts et consignations - a développé avec son partenaire berlinois la société de promotion-construction Rentaco, une stratégie inverse à celle d'Amery pour un projet situé dans le parc de Monbijou, en face de l'île des Musées. A grand renfort de conférence de presse, ils ont présenté récemment le projet ambitieux d'un centre d'affaires et culturel franco-allemand de plus de 50 000 m<sup>2</sup>, qui devrait coûter 450 millions de marks, et cela sans avoir cherché à obtenir au préalable la maîtrise foncière des terrains. Ils espèrent de cette manière établir un consensus en amont sur le projet, qui leur permette d'acquiesce tout au moins les terrains publics de la Reichsbahn (chemins de fer de l'Est), d'encourager les propriétaires privés déjà identifiés à leur vendre le reste, et de mettre d'accord l'arrondissement d'un côté et le Sénat de la ville de Berlin de l'autre, dont dépend le permis de construire. Il est cependant fort probable que le projet bute sur l'opposition de l'arrondissement à bâtir sur une partie du parc de Monbijou, projet qui risque d'ailleurs de faire concurrence à celui de la société Amery pour le Lindencorso. Les deux en effet prétendent utiliser le label « maison de France », centre culturel, boutiques de luxe et centre d'affaires franco-allemand.

Pour la petite histoire, la Caisse des dépôts entre aussi dans la composition du capital du Lindencorso. Ce qui en dit long sur la coordination entre les différentes filiales de ladite Caisse des dépôts en ce qui

concerne ses investissements berlinois. Monbijou devrait cependant avoir une architecture radicalement différente de celle du Lindencorso. Trois énormes cubes inclinés en verre ont été imaginés par les architectes berlinois Klaus Zillich et Wolfgang Engel, associés à l'architecte parisien Yves Tessier. Un étrange projet hybride, qui, poussé à la caricature, allie la tradition berlinoise d'un bâtiment cubique « à la Schinkel » à celle de la transparence moderne « à la française ».

Pourtant, les recettes de l'architecture officielle française : monumentalité, simplicité des formes, transparence, laissent sceptiques la critique d'outre-Rhin. Les grands projets des septennats de Mitterrand y sont perçus d'une façon très ambivalente, fortement teintée d'un certain moralisme. La monumentalité architecturale chez les Allemands garde encore l'arrière-goût amer des projets d'Albert Speer sous le Troisième Reich. L'énorme arc de triomphe qu'Hitler lui-même avait dessiné pour le nouvel axe nord-sud de Berlin avait des proportions pratiquement identiques à celle de la Grande Arche. Cependant, Berlin, dans ses efforts pour se sortir de son provincialisme, et avec la conscience d'être entré en compétition avec des villes comme Munich, Francfort ou Düsseldorf, dont il s'agit d'attirer certaines des activités économiques, commence à ressentir le manque d'édifices modernes auxquels pourrait s'identifier une nouvelle classe de *young professionals*. La FNAC, qui vient de s'installer à Berlin, a mis au point une campagne de publicité à cet égard bien caractéristique. On y voit un de ces nouveaux jeunes hommes, bien habillé dans une veste à carreaux classique (l'anti-modèle du Berlinois alternatif d'avant la chute du mur), qui pose souriant devant le bâtiment de l'International Congress Centrum (ICC). C'est tout ce qu'on a pu trouver

comme décor moderne, ce bout de mastodonte inéteignant dont la construction remonte à la fin des années 70.

C'est par rapport à cette soif de nouveaux bâtiments représentatifs qu'il faut replacer le débat sur la construction ou non de tours sur la Potsdamerplatz, débat qui a pris à Berlin des proportions tout à fait romantiques. Que les promoteurs poussent à la rentabilité verticale, c'est compréhensible. Que les architectes veuillent reproduire le modèle édulcoré de la ville américaine traduit certainement un manque d'originalité. Une architecture populiste et époustouflante doit-elle passer forcément par la hauteur ? Jean Nouvel lui-même avait produit une image très intéressante dans l'édition spéciale sur Berlin que la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a produite l'hiver dernier (5 janvier 1991) et qui comportait une douzaine de projets plus ou moins utopiques émanant d'architectes internationaux. Nouvel montrait une vue de la Friedrichstrasse modernisée, un collage de façades lumineuses porteuses de publicité, sans dominantes en hauteur particulièrement frappantes, contrairement par exemple au Berlinois Hans Kollhoff, qui proposait un petit Manhattan à l'emplacement de la Potsdamerplatz. En quelque sorte, c'était la ville japonaise comme paradigme de la modernité opposée au vieux modèle de la ville américaine.

C'est ainsi qu'à Berlin la tour de l'infini, que Nouvel doit construire à la Défense, exerce une certaine fascination, tandis que son projet d'architecture transparente pour les Galeries Lafayette est jugé par beaucoup déplacé dans le cadre de la vieille Friedrichstrasse, de plus trop graphique dans son expression, voire absolument inconstruisible. Le maître d'ouvrage



## BERLIN/ARCHITECTURE

LA RECONVERSION D'UNE VILLE ROYALE

## Retrouver Potsdam

Potsdam est à Berlin ce que Versailles est à Paris. Pour l'avenir de la région, le Brandebourg, Potsdam jouera un rôle-clé, que son histoire permet d'éclairer, et sans doute d'orienter.

par Michel Parent



Le château de Sans-Souci vu par Karl Lagarfeld

À la faveur de trop d'ignorances et de frustrations, l'histoire des hommes et du patrimoine qui en témoigne est exploitée parfois comme l'alibi des affrontements, des haines, des exclusions. Je connais des monuments posés sur des frontières sensibles, dont les vestiges archéologiques ont été interprétés, voire trafiqués, pour justifier des appartenances incertaines ou illégitimes.

En dépit des apparences, Potsdam, qui traverse aujourd'hui une crise cruelle d'identité, mais dont le patrimoine exceptionnel gît au cœur d'un admirable site lacustre et forestier – et ainsi romantique à souhait, et d'autant plus nostalgique – peut connaître la chance d'un avenir tout différent. A vrai dire, épargnée par la guerre pour l'essentiel, malmenée par le régime dont elle vient d'être libérée, que lui réserve l'Allemagne de l'unité?

L'examen d'un tel cas choisit hors de leur microcosme pourrait au moins permettre à des Français de mieux imaginer leurs rapports avec l'Europe dans le sens de la réciprocité et leur rendre plus significatives l'Europe du travail et celle des cultures au-delà de l'Europe de l'argent.

En 993, le nom de Potsdam – signifiant « sous les chênes » (comme Dubrovnik) – apparaît dans la chronique : c'est une bourgade de pêcheurs et d'artisans dans un « plat pays » marécageux et giboyeux. Son millénaire, qui approche, ne doit pas être manqué.

Pour lors, en 1393, quatre siècles plus tard, ce n'est pas la joie : la bourgade n'est plus qu'un nid de pillards et de voleurs de chevaux. La grande peste noire s'est abattue sur le Brandebourg dès 1351 et y revient à chaque décennie : chute démographique, aménagement des terres des paysans au profit des terres nobles, de la culture au profit de la chasse. En 1415, un hobereau chasseur, venu de l'ouest, Frédéric de Hohenzollern, margrave de Nuremberg, devient à Potsdam Electeur de Brandebourg. On sait que la dynastie exercera désormais sur l'Allemagne un pouvoir croissant... jusqu'à la chute de Guillaume II en 1918. Cependant, à la fin du Moyen Âge, Berlin et Potsdam se disputent la résidence princière, que Potsdam s'arroge à nouveau en 1617. Le règne du « Grand Electeur », Frédéric-Guillaume, est proche (1640-1688). C'est lui qui entend faire de « l'île de Potsdam un paradis » et pare sa cité d'un nouveau château, ou travaille le Français Jean de Bodt. C'est aussi lui qui signe en 1685 l'édit de Potsdam, qui, compensant l'in-

digne révocation de l'édit de Nantes, offre une nouvelle patrie à vingt mille de nos huguenots et se distingue par une grande tolérance ethnique et religieuse.

Le Grand Electeur allait réparer ainsi les dommages causés à sa patrie par l'effroyable guerre de Trente Ans, aussi ravageuse que la peste d'antan, réduisant à son quart la population de Potsdam, et au tiers celle de l'Allemagne. Rien d'étonnant à ce que son successeur devenu roi de Prusse sous le nom de Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> entende se doter d'une force militaire pour éviter à son pays de redevenir le champ de bataille de ses voisins. Ce « roi-soldat » double la population de Potsdam en y installant dix mille militaires chez autant de civils et en développant ce qu'on a appelé la « première extension baroque » (1722-1732) de la ville. Et voici enfin qu'avec son fils Frédéric II le Grand, sous le signe de la francisation culturelle de toute l'Europe, s'établit, à Potsdam, ce *modus vivendi* passé, selon la belle formule de Pierre Chaunu, « entre les philosophes, mettant l'Etat au service des Lumières, et les Princes mettant les Lumières au service de l'Etat »...

La suite de l'histoire nous est familière. Bornons-nous à en situer des jalons à travers l'inventaire partiel du patrimoine architectural majeur de Potsdam. Avant tout, les deux châteaux du « grand Frédéric » : Sans-Souci (1745-1748), dédié à la délectation de ses hôtes (entre autres Voltaire et Jean-Sébastien Bach), joyau rococo de Knobelsdorff, officier devenu architecte, amoureux de l'art français; puis le Nouveau-Palais (1766-1769), « la fanfaronnade » du monarque, avec son prestigieux théâtre.

Après le délicieux palais de Marbre se reflétant dans les eaux, c'est, au dix-neuvième siècle, Charlottenhof (1826-1829), très italianisant, et Babelsberg (1837-1845); enfin, au vingtième siècle, construit en pleine première guerre mondiale, l'extravagant et immense manoir à l'anglaise de Cecilienhof, dont les 176 pièces accueillirent en 1945 les participants à la conférence de Potsdam (dont Churchill, Truman et Staline).

Mais il ne faut pas oublier, avec ses églises, la vieille ville, dont les autorités de Brandebourg et de Potsdam entendent aujourd'hui préserver le caractère et réparer les outrages d'un demi-siècle, tout en recherchant, pour l'ensemble potsdamien, un nouveau souffle.

En 1990, mon frère, l'architecte Claude Parent, intéressé à travailler à Potsdam, souhaite que je lui fasse part

de réflexions que m'inspirent plusieurs visites de cette ville au cours des dernières quinze ans et confrontées à la situation née du tournant de 1989. Les corroborera, pour ce qui concerne la seconde extension baroque de la cité, le remarquable mémoire que Gilles Duhem, élève de Françoise Choay, a publié en octobre 1991.

Paradoxalement, la RDA ayant d'abord souhaité substituer progressivement à la ville ancienne une ville sans mémoire et sans autre forme que celle qui résulterait mécaniquement de sa finalité socio-économique, c'est justement son échec économique qui a relativement préservé l'ancienne Potsdam, même s'il n'a pas empêché de maltraiter son environnement. Dans une deuxième phase, la partielle conversion de la RDA à la légitimité du patrimoine, dont j'ai été le témoin à la tête de l'ICOMOS, a été entravée, à son tour, par le même échec économique. Ainsi l'état d'abandon des vieilles demeures n'a-t-il d'égal que l'obsolescence de pitoyables logements collectifs récents. C'est alors, en 1989, l'euphorie de la redécouverte d'une liberté, perdue en 1933, lorsque, précisément, se noua la tragique « comédie de Potsdam » où Hitler se fit reconnaître par le maréchal-président von Hindenburg et les héritiers des Hohenzollern. Qu'en est-il aujourd'hui?

La liberté recouvrée garde son prix inestimable, mais l'urbanisme dans la liberté ne se gère pas sans réglementation ni exigences collectives. Or le vide juridique s'ajoute à des difficultés que la non-compétitivité industrielle et commerciale de l'ancienne Allemagne de l'Est ne fait qu'aggraver. Quant à l'attraction, sans doute momentanée, que provoque ce que l'Occident produit de plus futile et surtout de plus trompeur, il est vrai que cela aussi peut contribuer à déstructurer ce qui subsiste et ce qui est réhabilitable de la vérité de Potsdam. Mais c'est à Potsdam même de le retrouver.

Il ne faut pas, d'ici, s'ériger en juge ou en donneur de leçons. J'entends trop de voix si promptes, aujourd'hui, à disqualifier des générations entières de gens de l'Est dont l'esprit d'initiative a, certes, été totalement entravé, mais dont souvent les capacités potentielles demeurent : en témoignent, dans le domaine du patrimoine, la maintenance de nombreux musées, la résurrection partielle de Dresde, la conservation de certaines villes hanséatiques... Du moins pourrions-nous souhaiter que nos investisseurs s'intéressent à Potsdam si marquée par l'universalisme de l'esprit français et contribuent au renouvellement de son

destin. Ce destin, dans le prolongement de l'esprit des Lumières et dans la vocation du site naturel de Potsdam peut être à la fois européen, scientifique et écologique.

D'abord, l'équilibre d'une nature ici largement tributaire de la main de l'homme peut être rétabli et servir de modèle pédagogique à cette urgence planétaire. Des expérimentations architecturales inédites pourraient venir ponctuer les zones à réhabiliter intégralement ou de nouvelles zones de développement, elles-mêmes bien circonscrites par la nature. Concernant le tourisme, de nouvelles approches de ce phénomène, à la fois providentiel et dangereux, pourraient être tentées, prenant notamment en considération l'analyse des seuils de tolérance que la diversité de janges des éléments constitutifs du patrimoine potsdamien et leur autonomie peuvent rendre féconde. Quant à la ville, elle est elle-même une leçon de cohabitation stylistique utile. Sa dominante baroque n'a pas exclu, plus récemment, des contributions exogènes. Ainsi ce quartier des Hollandais auquel La Haye a bien raison de s'intéresser.

La conjugaison de ces différentes pistes prédisposerait Potsdam à un avenir universitaire hors du commun. Enfin, quelle que soit la structuration administrative future du Brandebourg, l'essentiel sera l'originalité de Potsdam par rapport à l'immense mégapole berlinoise.

Certes, d'autres villes européennes peuvent s'inscrire dans l'actualisation de la « leçon des Lumières », et comme Versailles à l'égard de Paris et Potsdam à l'égard de Berlin, dans un statut de ville à la fois autonome et complémentaire d'une grande capitale.

Existence aussi des monuments isolés constituant des modèles d'utopie relevant aussi de l'esprit des Lumières : tels que la Saline d'Arco-et-Senans dont nous avons pu, à son échelle, concevoir aussi une vocation de réflexion anticipatrice. Le propos d'un tel réseau qui pourrait s'instituer ainsi n'est pas d'un effet concurrentiel entre ses parties. Car il suscite sa propre synergie. C'est le sens de la leçon de fugue à six voix dont Bach fit l'imperieuse *Offrande* à son monarque qui l'avait imprudemment défilé. Le canton avait surpassé le roi même à qui serait le plus brandebourgeois.

► Michel Parent est l'ancien président du Patrimoine mondial de l'UNESCO et du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS).

lui-même, Roland Ernst, dont les réalisations précédentes, il est vrai, ne dépassent pas les standards moyens de l'architecture allemande, a émis de sérieuses réserves sur le projet. Il est fort à parier que le projet des Galeries Lafayette subira des modifications très importantes. L'architecture immatérielle d'un Jean Nouvel, ou plus encore d'un Dominique Perrault, reste encore une chose relativement incompréhensible pour le pragmatisme allemand.

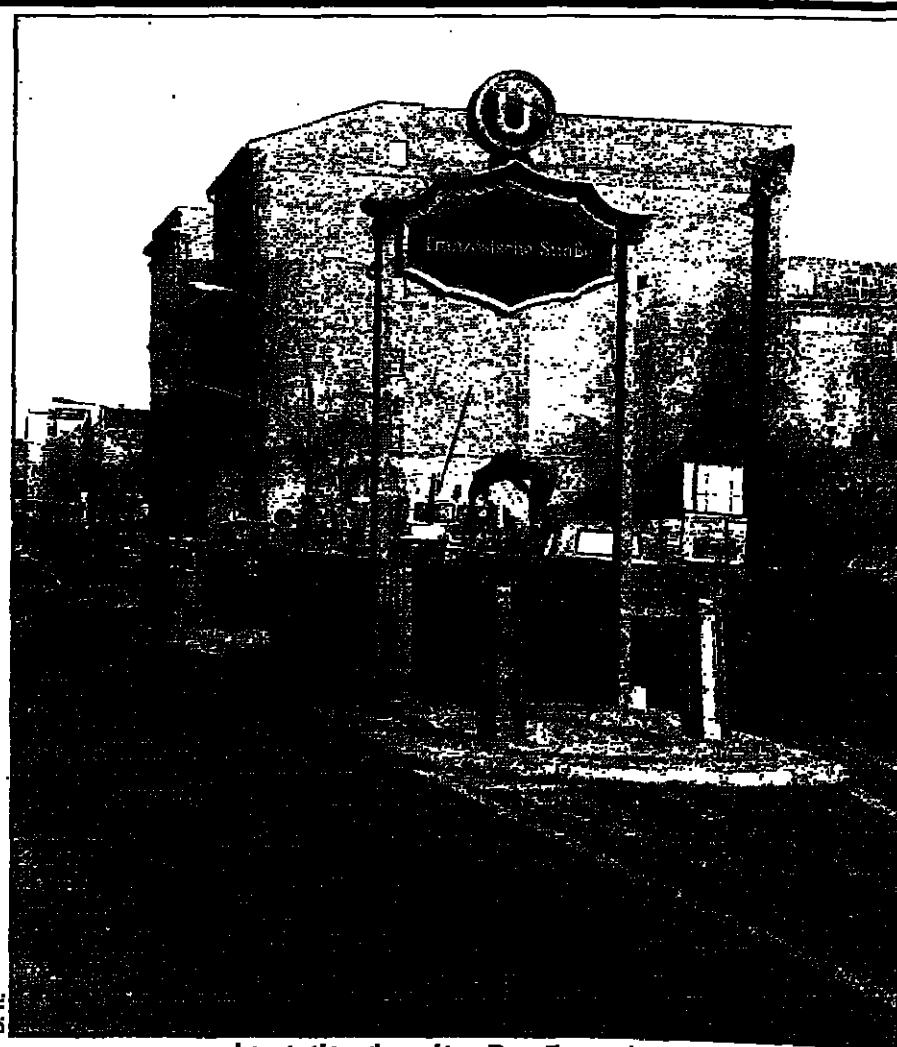
Dominique Perrault est venu l'an dernier présenter son œuvre à l'université technique de Berlin. Son immeuble industriel, boulevard Masséna, qui est cependant la concrétisation des rêves d'architectures transparentes de Mies Van der Rohe dans les années 20, est jugé négativement pour son confort thermique et le coût excessif de son entretien. Citant un écrivain russe du dix-huitième siècle, Felix Zwoch, le rédacteur très critique de *Stadtbauwelt* dit de l'architecture française : « Diese Architektur passt nicht für unsere Himmel, für unseren Augen, für unsere Herzen. » L'architecture française devrait-elle, pour s'exporter, abandonner la gratuité du beau geste et s'adapter aux normes du bâtiment, sévères et castratrices de l'Allemagne?

Claude Parent, Jean Nouvel et Dominique Perrault sont à peu près les seules grandes figures de l'architecture française qui aient jusqu'à présent fait quelque lobbying à Berlin. C'est peu par rapport à la présence active de certaines agences d'architecture américaines et britanniques qui, comme S. O. M., Richard Rogers, Foster, Helmut Jahn, se lient à des promoteurs et viennent chercher à Berlin les contrats devenus plus rares dans leur pays depuis la récession économique. Aucun architecte français n'était présent au concours restreint pour la Postdammerplatz. A décharge pour eux, l'annonce dans la presse locale avait été d'une discrétion exceptionnelle pour un concours qui se voulait « international ».

Pourtant, un fil ténu mais constant lie historiquement la scène architecturale française à Berlin. A la fin des années 50, Pierre Vago, Baudouin et Lods furent invités à participer à la reconstruction du quartier du Hansaviertel, une démonstration de l'architecture moderne internationale. Le premier conçut un immeuble-barre élégant et les seconds une tour d'habitation, très semblable à celles qu'ils édifièrent presque simultanément à Paris. A la même époque, Le Corbusier construisit une unité d'habitation à Berlin, dans le quartier du stade olympique. Récemment, dans le cadre de l'IBA, trois immeubles de logements ont été construits par des architectes parisiens. Deux dans la Lützowstrasse, par Antoine Grumbach et Christian de Portzamparc, un troisième à Tegel, non loin de l'aéroport, par le même Antoine Grumbach.

Berlin s'ouvre de nouveau aux architectes étrangers, qui pour la plupart s'engouffrent à la suite d'investisseurs de leur propre pays. Ainsi, les futurs centres d'affaires danois, américain et japonais projetés dans le centre-ville de Berlin-Est (ajoutons à ceux-là les « deux » français) vont faire appel à des architectes parmi les meilleurs de chaque pays. Les projets de la Friedrichstrasse seront, malgré les embûches, les premiers des nouveaux bâtiments représentatifs d'une nouvelle ère, « post-chute du mur », qui sortiront de terre.

Cette opération-pilote de grande envergure pour la reconstruction du centre-ville risque cependant de rester sans suite. La municipalité privilégie depuis quelques mois une reconstruction fragmentée de Berlin-Mitte qui reprendrait le découpage des anciennes parcelles et se remettrait à l'échelle économique des sociétés de construction et de promotion locales, exclues des premiers grands concours d'investisseurs.



La station de métro Rue-Française

Je suis 150







## LA SÉLECTION

## Jazz

## The Count Basie Orchestra

Pou de clubs de garde la nuit du 31 : le *Basie* (avec les Constant Brothers), l'*Estache* (avec Larcher), le *Bilboquet* (avec Rhoda Scott) et enfin le *Salon Lionel-Hampton* avec le Count Basie Orchestra. Bien sûr, ce n'est plus la flamme de Kansas City. Certes le Count est changé en légende, Freddie Green aussi et tout un style avec. Mais, comme en rugby, les grandes équipes ne meurent jamais vraiment. Le Count Basie Orchestra compte de très bons musiciens, d'excellents arrangements (on connaît) et suffisamment de musique pour rêver une nuit de réveillon.

Les 27, 28 et 30, 21 h 30 et 23 h 30 ; le 31, 23 heures et 0 h 45. Jazz-Club Lionel-Hampton. Tél. : 40-68-30-42. De 31 F à 250 F.

## Collectif Zhivaro

Zhivaro est ce qui subsiste avec santé, gaieté, générosité et imagination, du grand esprit collectif, du grand souffle des vingt dernières années. Soit quelques-uns des meilleurs musiciens du moment : ils résistent de rentrer dans le rang ; ils gardent assez de fraîcheur pour casser et réinventer l'improvisation, ce qu'ils aiment, jusqu'au désordre, c'est jouer. Ils empêchent de tourner en rond. Ils n'ont rien d'empêcheurs de quoi que ce soit. Bref, ils sont drôles et très démodés. C'est bien pour cela qu'on les aime. Glenn Ferris, Denis Badault, Claude Barthélemy, Sylvain Kassap, Didier Levallet, Gérard Marais, Henri Texier et Jacques Mahieux, quand on y songe, c'est tout de même un sacré big bang.

Le 30, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41. 110 F.

## Chanson

## Romain Didier

Un homme, un piano, un accordéon, un talent sobre, prêt à tenir une salle en haleine avec des chansons en forme d'histoires d'un jour, de sentiments passagers. Pour que la chanson française vive.

Les 25, 26, 27, 28 et 31. Théâtre de Diderot, 20 h 30. Tél. : 46-06-10-17. De 60 F à 100 F.

## Henri Dès

Excellente séance d'acclimatation des tout petits aux salles de spectacles même si, hélas, il faut leur expliquer que l'artiste, aussi sympathique soit-il, n'a pas raison d'utiliser le play-back orchestra pendant la moitié de son tour de chant.

Du 26 au 31, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. Location Fnac, Virgin, 100 F.

La sélection  
« Classique » a été établie par  
Alain Lompech.  
« Jazz » : Francis Marmande.  
« Rock » : Thomas Sotinel.  
« Chanson » :  
Véronique Mortagne.

## THEATRE

## Paris

## Au pays des enfants de Cham

de Georges Boukoff,  
mise en scène de l'auteur,  
avec Salima Al Khalef, Lydia Blimovitch,  
Georges Boukoff, Fodil Cissé, Berta Dominguez, Mathieu François, Mounsi,  
Vassan Solakian et Ali Wegue.

Musiques du monde pour accompagner la plus universelle des légendes, celle qui raconte la naissance de l'homme.

Espace Acteur, 14 bis, rue Sainte-Isabelle, 18°. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-62-35-00. 60 F et 90 F.

## Comédies barbares

de Ramon del Valle-Inclán,  
mise en scène de Jorge Lavelli,  
avec Claude Aufaure, Michel Aumont,  
Philippe Blancher, Maria Casarès, J.-Q. Châtaignier, M. Chevit, M. Couturier, L.-A. Diquerra, D. Guezo, I. Guzmán, J. Jorja, G. Juárez, I. Karajan, M. Laborit, P. de Oliveira, S. Querán, G. Ser et E. Suarez.

Toute la furie espagnole dans cette époque magnétique d'une famille pas vraiment recommandable, mais follement attachante.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maistre-Brun, 20°. Le mardi à 17 heures, les jeudi et vendredi à 20 heures, les samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-68-43-80. Durée : 2 h 45. De 110 F à 220 F.

## Dissident, il va s'en dire

de Michel Vinaver,  
mise en scène  
de Maurice Coussonneau,  
avec Josette Stein et Marc Quenlin.

Une mère et son fils. Amour étouffant tout il cherche à se dégoûter. Mais c'est le simple désir de se dégoûter de ses responsabilités envers la société, un simple aïb à la peur des autres.

École nationale de la Colline, 2, rue Vivienne, 2°. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 19 heures, le dimanche à 16 heures. 70 F et 100 F.

## Marilyn Montreuil

de Jérôme Savary,  
mise en scène de l'auteur,  
avec Diane Tall, Idée Badrou, Françoise Borysse, Bruno Bonpart, Michel Dussart, Nanou Garcia, Hélène Halévy, Christian Hillion, Allen Holst, Franck

Jaccod, Marc Irace, Maurice Lamy, Jean-Pierre Loubau et Ralph Ziser.  
C'est, en chantant, c'est en rêvant de Marilyn, son idéal, que la petite chanteuse blonde de Montreuil vit sa vie et trouve un bonheur à sa mesure.

Théâtre national de Chaillet, 1, place du Tricou, 18°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-51-15. Durée : 2 heures. De 50 F à 140 F.

## Le Médecin volant suivi du Médecin malgré lui

de Molière,  
mise en scène de Dario Fo,  
avec Dominique Rozan, Catherine Hépel, Gérard Groccon, Marcel Roussier, Lili Brabant, Christian Blanc, Isabelle Gerdan, Philippe Torret, Igor Tysack et Céline Samie.

A la demande de Vitez, Dario Fo était venu mettre en scène les farces de Molière, à sa manière burlesque et jubilatoire. Spectateurs et comédiens se sont amusés comme des fous et ils le continuent.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. Le mardi et vendredi à 14 heures, le mercredi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 30. De 45 F à 195 F.

## Le Météore

de Friedrich Dürrenmatt,  
mise en scène de Georges Wilson,  
avec Jacques Durillo, Georges Wilson, Paola Landi, Jean-Pierre Druval, Serge Fauriol, Jacques Jacquemin et Pierre Val.

Le duo Dufilho-Wilson fait le bonheur de ce vaudeville amer où l'on voit comment un Prix Nobel qui ne se décide pas à mourir peut gêner son monde.

Genève, 55, rue de Cléry, 9°. Du lundi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-42-62. Durée : 2 heures. De 50 F à 250 F.

## Les Misérables

d'Alain Bouhili  
et Claude Michel Schönberg,  
d'après Victor Hugo,  
mise en scène de John Caird  
et Trevor Nunn,  
avec Robert Marien, Patrick Rocca,  
Ludine Fite, Stéphanie Martin, Jérôme Pradon, Marie Zamora, Joëlle Combe,  
Laurent Gendron et Marie-France Roussel.

Gavroche chante « je suis tombé par terre » et meurt sur les barricades, Jean Valjean porte Marius blessé sur ses épaules dans les égouts, il a sauvé Cosette des affres. Théâtrier, couple comique et abject... Tout est là, en musique, pour le plaisir de tous.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-04-04. De 100 F à 350 F.

## No Woman's Land

d'Elizabeth Wiener,  
mise en scène  
de Cathy Bodet, J. Baur,  
Marie-Charlotte Lefèvre, Anne Leouvrave, Nabila Mokaddem, Luna Monner et Barbara Wille.

Les femmes qui ont survécu à l'apocalypse sont de sacrées pillardes. De plus, elles n'ont pas oublié l'amour, le désir, la musique, le rythme, le corps.

Théâtre Moderne, 15, rue Blanche, 9°. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 48-74-10-75. De 70 F à 140 F.

## Opéra équestre

de Bartabas,  
mise en scène de l'auteur.  
Bartabas dissout l'impossible : réunit la Grèce et l'Afrique du Nord. Il est vrai qu'il est aidé par la musique et les chevaux. La beauté et la poésie lèvent tous les obstacles.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jacques, 93000 Aubervilliers. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-39-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

## Peter Pan

Pour les enfants qui restent à Paris ou y viennent pendant les vacances de Noël. Et les parents qui les accompagnent ne s'ennuient pas.

Casino de Paris, 16, rue de Cléry, 9°. Les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et dimanche à 14 h 15, les mardi et samedi à 20 h 30, les mercredi et dimanche à 17 h 15, le samedi à 17 heures. Tél. : 49-95-95-99. De 80 F à 150 F.

## Plains Feux

de Didier Kamikawa,  
d'après Mary Orr,  
mise en scène d'Eric Chevigny,  
avec Line Renaud, Vérolique Jannot, Patrick Raynal, Nicole Jamet, Sheila O'Connor, Pierre Maguelon, en alternance Jeremy Kamikawa, Jean-Baptiste Penness et Pierre Fojek.  
Il faut aller passer les fêtes avec Line Renaud, elle est épatante dans ce personnage de monstre érotique qui se laisse berné par une jeune intrigante, et que Bette Davis a immortalisé au cinéma.

Michodière, 4 bis, rue de la Michodière, 2°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, mercredi et dimanche à 16 heures, samedi à 17 heures. Tél. : 47-42-02-07. Durée : 2 heures. De 50 F à 250 F.  
Dernière représentation le 31 décembre.

## Les Possédés

de Dostoevski,  
mise en scène de Jean Gillibert,  
avec Eric Auray, Claudine Beschet, Daniel Besse, Rosette Boulva, Alain Card, Serge Gaillet et Karim Bourdina.  
Un chef-d'œuvre de Dostoevski, des personnages torturés. Souffrances et cynisme, exaltation et désespoir brûlant. Jean Gillibert explore les bas-fonds de l'âme.

Collège néerlandais, 61, bd Jourdan. Cité universitaire, 14°. Du mardi au dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-78-50-00. 80 F.

## Smaïn

avec l'auteur et Alain Bernard.  
Un modèle d'intégration? Un modèle de comique beur? Un comédien comique, tout simplement.

Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 9°. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 48-78-22-00. Durée : 2 heures. De 24 F à 170 F.

## La Tragédie du roi Christophe

d'Alain Césaire,  
mise en scène d'Irénée Ouedraogo,  
avec Catherine Samie, Alain Pralon, Dominique Rozan, Roland Barin, Marcel Bonomet, Jean-François Rémi, Louis Arbesier, Nathalie Nerval, Jean-Philippe Puymerlin, Thierry Hancisse, Michel Favory, Jean-Pierre Michail, Isabelle Gerdan, Olivier Destany, Toto Bissainville et Marianna Mathéou.

Jacques Lassalle a fait appel à un cinéaste du Burkina-Faso pour adapter et mettre en scène la grande œuvre de Césaire, l'histoire d'un esclave devenu roi, floué par ses ambitions. Et il a eu raison.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1°. Les 26, 28 et 30 décembre, 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

## Le Transsibérien

d'après Blaise Cendrars,  
mise en scène  
de Dominique Lardinois,  
avec Sophie Karmorowitz, Dominique Lardinois et Bernard Rost.  
Voyage à travers la mémoire et la vie

d'un poète-aventurier. Voyage dans les airs et dans les mots.

Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14°. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 45-85-35-69. De 40 F à 100 F.  
Dernière représentation le 29 décembre.

## Une des dernières soirées de carnaval

de Carlo Goldoni,  
mise en scène  
de Jean-Claude Penchant,  
avec Nadine Alari, Jean Albert, Gilbert Baugnot, Guillaume Briet, Mathieu Buscetto, Gaëtan Gallier, Raphaëlle Giffa, Anna Guogon, Sophie Lohyville, Mathias Mieloux, Frédérique Rochaud, Louis-Basile Samier, Maurice Tusch et Bénédicte Wenders.

Un vaudeville nostalgique qui parle de départ, d'amour, d'espoir, de tendresse. Sans complaisance, mais avec tant de gaieté.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-58-80-70. Durée : 3 heures. De 50 F à 150 F.  
Dernière représentation le 31 décembre.

## Une envie de tuer sur le bout de la langue

de Xavier Durringer,  
mise en scène de l'auteur,  
avec Jean-Claude Bonifait, Daniel Brisset, Claude Decutis, G. Legay, Gérard Lenoche et Marie-Paule Sirevent.  
A la porte d'une disco, à la porte de la richesse, du monde, ceux que personne n'attend, les anonymes se cognent contre tous les murs. Et pourtant ils vivent, ils rient, ils souffrent, ils aiment.

Théâtre 13, 24, rue David, 13°. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-58-82-22. 70 F et 100 F.  
Dernière représentation le 29 décembre.

## La vie est un songe

de Calderon,  
mise en scène  
d'Antonio Diaz-Florian,  
avec la troupe de l'Espe-de-Bois, en alternance : Smaïn, Remacle, Louis Libardo, Ceballos, Béatrice Corbier, Antonio Diaz-Florian, Harem Elwady, Bernard Gaudin, Pascal Guerin, Yvon Jacquet, Christine Kotsch, Gérard Niel et Christophe Ramon.

L'œuvre emblématique de la culture espagnole. Histoire d'un prince élevé dans une caverne à cause d'une prédiction selon laquelle il devait détrôner son père. Réve-t-il le monde, ou est-ce le monde qui le rêve...

Cartoucherie Espe-de-Bois, route du Chemin-de-Ménil, 12°. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-06-33-74. 80 F et 110 F.

## Vallée Dromesko

Sous la coupole au crépuscule, au pays des oiseaux, des acrobates, des chevaux, de la poésie.

Parc de la Villette Jouis chapiteaux transatlantiques, 211, av. Jean-Jacques, 19°. Les mardi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-03-35-03. 90 F et 140 F.  
Dernière représentation le 31 décembre.

## Régions

## Brest

Ne m'oubliez pas  
de Philippe Genty,  
mise en scène  
de l'auteur,  
avec Nathalie Decroix, Francisco Davis.

Mireille Fèvre-Belle, Laurent Frenin, Nicolas Goussier, Catherine Martin et Sam Myatt.

Les marionnettes de Philippe Genty ne sont pas des poupées, ce sont des extra-terrestres animés d'un esprit drôlatique et poétique.

Le Quart Centre national dramatique et chorégraphique, 2-4, av. Clemenceau, 29000 Brest. Les vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 98-44-10-10. De 50 F à 110 F.

## DANSE

## Lyon Opéra Ballet

Roméo et Juliette  
La génération d'Angelina Preljocaj se moque de Vézère et du quinzisième siècle. Elle transpose l'immortelle histoire ailleurs, et de préférence aujourd'hui. Preljocaj, venu de l'Est comme le dessinateur de BD Enki Bilal, qui a conçu les étonnantes décors et costumes, fait s'affronter une terrifiante milice (miradors chiens policiers) et une bande de marginaux (béton gris, trous à rats). Un cauchemar inspiré du 1984, de George Orwell – et un nouveau coup de maître de Preljocaj, après ses superbes Noces.

Théâtre de la Ville, du 26 au 31 décembre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 95 F et 150 F.

## Ballet de l'Opéra de Paris

Roméo et Juliette  
Rudolf Nourev, lui, reste à Vézère sous la Renaissance, où il voit régar « le sexe et la violence, comme à notre époque ». Sa version est à celle de Preljocaj ce qu'est un cassoulet toulousain à une salade de langoustines. Distribution des dernières représentations : Monique Landre et Patrick Dupond (les 26, 28 en matinée et 29), Isabelle Guérin et Kader Belarbi (les 27 et 31), Claude de Vulpien et Mannel Legris (le 28 en soirée).

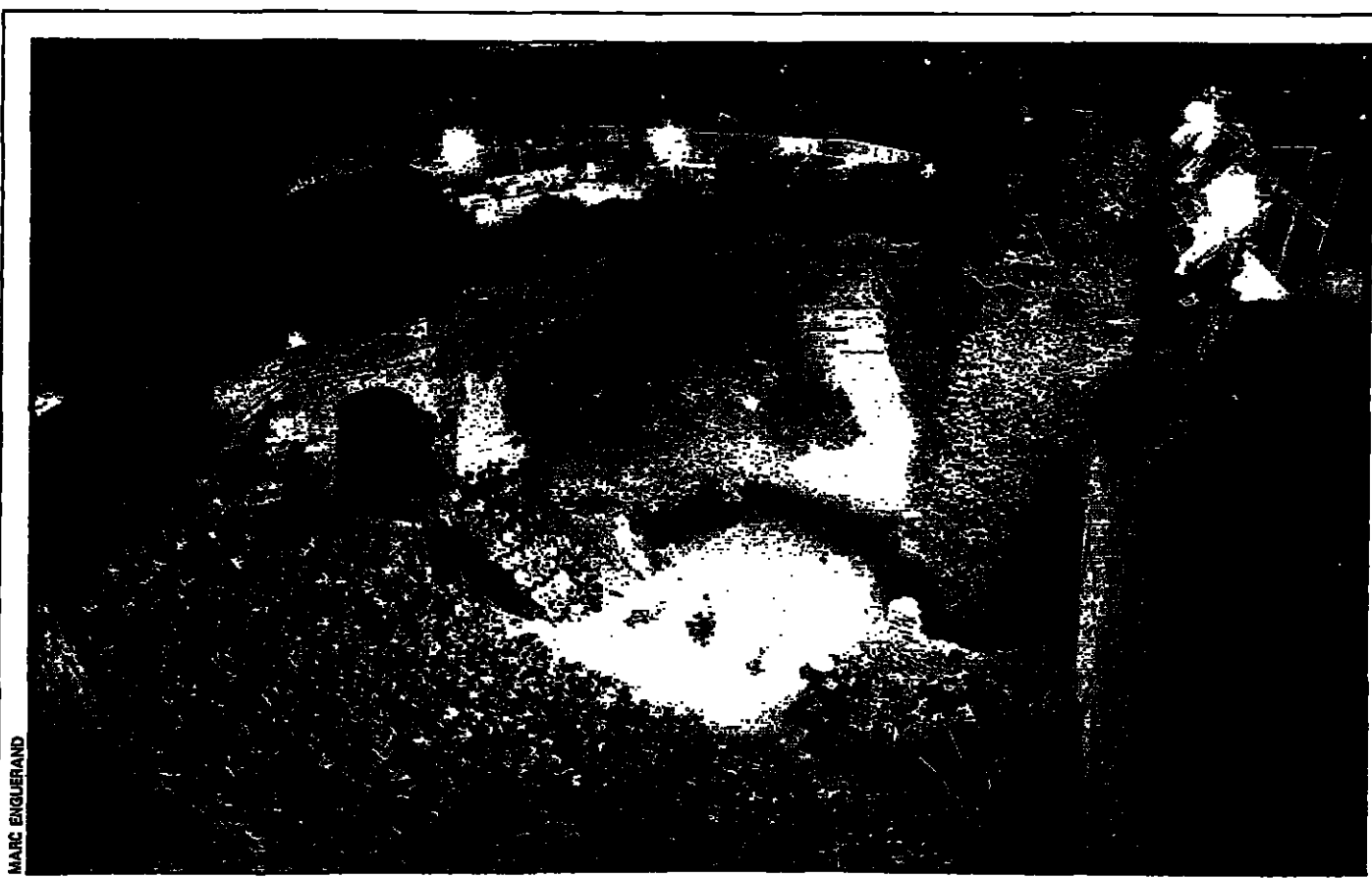
Opéra-Garnier, les 26, 27, 29 et 31 décembre à 19 h 30, le 28 à 14 h 30 et 20 heures. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 350 F.

## Ballet national de Marseille

Chorégraphie avec nous  
Une nouvelle création de Roland Petit, sur des musiques de Florentino Carpi, Jean-Sébastien Bach et Charlie Chaplin, dans des décors et costumes de Luisa Spinatelli. Avec Elisabeth Terabust, étoile invitée, et Luigi Bonino en Choré. La « première » est donnée au bénéfice de Médecins sans frontières, à l'occasion de son vingtième anniversaire.

Théâtre du Gymnase, du 27 décembre au 5 janvier, 20 h 30, le dimanche à 15 heures, le 4 janvier à 14 h 30. Tél. : 91-42-43-43. De 110 F à 150 F. De 27 : 100 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par  
Cécile Gollard.  
« Danse » : Sylvie de Nassac.



« La Tempête », mise en scène de Peter Brook, aux Taillades.

## Avignon, mémoire

Les ultimes représentations du spectacle de Peter Brook *La Tempête* ont eu lieu en juillet dernier au Festival d'Avignon, dans l'un de ces endroits qui semblent porter toute la fièvre du théâtre. Moments uniques, éphémères. Comme cet événement tout à fait extraordinaire : l'expérience d'Armand Gatti avec les zonards de Champfleury, ou la psalmodie des Iliades sous les arbres du Cloître des Célestins... Moments retrouvés. Le Monde Éditions publie le troisième volume de l'*Album d'Avignon*, qui, de même que les deux premiers, raconte – et montre en photos – comment s'est vécu le Festival au jour le jour, comment ont été reçus les spectacles, base de dossiers qui analysent et informent.

Le Monde Éditions publie également le *Journal de bord* tenu par Eloi Recoing d'un événement devenu légendaire : l'intégrale du *Souffle de satin* de Claudel mise en scène par Antoine Vitez dans la Cour d'honneur du Palais des papes en 1987. Un livre précieux qui retrace une aventure exceptionnelle, à travers les témoignages de ceux qui y ont participé, à travers les textes de Vitez, les photos de répétitions et de spectacles. Sans doute le livre le plus renseigné et en même temps le plus émouvant que l'on pourra jamais écrire sur Antoine Vitez.

C. G.

\* L'*Album du Festival d'Avignon 1991*, 142 pages illustrées, 120 F. *Journal de bord*, par Eloi Recoing, 135 pages illustrées, 295 F. En vente dans les théâtres, les librairies théâtrales, les FNAC.



# DE LA SEMAINE

## ARTS

### Paris

#### Bronzes bouddhiques et hindous de l'antique Ceylan

Les musées du Sri-Lanka prêtent leurs chefs-d'œuvre au Musée Guimet : cinquante-trois bronzes bouddhiques et hindous datant, pour les plus anciens, des premiers siècles de notre ère, et pour les plus récents, du treizième siècle.

Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, av. d'Iéna, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 24 février 1992. 25 F.

#### Marcel Broodthaers

Au commencement de son œuvre était un manifeste surréaliste, contre Breton, avec Magritte, en 1947. Ce belge, homme de lettres, plutôt poète que peintre, avec un penchant très fort pour l'humour, aura un autre penchant : Duchamp. Et c'est sous le double signe des objets (moules, crêpes, pots...) et des mots qu'il faut placer son œuvre très originale, qu'il a livrée sous la forme d'une œuvre critique du musée d'art. Une rétrospective.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-60-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1992. 20 F.

#### Dessins de Dürer et de la Renaissance germanique

Avec trois expositions : l'une de sculptures, l'autre de gravures et la troisième de dessins, le Louvre se met à l'heure allemande, celle du passage du Moyen Âge à la Renaissance.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaeger, côté jardin des Tuileries, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Le musée sera fermé les 25 décembre et 1<sup>er</sup> janvier. Jusqu'au 20 janvier 1992. 35 F (ticket d'entrée au musée).

#### D'une main forte

De la mer Morte à Canterbury, de Burgos et Tolède à Paris, de Saint-Petersbourg à Rome, des livres hébreux, manuscrits, enluminés, calligraphiés, reliés, au Moyen Âge, à la Renaissance, au dix-septième siècle, et conservés dans les collections françaises. Parallèlement, la BN propose une exposition de bibles, livres de lois, livres d'heures, du temps de Charles le Chauve à la Révolution.

Bibliothèque nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 12 heures à 20 heures. Jusqu'au 15 janvier 1992. 20 F.

#### Max Ernst

C'est l'exposition du centenaire de la naissance de Max Ernst. Londres, Stuttgart et Düsseldorf l'ont reçue avant Paris. Tout y est, tout ce qu'il faut pour s'évader avec cet inventeur hors les règles de l'art, et plonger dans son iconographie ironique, scandaleuse ou visionnaire. Tout y est sauf le moins bon. Et c'est très bien ainsi.

Centre Georges Pompidou, grande galerie 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier 1992.

#### Gisèle Freund

Colette, Joyce, bien sûr Aragon, Malraux durant plus de quarante ans, Virginia Woolf, Sartre et Simone de Beauvoir, le jour du prix Goncourt, mais aussi le nord de l'Angleterre en crise et Evita Peron. La rétrospective d'une ancienne sociologue qui a parcouru le globe et traversé l'histoire de son siècle.

Centre Georges Pompidou, grande galerie 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 janvier 1992.

#### Géricault

C'est le deuxième centenaire de la naissance de Théodore Géricault, peintre de l'époque napoléonienne, et de chevaux, mais aussi, on le sait moins, de

portraits d'enfants, de paysages, et auteur de lithographies au noir envahissant. Tableaux, esquisses, dessins retraçant sa brève et fulgurante carrière, qu'on ne saurait résumer à un seul tableau : le *Radeau de la Méduse*, trop fragile pour quitter le Louvre, dont la genèse est retracée en une cinquantaine de dessins et esquisses admirables.

Grand Palais, galerie nationale, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Essenhower, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 6 janvier 1992. 37 F.

#### Alberto Giacometti

Revoir ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de carter. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 19 heures pendant la durée de l'exposition. Jusqu'au 15 mars 1992. 40 F.

#### Ralph Gibson

Privilégiant le motif et non le sujet, cet archéologue de l'imaginaire explore d'un œil distancé le mystère du visible et de l'invisible ainsi que la relation entre le rêve et l'illusion. L'Histoire de France corrigée par la perception de détails imprévus inspire à ce maître du noir et blanc son premier travail en couleurs.

Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carpe - 4 à 8, grande galerie, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-29-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 26 janvier 1992. 10 F.

#### Harcourt oblige

Écrivains connus, chanteurs de variétés, comédiens et acteurs de cinéma, hommes politiques, sportifs, se précipitent au célèbre studio créé en 1934 et, liftés par l'éclairage, masqués, retouchés, offrent une image idéalisée d'eux-mêmes. Un panthéon fameux qui va de Julien Gracq à Arietty, Catherine Deneuve, Yves Montand et Alain Delon jeunes.

Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1992. 25 F (entrée du musée).

#### René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'art nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement!

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 mars 1992. 20 F.

#### Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'est lieu, grâce à François Moreau, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs - Palais de Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

#### Mozart à Paris

Plus de trois cents documents, lettres, manuscrits, gravures, et portraits retraçant les trois séjours parisiens de Mozart. Jolie exposition, hélas éclairée trop faiblement parfois.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 10 heures à 17 h 40, mercredi et vendredi jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 16 février 1992. 30 F.

#### Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Roussé et Pascal Kern, sous forme de statouette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agit d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 6 avril 1992. 25 F (entrée du musée).

#### Rops et la modernité

On connaît Félicien Rops symboliste et satiriste. On connaît moins ses représentations de la vie moderne, intérieurs bourgeois, drames sentimentaux, appétits inavouables. A travers des gravures et des dessins rarement montrés, l'exposition tente de rendre à son œuvre toute sa diversité.

Centre Wallon-Bruxelles à Paris, Beaubourg, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-25-15. Tous les jours



Marcel Broodthaers : « Pense-Bête », 1964, exposé à la galerie nationale du Jeu de Paume.

sauv lundi et jours fériés de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février 1992. 20 F.

#### Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la pictorialité ne sauraient échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berri est le patron. Pas mal pour un début.

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 42-60-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin 1992.

#### Un certain Deraïn

Des gravures sur bois jamais montrées, des dessins inédits, des copies d'après les maîtres : ce sont les débuts de Deraïn qu'explique Michel Hoog. Il a rassemblé un beau bûtin de curiosités.

Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, jardin des Tuileries, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-97-45-16. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 20 janvier 1992. 25 F, dim. : 13 F.

## Galleries

#### Pierre Boucher

Considérant la photographie comme un art appliqué, cet excellent photographe de sport, cofondateur en 1934 de l'agence Alliance Photo, et surréaliste à l'agence Sipa, est passionné du tirage, du photomontage et du message de la photographie. C'est la première exposition personnelle qui lui est consacrée dans une galerie parisienne.

Galerie Bouquet-Lebon, 69, rue de Turin, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 40-27-82-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 janvier 1992.

#### Daniel Dezeuze

Au temps de Supports-Surfaces, Daniel Dezeuze, qui était l'un des membres fondateurs du groupe, donnait, avec ses échelles de toile et ses pièces de tarlatane, dans la fragilité et l'ombre de la peinture. Depuis ce repli stratégique, l'artiste a changé. Désormais il ne pense plus qu'à déployer des arceaux, tendre des plis, monter des boîtes.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-25-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 18 janvier 1992.

#### Maillo

Dina Vierny fut le modèle de Maillo. Depuis des années, elle lutte pour défendre l'œuvre et la mémoire de ce sculpteur victime sans doute de ses apparences de classicisme. Il fut cependant l'un des disciples de Gauguin, se posa en rival de Rodin et incarnait durant l'entre-deux-guerres la sculpture française.

Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-60-23-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 janvier 1992.

#### Aranj Rainer

Cette grande figure de l'art contemporain américain ne cesse de dire un mal éternel en prenant le corps comme corps du défilé, qu'il ensangante et crucifie. En s'acharnant aussi sur le visage humain qu'il brime, déforme, déchire, bifte rageusement.

Galerie Stadler, 51, rue de Seine, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-25-15. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à

12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 18 janvier 1992.

#### Antoni Tapies

Tapies, depuis quelques années, s'adonne volontiers à la sculpture, sortant les uns après les autres les objets et les signes de sa peinture pour les modeler en terre : ici un pied, là une baignoire, et là un crâne renversé.

Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-63-12-19. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 25 janvier 1992.

## Régions

### Als

#### Michel Seuphor

« La traversée du siècle » d'un écrivain, romancier, poète et critique d'art né à Avers en 1901. Qui, dès le début des années 20, a milité pour l'art abstrait, le style et le constructivisme en particulier. Mondrian, le « moine », et Arp, le « joueur », et Arp, le « moine », et Arp, le « joueur », et Arp, le « moine », et Arp, le « joueur ».

Musée-bibliothèque Pierre-André Bénéit, 16, rue Coquillière, 1<sup>er</sup>. Tél. : 69-86-98-69. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 heures à 19 heures. Et pendant les vacances scolaires de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 février 1992.

### Bordeaux

#### Peter Halley

Un New-Yorkais à la mode, figure prin-

cipale du mouvement des « néo-gé », pour qui l'ordre géométrique, utopique, des constructivistes, des néo-plasticiens et même des minimalistes n'a plus sa raison d'être aujourd'hui. Et il le dit, tout en faisant de la géométrie.

Musée d'art contemporain, 7, rue Fauré, 33000. Tél. : 56-44-16-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 2 février 1992. 20 F.

### Grenoble

#### Sarkis

« Soirées de nuit, scènes de jour », en douze pièces ou « chambres » réalisées par Sarkis depuis la fin des années 60, et qui sont pour la première fois réunies. L'artiste, qui compte parmi les plus singuliers de sa génération, y développe son idée de la création comme projection de son univers mental. Qu'il traite sur le mode métaphorique, à coups de projet-

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berlioz, 38000. Tél. : 76-27-95-54. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février 1992.

### Labège-Innopol

#### Sam Francis

Sam Francis est, de tous les abstraits américains apparus dans les années 50, celui dont la peinture atteint le plus facilement une sorte de splendeur aérienne. Les couleurs dansent et s'entrechoquent sur fond blanc. Il passe dans ses toiles comme un air de liasse.

Centre régional d'art contemporain Midi-Pyrénées, 31328. Tél. : 91-39-23-29. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 20 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1992. 10 F.

### La Roche-sur-Yon

#### Michel Verjux

Son métier, c'est le luminaire. Il en fait des ronds, des demi-ronds, très simplement, à coups de projecteur, bien ciblés, dans l'architecture. C'est peu mais, le plus souvent, c'est bien.

Musée municipal, rue Jean-Jaures, 85000. Tél. : 51-06-54-22. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 janvier 1992.

### Marseille

#### Jouer dans l'Antiquité

A quoi jouaient les petits Égyptiens, Grecs et Romains? A la poupée, aux coquilles à la pelle, au Yo-Yo, à la toupie... Quant aux grands, ils connaissent nombre de jeux de stratégie. Une bonne idée d'exposition, où l'on voit que les gestes et les objets n'ont pas tellement changé depuis.

Centre de la Vieillesse, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 février 1992.

### Marseille au XIX<sup>e</sup> siècle

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la « jolie ville » dont parlait Stendhal devient une grande métropole moderne. Saisir - de grands chantiers en monuments, entre docks et palais Longchamp - les étapes de cette transformation spectaculaire, en montrant l'arrière-plan économique, social, politique : tel était le projet de cet ensemble d'expositions initié dans les musées marseillais.

Centre de la Vieillesse, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-38. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 février 1992. 12 F.

### Rennes

#### Tibet

En puisant dans les collections du Musée Guimet et dans la donation Fournier, Gilles Bégin a rassemblé une anthologie tibétaine qui met en lumière les relations innombrables entre peinture, sculpture, et découpage d'une part, et bouddhisme d'autre part. C'est une leçon d'ethnologie religieuse doublée d'un hommage aux anonymes des monastères himalayens.

Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 93-28-55-85. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 février 1992.

### Strasbourg

#### Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu d'Arte Povera, expose à l'Ancienne Douane quelque 500 « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottements et autres procédés, sur papier, tissu, ardoise... Une main qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-ne-Poissons, 67000. Tél. : 83-32-46-95. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 février 1992.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Breuerette. « Photo » : Patrick Rogiers.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyens du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS	
<p><b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue Coquillière, 1<sup>er</sup> 42-36-74-24</p> <p><b>AU PETIT RICHELIEU</b> 47-70-68-68/70-86-50 25, rue Le Pelletier, 9<sup>e</sup> 42-70-86-50</p> <p><b>LE COSSAIRE</b> 1, bd Esplanade, 16<sup>e</sup> 45-20-57-55 et 45-25-53-25</p> <p><b>LA TABLE DE PIERRE</b> 116, bd Perrin, 75017 PARIS Est prudent de réserver au : 43-80-88-68</p> <p><b>RIVE GAUCHE</b> NOS ANCIENS LES GAULOIS 46-33-66-07 et 66-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4<sup>e</sup> 46-33-66-07</p> <p><b>RESTAURANT THOUVENIN</b> 47-45-49-73 79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup></p>	<p><b>DE NUIT COMME DE JOUR</b> : Chateaufort, poissons, rôti gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1<sup>er</sup> étage.</p> <p>Pour finir l'année 1991 avec nous, le restaurant vous conseille de remettre votre table pour le 31. A la carte aux prix habituels. Une ambience à l'élégance et au charme, le MENU GOURMAND à 180 F. Vins compris, sans d'office et de fruits de mer. Plusieurs salons particuliers, dans un cadre de 1880. Parking Drouot.</p> <p>Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialités de qualité. Cuisine faite par le patron. Menu à 85 F et 130 F et carte. Fermé samedi.</p> <p>Unique au monde. Cadre fin 17<sup>e</sup>. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Via à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.</p> <p>Spécialité de confit de canard et de canard en confit de canard. Sec jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. sec confit de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.</p>
SOUPERS APRÈS MINUIT	
<p><b>ALSACE A PARIS</b> 42-36-74-24 9, pl. Saint-Audré-des-Arts, 6<sup>e</sup> - Salons RÉVEILLONS</p> <p>NOËL, carte normande SAINT-SYLVESTRE : 510 F - 670 F</p> <p>Musique, danses, cotillons. Jusqu'à l'aube.</p>	<p><b>LES GRANDES MARCHES</b> AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. NUTRIS tous l'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ Plus traditionnelle. Vins à découvrir. Décor « Renaissance de Luxe » T.J. de 11 h 30 à 2 heures de nuit. 6, place de la Bastille. 43-42-90-32.</p>

الجمهورية الجزائرية



## SOCIÉTÉ

## La célébration de Noël dans le monde

Mercredi 25 décembre, à midi, le pape devait donner sa bénédiction au monde, du balcon de la place Saint-Pierre, devant des milliers de pèlerins. Mais déjà, au cours de la messe de minuit, il avait demandé aux 5 000 fidèles réunis dans la basilique de prier pour la paix dans le monde,

notamment en Yougoslavie, pour les enfants victimes de la violence et pour l'unité des chrétiens. La cérémonie était retransmise dans une quarantaine de pays, y compris dans l'ex-Union soviétique. « La naissance de Jésus est un événement qui remonte à deux mille ans », a dit le pape,

mais ce n'est pas un événement du passé. Il est d'aujourd'hui et de tous les temps. »

A Lyon, des milliers de fidèles ont également assisté à la messe de minuit célébrée par le cardinal Albert Decourtray à la Halle Tony-Garnier, diffusée par TF1 et RTL. L'abbé Pierre, qui en

raison de son état de santé n'avait pu faire le déplacement, a envoyé un message aux participants rassemblés par l'association lyonnaise Notre-Dame des sans-abri. « Chaque année, a dit Mgr Decourtray, la fête de la naissance de Jésus nous rappelle que notre Sauveur, Marie et Joseph furent des sans-

abri. Mais en cette fin de 1991, avec l'abbé Pierre, nous avons voulu le manifester d'une façon particulière et susciter un nouvel élan en faveur de la trop grande partie de la population qui n'a ni logement, ni argent, ni affection. » De Pékin à la Croatie, en passant par le Pérou, les fidèles ont célébré Noël.

## Messe dans les abris en Croatie

Réfugiés dans une cave depuis plusieurs mois pour échapper aux combats, les enfants écoutent la messe de Noël qu'égrène une bulle à musique. Dehors, les rues d'Ostrog, dévastées par la guerre civile, sont désertes. En ce soir de réveil, l'écho des obus continue de retentir au-dessus de la ville, encore soumise, mardi 24 décembre, à un violent bombardement.

« J'ai envie de pleurer mais je n'arrive pas », confie Ljubic Danicic, installé dans un sous-sol avec son mari, Vladimir, depuis que leur maison a été détruite en septembre. Les enfants, eux, poussent des cris de joie en recevant leurs cadeaux, très modestes. Josipa, cinq ans, affiche un large sourire en croquant dans une pomme. « J'aimerais être à la maison et décorer le sapin. Et puis, le Père Noël me manque, mais j'espère encore qu'il viendra », dit la petite fille, un instant songeuse. Malade, les yeux gonflés par la fatigue d'une journée passée au front, Zvonko, un Croate de vingt-quatre ans, contemple une photo de sa femme et de son fils, Dario. Ils sont restés en Italie, où vivait Zvonko avant qu'il ne s'engage dans

les forces croates, il y a deux mois. A l'extérieur, un vent froid souffle entre les constructions baroques aux fenêtres sans lumière. La rue principale est jonchée d'épaves de voitures incendiées et les rares automobilistes doivent éviter les trous d'obus. Principale ville de Slavonie, riche région agricole limitrophe de la Serbie, Ostrog a été le théâtre de combats parmi les plus sanglants depuis le début des affrontements opposant forces croates et irréguliers serbes appuyés par l'armée yougoslave. — (Reuters)

Une opération Noël des enfants yougoslaves. — Un avion de Médécins du monde s'est envolé, lundi 23 décembre, à destination de Zagreb, chargé de matériel médical, de produits alimentaires, de jouets, de vêtements et autres cadeaux pour les enfants. La même opération sera organisée à Belgrade, en Serbie, pour le Noël des orthodoxes le 7 janvier. L'opération Noël des enfants yougoslaves se poursuit au CCPI1442 Paris. Médécins du monde, 67, avenue de la République, 75541-Paris Cedex 11.

## Le patriarche latin de Jérusalem appelle Palestiniens et Israéliens à la « fraternité des croyants »

An cours de la messe de minuit à Bethléem, où des milliers de fidèles ont fêté la naissance du Christ, Mgr Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem, a appelé à la « fraternité des croyants » les Palestiniens et les Israéliens, qui sont « à la recherche, ardue et difficile, d'une solution de paix. » « Le message de Noël est un message de salut », a ajouté le patriarche. Faisant allusion au couvre-feu en vigueur en plusieurs points de la Cisjordanie, depuis le meurtre, il y a deux semaines, d'un colon israélien, il a établi un parallèle entre le processus de paix en cours et la situation dans les territoires occupés.

« La conférence de paix a commencé, le dialogue a commencé, mais il ne faut pas se précipiter. Il faut attendre que la situation de faiblesse (...) Ceux qui veulent cette terre doivent s'approcher de

Dieu (...). Noël, c'est Dieu qui veut faire de toute personne juive, chrétienne et musulmane sa proche demeure », a conclu Mgr Sabbah.

Pour la cinquième année consécutive depuis le début de l'intifada en décembre 1987, la joie ne s'est pas manifestée lors des festivités de Noël à Bethléem. Les commerçants de la ville n'ont pas répondu à l'appel de la direction unifiée de l'intifada, qui les exhortait à ouvrir leur boutique aux pèlerins relativement nombreux et désireux de redécouvrir la ville de la naissance de Jésus, selon la tradition chrétienne. Ils ont préféré obéir au mot d'ordre de grève lancé par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), de Georges Abacha. De plus, des centaines de soldats et de gardes-frontières avaient été déployés et le secteur bouclé lors des traditionnelles cérémonies religieuses. — (AFP)

## Le régime de Pékin s'inquiète du regain de la foi chrétienne

PÉKIN

de notre correspondant

Les Chinois qui sont chrétiens, et quelques autres qui ne le sont pas, ont célébré la Nativité sous la haute surveillance d'un des derniers régimes communistes du monde, inquiet de voir la religion remporter un succès croissant auprès d'une population pour qui Marx est mort depuis belle lurette.

Les messes dites dans les églises et lieux de culte du continent chinois ont servi de prétexte à rassemblement pour des individus de tous horizons, jeunes dans beaucoup de cas, dont la foi chrétienne recouvre souvent un sentiment d'opposition envers le Parti communiste ou une volonté confuse d'occidentalisation.

Depuis plusieurs mois, les autorités avaient fait craindre des consignes appelant les échelons inférieurs de l'administration à exercer la plus haute vigilance à l'endroit des milieux religieux, qu'ils aient ou non fait allégeance au régime communiste. Un « document numéro six » du comité central du Parti communiste, émis en février, charge les gouvernements provinciaux de déterminer dans quelle mesure les diocèses sont affectés par cette forme de subversion que représente aux yeux du régime la foi religieuse.

Cette liberté de jugement laissée aux autorités locales explique les mesures contradictoires observées dans l'attitude du régime face aux clergés officiels et clandestins. Ainsi a-t-on appris dernièrement la mise en détention de l'évêque de Changzhou dans la province du Hubei qui entoure Pékin. (Le Monde du 25 décembre). Mgr Paul Li Zhenrong, âgé de soixante-deux ans, avait déjà fait de la prison par le passé, comme de nombreux dignitaires chrétiens qui sont régulièrement placés en garde à vue, sans procédure légale, quand la police juge opportuniste de lancer un avertissement à la population chrétienne d'une région.

Plusieurs descentes de police au cours d'offices clandestins ont été signalées ces derniers temps dans les provinces les plus christianisées : le Hebei dans le Nord, le Fujian, le Zhejiang et le Guangdong sur le

littoral. Les autorités ont également expulsé, le plus souvent dans la discrétion, des missionnaires étrangers de diverses Eglises chrétiennes accusés de prosélytisme.

## Solidarité financière

Des sources religieuses extérieures à la Chine populaire confirment que des sommes importantes y sont actuellement introduites par le biais de missionnaires à l'intention des chrétiens de l'Eglise du silence. Cette assistance financière sert non seulement à la construction de lieux de culte, mais aussi à l'amélioration des conditions de vie de communautés entières, notamment dans le domaine de la santé à la campagne. L'apport financier appréciable que cette solidarité chrétienne représente pour le régime communiste explique vraisemblablement la prudence avec laquelle il se débarrasse des missionnaires étrangers jugés trop encombrants, en leur faisant quitter la Chine plutôt que de les emprisonner comme la loi le lui permettrait.

La même attitude et une volonté d'offrir à l'Occident des concessions symboliques devraient le conduire à libérer prochainement trois prêtres chrétiens âgés figurant sur une liste de solennités personnelles religieuses envoyée aux autorités par le secrétaire d'Etat américain James Baker lors de sa récente visite à Pékin.

D'ores et déjà, l'ancien évêque catholique de Baoding (Nord), Mgr Fan Xuyuan, âgé de quatre-vingt-quatre ans, a quitté récemment le camp de travail où il était « en rééducation », selon les assurances données par des hauts responsables à un homme d'affaires américain, M. John Kamm, qui s'est fait une spécialité d'obtenir des concessions de Pékin en matière de droits de l'homme. Mgr Fan, qui aurait été autorisé à regagner son évêché, a effectué plusieurs séjours en prison depuis 1985 pour s'être obstimé à refuser de rejoindre l'Eglise dite « patriotique » de Chine, c'est-à-dire le clergé officiellement approuvé par le régime, fortement infiltré de mouchards communistes.

FRANCIS DERON

## Jésus aux Francs-Moisins

Suite de la première page

Cette prière vient de l'église Saint-Lucien, remplie ce soir d'une foule bigarrée, tirée à quatre épingles et traînant des ribambelles d'enfants à demi-endormis. Magique et dérisoire, le vieux rêve de Martin Luther King retentit, une fois de plus, au milieu de la messe de minuit : « Je fais le rêve qu'un jour chaque Noir, chaque homme de couleur dans le monde entier, sera jugé sur sa valeur personnelle, plutôt que sur la couleur de sa peau... Je fais le rêve que un jour, les portes vides seront remplies et que la fraternité sera un peu plus que quelques mots à la fin d'une prière. »

Fraternité. C'est précisément ce mot qu'ont affiché sur leur porte quatre Petites Sœurs de Jésus — Geneviève, Jacqueline, Maria-Hien venue du Vietnam, Mary du Kenya — qui, elles aussi, ont fait le choix de vivre à la Tour Balzac, l'une des plus hautes (quinze étages) et des plus chaudes des « 4000 », pas loin de l'endroit où le petit Toufik a été assassiné il y a quelques années. Les « frangines » du sixième sont connues et respectées. L'un des jeunes qui « galèrent » devant la cage d'escalier a fait un jour le malin, en se signant à leur passage : « du Père, du Fils... » « Ça gèle », a répliqué son copain, et le Saint-Esprit n'est jamais arrivé.

## Moniales sans monastère

Chez les petites sœurs, viennent échouer les « naufragés » de la cité : la mère maghrébine alcoolique, qu'elles orientent vers une association spécialisée ; les « fins de

droit » ou les « déboutés » ; les réfugiés du Zaïre ; les parents d'un adolescent mort d'une overdose ; ceux d'un gamin qui vient de se suicider. Elles n'ont pas d'autre ambition que d'être des « moniales sans monastère », une petite fraternité chaleureuse et ouverte à tout et à tous. L'hôpital voisin, elles visitent des malades du sida. Elles écrivent à Fleury-Mérogis et ont fort à faire : aux « 4000 », une doctoresse a été agressée, le centre commercial saccagé, une école maternelle en partie incendiée.

Les Francs-Moisins et les « 4000 » sont le « dépôt » de la banlieue nord. C'est là qu'on a vidé, au début des années 60, les bidonvilles de Nanterre, Saint-Denis, La Courneuve, remplis d'Espagnols, de Portugais, d'Antillais. On a agrandi les cités pour pouvoir accueillir les pieds-noirs rapatriés d'Algérie. Mais ceux-ci sont partis, remplacés par les vagues d'immigration toujours plus nombreuses, venues frapper les barres et les tours de La Courneuve : Antillais, maghrabins, Camerounais, Maliens, Pakistanaï, etc. Au total, une quarantaine de nationalités.

## « Pas de vaseline entre les mots »

Aujourd'hui, on rénove à grands frais les escaliers d'immeubles, mais l'agressivité n'a pas désarmé. Sans travail ni formation, les jeunes restent désœuvrés. Les éducateurs sociaux semblent débordés. Les « bédouins » craignent la bavure qui embraserait le quartier. Même modeste, concurrencée par les Témoins de Jéhovah et des sectes qui commencent à fleurir, la présence d'une communauté chrétienne — des religieuses, des prêtres du Prado, des Fils de la Charité, des équipes de catéchèse et d'Action catholique — est appréciée.

Ils font un travail de fourmi pour redonner un tissu et une vie à la cité. Au pied de la Tour Balzac, on réaménage la chapelle de l'Emmanuel, qui sert pour la messe, animée par la chorale africaine, et les « pots » d'amitié entre familles immigrées. Aux Francs-Moisins, les Petites sœurs de l'Assomption réussissent à convaincre les jeunes de K.E.P. (« Casseurs en puissance ») de laver les murs souillés de graffiti. Elles accompagnent, dans la maladie et la mort, Perrine, tétraplégique et aphasique, fille d'une militante communiste. « Ici, on ne met pas de vaseline entre les mots, dit l'une d'elles. On s'entraîne, on écoute la cité, ses rires et ses pleurs, ses mots et ses cris. Une oreille collée à l'Evangile, l'autre à la vie. »

D'origine espagnole, Pilar Cano

aussi est chrétienne, militante au PC et à l'Action catholique ouvrière. Un autre profil. Elle proteste contre les « gros bonnets » de la drogue qui exploitent la misère des jeunes ; contre l'Etat, qui n'investit pas assez dans la formation des adolescents — « Le RMI, c'est la charité » ; — contre les organismes d'HLM, enfin, qui risquent de faire passer dans le loyer la facture de la réhabilitation, au risque d'éloigner une population qui s'était stabilisée. Plus on rénove, plus le quartier s'appauvrit.

Les chrétiens des « 4000 » et des environs sont là, à la sortie de la messe de minuit de Saint-Lucien, quand résonnent encore quelques bribes du sermon de leur prêtre, Robert Jourfrier : « Évacuez la peur... Humanité reconquise. »

HENRI TINOCO



## La Barbie de tous les rêves

LIMA

de notre correspondant

« Quels jouets voudrais-tu pour Noël ? », demande M<sup>me</sup> Fujimori, l'épouse du président, à un enfant de la capitale. La gosse répond : « Des petits gâteaux en forme d'animaux. Comme ça, je pourrai m'amuser d'abord, et manger ensuite... » La caricature d'Alfredo, publiée dans le journal la República, est d'un humour grinçant. Mais la célébration de Noël dans un pays en proie à une exorbitante misère et à la violence a une saveur amère.

Avec leurs grosses bottes, leur houpplande rouge et leur fausse barbe blanche, des extraterrestres déguisés en Père Noël essaient d'attirer la clientèle devant les grands magasins aux devantures tapissées de neige et ornées de sapins, qui exposent les jouets électroniques les plus sophistiqués et les dernières nouveautés les plus exquises. C'est, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, la parade de Miami transportée à Lima. Dans certaines boutiques de luxe, les publicités sont affichées en anglais.

Néanmoins, Lima étouffe sous l'humidité de la chaleur tropicale. Les deux tiers de la population font quotidiennement des efforts surhumains pour remplir la marmite. L'eau est partiellement rationnée. Les cas de déshydratation des bébés se multiplient et un regain de choléra est à craindre, d'autant plus que les pestilences de choléra pour purifier l'eau font défaut.

Dans ces conditions, comment fêter Noël ? « Si j'arrive à vendre trois billets de loterie dans la

journée, je pourrais acheter un panetton, calcule un marchand ambulant. Si j'en vendis cinq, on pourra suivre pendant un chocotat au lait. Mais les temps sont durs, car il y a plus de vendeurs que d'acheteurs. »

## La misère pour 70 % d'habitants

A défaut de pouvoir se remplir l'estomac, treize millions de Péruviens assistent en spectateurs à la fête des autres. Une petite fille de sept ans contemplant, le nez collé à la vitrine d'un magasin, une énorme maison Barbie de plastique rose, luxueusement meublée et équipée ? Elle a travaillé dans la rue pendant une dizaine d'heures pour vendre des feux de Bengale ou du papier cadeau. Elle a gagné au papier cadeau, elle a gagné au feu de Bengale, elle a gagné au papier cadeau. Vers 9 heures du soir, elle emprunte un bus bondé et, après deux heures de route, retrouve son bidonville plongé dans une semi-obscurité, terré dans le sable gris, et sa case de paille.

Si, comme la Petite Fille aux allumettes, elle avait trois vœux à faire, peut-être devrait-elle cracher la première allumette pour que la politique ultra-libérale du président Fujimori améliore le sort des 70 % des habitants du Pérou qui vivent dans une misère totale, assistant au gaspillage des 5 % de nantis et aux efforts désespérés des 25 % restants qui essaient de se maintenir à flot ; la deuxième allumette pour que prenne fin la violence ; et la troisième pour avoir, enfin, le vin rose, comme celle de Barbie.

NICOLE BONNET

## EN BREF

Les quarante Turcs en grève de la faim à Nancy cessent leur mouvement. — Les quarante déboutés du droit d'asile d'origine turque et kurde, qui observaient une grève de la faim dans l'église Saint-Sébastien de Nancy depuis le 12 décembre, ont décidé de cesser leur mouvement mardi 24 décembre. Le préfet de Meurthe-et-Moselle a accepté de suspendre les arrêtés de reconduite à la frontière les concernant et de réexaminer, cas par cas, chacun des dossiers après Noël. Les grévistes de l'Office protestent contre le refus de l'Office de protection des réfugiés et apatrides de leur accorder le statut de réfugiés politiques et justifient leur demande en évoquant « les massacres et la violence terrible, implacable, qui règne au Kurdistan ».

Interpellation de deux Basques expulsés en 1984 au Togo. — Deux Basques de nationalité espagnole, membres présumés de l'EIA-militaire, qui avaient été expulsés en 1984 vers le Togo par le gouvernement français, ont été interpellés, mardi 24 décembre, par la police de l'air et des frontières, lors de leur arrivée à l'aéroport de Roissy. José Miguel Galdos Oronoz « Historias », originaire de Saint-Sébastien, et Angel Castriello Alkalde, originaire de Hernani, auraient quitté la République togolaise, théâtre depuis trois semaines de troubles graves, parce que leur sécurité n'était plus assurée. Les deux hommes seraient assignés à résidence dans la région parisienne.

Deux enfants brûlés dans l'incendie de leur appartement à Rennes. — Un garçon de dix ans est mort, et son frère de dix-sept ans a été très gravement brûlé, mardi matin 24 décembre, à Rennes (Ille-et-Vilaine) d'un violent incendie qui a ravagé leur appartement, au huitième étage d'une tour de la

banlieue de la ville. Le feu, qui s'est déclaré en l'absence des autres membres de la famille sortis faire des courses, a été maîtrisé en un quart d'heure par les pompiers.

Programme d'études spécifiques pour l'algue Caulerpa taxifolia. — L'algue verte d'origine tropicale Caulerpa taxifolia, qui envahit les fonds marins en Méditerranée (Le Monde du 25 décembre), va faire l'objet d'une « réflexion coordonnée pour la définition de travaux de recherche fondamentaux et appliqués », a annoncé l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER). Menée par l'IFREMER, cette réflexion se fera en liaison avec les laboratoires universitaires, le CNRS et l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). Un comité de coordination regroupant administrations, professionnels de la mer et scientifiques, sera prochainement mis en place.

Rectificatif. — Dans les pages « Sciences-Médecine » du Monde daté 25 décembre, une regrettable confusion s'est produite pour la légende de la photo qui illustrait l'article d'Yvonne Rebeyrol, « Les nouvelles Merveilles ». La photo publiée représentait le « Christ », gravure repérée et connue depuis les premiers relevés du siècle dernier, et elle n'a pas été faite par Emilia Masson. L'illustration de l'article aurait dû être celle du « masque de pierre », grande paroi rocheuse sculptée par la nature en figure humaine, repérée et photographiée l'été dernier par Emilia Masson, reproduite en petit par la gravure du « Christ ». Nous publions une des photos du « masque de pierre » prises par Emilia Masson dans les prochaines pages « Sciences-Médecine » datées 1<sup>er</sup> janvier 1992.



## BILLET

## « Ça se passe comme ça chez McDonald's »

La chaîne de restauration rapide McDonald's fait appel à des jeunes, le plus souvent étudiants, pour tenir les emplois d'équipiers dans ses établissements. Il s'ensuit un turnover important, les effectifs étant continuellement renouvelés.

Pour tenir compte de cette situation, l'inspection du travail a, dans le Rhône, ramené d'un an à six mois les conditions d'ancienneté nécessaires afin de rendre possible l'élection de délégués du personnel. Mais, pour M. Ludovic Lagris, cela n'a pas été suffisant. Embauché à mi-temps au salaire horaire de 33,10 francs, en juin, par le restaurant McDonald's de Champagne-au-Mont-d'Or, il vient d'être licencié. Or, il aurait vraisemblablement été le seul candidat aux élections professionnelles demandées par le syndicat CFDT du commerce et des services. Un protocole en ce sens avait été envoyé à la direction, en novembre, auquel il n'a pas été répondu. L'affaire, bien entendu, a été portée devant le conseil des prud'hommes.

La mésaventure de M. Ludovic Lagris est exemplaire. Étudiant de vingt-trois ans, en instance de départ pour le service militaire après l'obtention d'un BTS de maîtrise de l'eau en agriculture, il recherchait une activité d'appoint. Comme de nombreux jeunes dans son cas, il a été attiré par les publicités de McDonald's, qui s'adressent explicitement à ce public.

Les relations entre l'employeur et l'équipier se sont dégradées après que celui-ci eut demandé un rappel de salaire sur le mois de juillet, puis soulevé un certain nombre de questions d'intérêt général. Il réclamait l'utilisation d'une machine à laver les vêtements professionnels et le versement des primes dues, selon la convention collective, lorsque le salarié doit regagner de nuit son domicile.

Invokant « fraude au pointage, escandale et insubordination », l'employeur l'a finalement licencié « pour fautes graves ». « Ça se passe comme ça chez McDonald's », tout au moins à Champagne-au-Mont-d'Or — comme le dit le slogan-maison.

GÉRARD BUÉLAS

## La consommation de produits manufacturés a légèrement baissé en novembre

La consommation des ménages en produits manufacturés a légèrement baissé en novembre après la forte hausse enregistrée en octobre. Elle se situait le mois dernier au même niveau qu'il y a un an à la même époque.

La baisse de novembre a été de 0,6 %. Elle suit une progression de 4,2 % enregistrée en octobre par rapport à septembre. Dans le secteur des biens durables, la consommation a progressé dans presque tous les secteurs, à l'exception de l'électroménager. Les achats d'électronique grand public, notamment, se sont situés à un niveau assez élevé. Ceux de meubles progressent également, mais n'ont pas encore retrouvé leur niveau du début de l'année. Les achats de textile et vêtements se situent à un niveau moyen.

Les achats d'automobiles, particulièrement faibles en octobre, augmentent légèrement en novembre, tout en restant inférieurs au niveau moyen des trois premiers trimestres. Le taux de pénétration des marques étrangères a fortement augmenté, passant à 40,3 % contre 36,8 % en septembre-octobre.

## Pour se conformer aux règles sanitaires communautaires

## Les ostréiculteurs du littoral atlantique doivent consentir de gros investissements

Six cent vingt-six millions de francs : tel serait le prix à payer par la conchyliculture d'Aquitaine, de Poitou-Charentes et des Pays de la Loire, productrice des deux tiers des huîtres françaises, pour se moderniser et se conformer aux normes sanitaires européennes. Ce chiffre a été établi par l'Association du grand littoral atlantique (AGLIA), émanation des trois régions concernées.

## BORDEAUX

de notre correspondant

A elles trois, elles fournissent 80 000 tonnes d'huîtres et 18 000 tonnes de moules, soit respectivement 65 % et 36 % de la production française. Les ostréiculteurs du bassin de Marennes-Oléron élèvent à eux seuls 40 % de la production française. Dans leurs étroites « cabanes » ostréicoles de bois, bien des professionnels travaillent aujourd'hui dans des conditions inadéquates. Les deux tiers des exploitations sont de très petites tailles.

A ces handicaps, s'ajoute une moyenne d'âge élevée. La succession des ostréiculteurs qui exercent un métier difficile, exposé aux intempéries, n'est pas toujours assurée. On s'accorde en général à estimer que la profession perdra la moitié de ses membres dans les années à venir.

## Du « label rouge » à l'appellation contrôlée

Par ailleurs, le marché a évolué. Aujourd'hui, les ostréiculteurs sont fortement tributaires des ordres de la grande distribution, ce qui a pour effet de réduire leurs marges. Cette année, la production sera inférieure de 20 % à la moyenne. Les éleveurs, donc, devraient en bénéficier et voir les prix (qui stagnent) légèrement remonter. En revanche, les ostréiculteurs qui pratiquent la vente au détail, comme sur le bassin d'Arcachon, devraient être peu concernés par cette petite hausse.

Les responsables conchylicoles sont désormais convaincus que leur profession doit s'adapter. A Marennes-Oléron, une trentaine de professionnels disposent depuis

trois ans d'un « label rouge » qui leur garantit des prix plus élevés. Le syndicat des affruteurs expéditeurs de Marennes-Oléron souhaiterait décrocher une appellation d'origine contrôlée pour les huîtres du bassin. Mais cette démarche est controversée. En effet, une grande partie des huîtres de Marennes-Oléron sont élevées en Bretagne avant d'être affinées dans les claires de Marennes où elles acquièrent leur couleur caractéristique. L'appellation d'origine contrôlée ne pourrait donc être totalement justifiée.

Les ostréiculteurs doivent aussi s'adapter pour répondre à la directive communautaire de juillet 1991, relative à la production et à la mise sur le marché des coquillages, qui impose de nouvelles normes sanitaires.

L'AGLIA a constaté que les défauts de conformité ainsi que les problèmes techniques sont assez fréquents. Il ressort de son diagnostic qu'il faudrait raccorder les établissements au réseau d'eau potable et d'assainissement, les doter de sanitaires, améliorer les outils de travail et les locaux mais également améliorer les ports. A Marennes-Oléron, il faudrait entreprendre une « réadaptation lourde » des deux ports du Château-d'Oléron et du Chapsus. Les trois régions de l'AGLIA ont adopté le principe d'une harmonisation des interventions et de démarches communes, notamment auprès de la Commission de Bruxelles, afin d'obtenir des crédits pour financer une partie des 626 millions de francs nécessaires à cette modernisation.

Trois « projets pilotes » bénéficient d'ores et déjà d'un cofinancement communautaire. Il s'agit d'une étude de la relance de l'activité conchylicole dans le secteur de Pen-Bé (Pays de la Loire), de la création d'un plan d'occupation des sols des marais pour définir les zones constructibles à des fins aquacoles en Poitou-Charentes. Enfin, en Aquitaine, le port ostréicole de Gujan-Mestras, dans un secteur où la cohabitation avec l'immobilier touristique ne fait pas toujours bon ménage, pourrait être restructuré « de façon exemplaire ». En tout état de cause, l'intégralité du programme ne pourrait être réalisée avant 1996.

GINETTE DE MATHA

## Avec des réductions d'effectifs à la clef

## Plusieurs études annoncent des années très difficiles pour l'industrie automobile européenne

Dans la foulée de l'annonce des purges effectuées par General Motors aux États-Unis (le Monde du 20 décembre), les récentes études publiées sur l'avenir de l'industrie automobile européenne ajoutent leurs notes pessimistes à la morosité des marchés.

Les études conjoncturelles consacrées à l'industrie automobile française et européenne se suivent et se ressemblent par leur pessimisme. L'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) a ainsi remis à la Commission de Bruxelles, vendredi 20 décembre, un rapport consacré à la compétitivité de l'industrie automobile européenne. En rendant public un résumé de son étude, l'ACEA — qui regroupe quatorze constructeurs européens dont General Motors Europe et Ford Europe, à l'exclusion de PSA —, a notamment déclaré qu'elle prévoyait d'importantes compressions d'effectifs d'ici à la fin de la décennie.

Cette analyse a été transmise à Bruxelles quelques jours seulement après la publication, mercredi 18 décembre, des projections annuelles de l'Observatoire de l'au-

tomobile, organisme de prévisions de la société française de crédit Cogica (Compagnie bancaire). Même morosité dans des termes pour les moins alarmistes, l'étude prévoit en effet des années difficiles pour l'automobile européenne : les constructeurs « vont devoir lutter pour leur survie », dans une « lutte qui sera épuisante ». En outre, la Cogica annonce des « dégradations croissantes » pour les réseaux de distribution européens : l'Observatoire rappelle en effet que le marché américain, avec moins de 9 millions de véhicules, compte 25 000 distributeurs alors que l'Europe en totalise 60 000 pour un marché de 13,2 millions de voitures.

## Aides aux constructeurs

« Il faut s'attendre à d'importantes réductions dans les effectifs de la construction automobile et des fournisseurs de pièces détachées au cours des huit prochaines années », souligne pour sa part le rapport de l'ACEA. Pour le seul secteur des pièces détachées, l'association estime le montant de ces réductions à 200 000 personnes, soit 22 % des effectifs actuels.

En conclusion, évoquant notamment la forte concurrence japonaise

en Europe, le rapport presse la CEE de débloquer des aides pour assurer la reconversion des salariés concernés et encourager des nouvelles initiatives entre constructeurs. Cette demande de soutien s'accompagne en outre d'une critique de la politique de Bruxelles en matière de concurrence : les auteurs estiment en effet que la CEE ne doit pas se limiter dans ce domaine à des pratiques de surveillance et de contrôle.

Ces reproches sont formulés alors même que la Commission de Bruxelles a annoncé, mercredi 18 décembre, l'ouverture de plusieurs enquêtes sur les aides publiques dans les secteurs de l'ex-RDA et à Berlin, destinées notamment à l'industrie automobile allemande. Ces enquêtes portent sur les aides publiques des autorités allemandes pour soutenir les investissements dans l'ex-RDA des trois constructeurs Volkswagen, Opel et Mercedes-Benz. Prévoyant l'assemblage de leurs véhicules dans des anciennes usines de Trabant, de Wartburg et d'IFA, ainsi que la construction ultérieure de nouvelles unités de production, les trois constructeurs envisagent en effet d'investir au total 7 milliards de deutschemarks (2,8 milliards de francs) dans l'ex-RDA.

OLIVIER PIOT

## Nouvelle hausse des commandes de biens durables aux États-Unis

Les commandes de biens durables passées aux entreprises américaines, bon baromètre de l'évolution prochaine de l'activité dans le secteur industriel, ont progressé de 1,2 % en novembre, enregistrant ainsi leur deuxième hausse mensuelle consécutive, a annoncé mardi 24 décembre le département américain du commerce.

C'est la première fois depuis avril et mai derniers que les commandes de biens durables augmentent pendant deux mois consécutifs. La nouvelle hausse des com-

mandes notée le mois dernier a agréablement surpris les experts, qui tablèrent sur un repli d'environ 1,5 %. En laissant présager une certaine reprise de l'activité dans l'industrie, elle constitue une bonne nouvelle pour l'économie américaine, confrontée à une croissance anémique ou même légèrement négative. Le 23 décembre, le département du commerce avait déjà annoncé une forte reprise des dépenses de consommation en novembre. Celles-ci ont progressé de 0,7 %.

## La crise du logement et la récession en Grande-Bretagne

## Le gouvernement de M. Major est confronté à l'explosion des saisies immobilières

44 000 saisies immobilières en 1990, environ 80 000 en 1991, davantage sans doute l'année prochaine : la crise du logement, liée à la récession économique, fait des ravages en Grande-Bretagne. Elle oblige le gouvernement, inquiet des conséquences électorales, à lancer un véritable plan de secours pour tenter de freiner la multiplication de ces « faillites individuelles ».

## LONDRES

de notre correspondant

La crise, bien sûr, mais aussi plus de dix ans de politique conservatrice pour encourager l'accession à la propriété, et surtout, peut-être ce tempérament britannique qui considère le « home » — ce chez soi — comme la valeur cardinale, expliquent ce réveil brutal : la question des « repossessions » (les saisies immobilières), longtemps considérée comme un drame humain inévitable mais marginal, est devenue un problème politique brûlant, et constitue un risque majeur pour le gouvernement à quelques mois des élections parlementaires.

Les Britanniques sont une nation de propriétaires (77 % d'entre eux possèdent leur logement, contre 54,4 % des Français). Cet attachement viscéral à l'acquisition du logement individuel est aussi un symbole d'indépendance et la marque d'un statut social. Pour y accéder, un nombre croissant de foyers se sont endettés au-delà de leurs capacités de remboursement. Ils y ont été encouragés au début des années 80 par la philosophie économique et sociale de M<sup>rs</sup> Thatcher, qui prônait le « droit d'acheter ».

La récession économique n'a pas altéré ce credo libéral : le premier ministre M. John Major, a défini sous forme de slogan la plate-forme politique de son parti : « le pouvoir de choisir, le droit de posséder ». Cependant, confronté à une véritable explosion du nombre des saisies, et à la campagne lancée par l'opposition pour le rétrocontrôle du crédit, le gouvernement a décidé de réagir. Il a fait de façon précoce en lançant une

sorte d'ultimatum aux sociétés de construction, lesquelles ont été sommées, le 16 décembre, de proposer des solutions pour alléger la charge financière des familles obligées de quitter leur maison.

Les causes de cet engorgement du crédit dans lequel sont tombés les propriétaires, sont multiples : le chômage étant souvent un facteur décisif (le revenu ne permet plus d'honorer les traites), ainsi que l'écroulement de la cellule familiale. Beaucoup d'emprunteurs ont, d'autre part, tablé sur l'expansion du marché immobilier, et ont investi — grâce à une hypothèque — dans des affaires que la récession a transformées en faillites. D'autres enfin ont été victimes du piège de la consommation par carte de crédit, et ont laissé s'accumuler les échéances de prêts hypothécaires, dont les taux d'intérêt (souvent variables au cours du contrat, outre-Manche) ont augmenté depuis 1988.

Environ 5 millions de Britanniques sont confrontés à des problèmes sérieux d'endettement, et 800 000 familles sont concernées par les arriérés d'hypothèques. Cette tendance s'est brusquement accélérée avec la récession économique : alors que 3 500 saisies immobilières étaient recensées en 1980, leur nombre passait à 44 000 en 1990, à 80 000 cette année, et pourrait dépasser 100 000 en 1992. Certes, 80 000 « repossessions » ne représentent qu'environ 1 % des quelque 8 millions de Britanniques qui ont hypothéqué leur maison, mais le retard des arriérés ne cesse de s'accroître : 260 000 personnes ont plus de six mois de retard de paiement.

## Paiement direct aux prêteurs

Différentes mesures ont été prises pour alléger la charge financière des ménages à la mer d'une saisie ou déjà expulsés. Les principales sociétés de construction, ainsi que les banques, ont dû répondre à l'appel du gouvernement, et se sont engagées à consacrer environ 750 millions de livres (7,5 milliards de francs) à un plan de sauvetage des hypothèques : les grandes sociétés de construction — comme Halifax, Abbey National ou W. Woolwich — vont racheter les propriétés menacées de saisie (soit en leur nom propre, soit au profit des associations de logement). Les occupants restent dans leurs murs mais, de propriétaires, ils deviennent locataires. Leur loyer sera bien sûr moins élevé que leurs traites hypothécaires et ils pourront, d'autre part, bénéficier des allocations gouvernementales de logement.

En échange, et à la demande des organismes de prêt, le gouvernement s'est engagé, au 1<sup>er</sup> décembre, à légiférer dès le début de l'année afin de prévoir le paiement direct aux organismes de prêt — et non plus aux emprunteurs — des aides gouvernementales, ce qui garantira une partie des remboursements. 310 000 propriétaires dépourvus d'emploi reçoivent actuellement une aide au revenu, celle-ci étant souvent utilisée pour d'autres dépenses que les remboursements d'emprunts. Les banques et les institutions financières victimes des défauts de remboursement des prêts hypothécaires affirment avoir perdu près de 1 milliard de livres cette année, les pertes des compagnies d'assurances s'élevant, selon des experts de la City, à quelque 3 milliards de livres. Le gouvernement a, d'autre part, annoncé un allègement d'impôts d'une durée de huit mois constitué par une exemption de latence de 1 % sur les propriétés.

Cette mesure est censée favoriser l'accession à la propriété (en moyenne, les acheteurs économisent 600 livres, soit 6 000 francs), redynamiser le marché et, selon le chancelier de l'Échiquier, permettre d'éviter quelque 40 000 saisies l'année prochaine. La plupart des associations doutent fortement d'un tel résultat, estimant que (au mieux) cela permettrait d'éviter — ou de retarder — 25 000 saisies. Elles dénoncent, d'autre part, le caractère fortement électoraliste d'une mesure

qui arrivera à échéance peu de temps après le scrutin parlementaire. Or tout porte à croire que la crise du logement va être durable. Alors qu'au début de l'année de nombreux experts annonçaient une progression de l'ordre de 5 % du marché immobilier, le prix des maisons a chuté d'environ 2,5 % cette année. Ce climat de morosité (accentué par la montée du chômage) participe à l'absence de relance par la consommation et retarde de facto la reprise économique.

La plupart des économistes sont maintenant convaincus que la reprise ne se fera pas sentir en Grande-Bretagne avant le milieu de l'année prochaine. D'ici là, le gouvernement conservateur de M. Major doit à tout prix, s'il veut conserver le pouvoir, désamorcer la « bombe des repossessions ».

LAURENT ZECCHINI

## MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 24 décembre  
A deux doigts d'un nouveau record

Pour la deuxième journée de suite, la hausse a été au menu, mardi 24 décembre veille de Noël, à Wall Street. Sans atteindre l'ampleur prise la veille (+ 3 %), elle a été d'excellente qualité. En séance, l'indice Dow Jones des industrielles devait même battre son record absolu d'altitude en dépassant la barre des 3 077,16 points touché le 18 octobre dernier pour la première fois de l'histoire. Il ne réussit toutefois pas à maintenir tous ses avances pour s'établir en clôture à la cote 3 050,98, soit à 28,40 points (+ 0,94 %) au-dessus de son niveau précédent. Le bilan général a été encore meilleur que ce résultat, puisque sur 2 142 valeurs traitées, 1 284 ont gagné, 429 sont restées en baisse et 449 n'ont pas varié.

Les investisseurs ont encore eu droit à un joli cadeau, puisque après la baisse des taux et la hausse des dépenses de consommation, ils ont appris que les commandes de biens durables passées aux entreprises américaines en novembre avaient augmenté de 0,7 % pour la deuxième fois consécutive. Il s'agit là d'une excellente surprise puisque les experts tablèrent sur une baisse d'environ 1,5 % de cet indice considéré comme un bon baromètre de l'évolution industrielle. Du coup, les opérateurs, qui n'avaient pas participé à la hausse précédente, se sont mis de la partie. L'activité a été particulièrement importante pour une séance du 24 décembre, réduite de surcroît de deux heures pour cause de réveil. Au total, 162,30 millions de titres ont changé de mains quand, en pareilles circonstances, il ne s'en fait guère plus de 80 millions.

VALEURS	Cours de 23 déc.	Cours de 24 déc.
Alcoa	82	84 1/4
AT&T	38 1/8	38 3/8
Bell	46 1/8	46 3/8
Chemical Bank	18 3/4	17
Du Pont de Nemours	43 3/8	46 7/8
General Electric	58 1/8	58 1/2
IBM	112	112 1/2
Johnson & Johnson	72 1/2	72 1/2
General Motors	29 1/8	29 3/8
Goodyear	46	46 3/4
IBM	89 1/4	89 1/4
ITT	52 3/8	53 3/8
McDonald	38 1/8	37 1/4
Pfizer	78 1/4	77 1/8
Schlumberger	68 1/8	67 1/4
Texas	95 3/4	98 1/8
U.S. Steel	127 3/4	141 1/2
Union Carbide	60 3/8	60 1/4
United Tech.	51 5/8	52 1/2
Westinghouse	15 1/8	15 3/8
Woolworth	48	47

## TOKYO, 25 décembre

## Flambée de hausse

Pour la première fois depuis le 17 décembre dernier, une véritable flambée de hausse s'est produite au Kabuto-cho mercredi 25 décembre. Bien amorcé dès l'ouverture, le mouvement n'allait pas cesser de s'amplifier. A mi-séance, l'indice Nikkei enregistrait déjà une avance de 419,75 points (+ 1,94 %). A la clôture, il s'élevait à la cote 22 461,17 avec un gain de 796,64 points (+ 3,68 %).

L'encouragement à remonter est bien entendu venu de Wall Street. Mais des rumeurs ont également circulé sur le parquet nippon sur un très prochain abaissement du taux de l'escompte (4,80 ramené de 5,5 % à 5 %) le 14 novembre dernier sur décision du nouveau premier ministre, M. Miyazawa.

L'activité est toutefois restée modeste et, comme la veille, les échanges ont porté sur 240 millions de titres.

VALEURS	Cours de 24 déc.	Cours de 25 déc.
Alcoa	82	717
AT&T	38 1/8	1 020
Bell	46 1/8	1 400
Chemical Bank	18 3/4	2 380
Du Pont de Nemours	43 3/8	1 370
General Electric	58 1/8	545
IBM	112	1 410
Johnson & Johnson	72 1/2	1 470



## COMMUNICATION

## La Cinq, trois scénarios pour neuf juges

Mission impossible pour le CSA. Le sort de la chaîne contrôlée par Hachette révèle toutes les contradictions du paysage audiovisuel français

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est dans la nasse. Il doit décider du sort d'une chaîne en quasi dépôt de bilan, La Cinq, tout en sachant qu'il ne sortira pas indemne de l'opération. Une fois de plus, toute décision fera la preuve que nul ne peut réformer un élément du système audiovisuel sans compliquer plus encore le jeu global. Entre la volonté du gouvernement de contraindre les chaînes à produire du contenu et les préoccupations uniquement économiques des diffuseurs, entre les impératifs de la concurrence et ceux de la réglementation, entre le mécontentement des téléspectateurs et celui des journalistes aux commandes du journal de La Cinq, la position d'arbitre du CSA est pour le moins inconfortable. Comme à l'habitude, les critiques seront nombreuses. Que peut faire le CSA ?

Trois scénarios sont possibles.

1 - Le retrait de la concession.

Le premier consiste à considérer que la France étant un pays de droit, le CSA examine les conditions qui fondaient l'autorisation d'émettre de Hachette et estime qu'elles ne sont plus réunies. Après débat, il retire la concession. La décision témoigne d'un certain courage de la part du CSA. Contre Hachette, un groupe porté sur les fonts baptismaux par le gouvernement Rocard pour faire contrepoids à la puissance triomphante de TF1, le CSA prend sur lui de faire respecter sa propre réglementation. Du coup, cette instance, qui passe pour une éponge soumise aux multiples pressions des diffuseurs comme à celles du gouvernement, en sort reconstruite.

Après trois ou quatre mois de querelles juridiques, la solution de M. Jack Lang s'impose alors : La Cinq cesse d'émettre, et son réseau hertzien est attribué à la future chaîne culturelle franco-allemande. Le canal 35 du réseau multivilles prévu pour la Sept devient alors vacant et peut être attribué à la chaîne musicale du câble. Politiquement, la solution est magnifique : finies les séries italo-américaines, vive la culture française ! Mais d'autres problèmes se posent qui relèvent cette fois du gouvernement : où prendre les 2 milliards de francs nécessaires au fonctionnement de la chaîne culturelle ? Comment affronter l'inévitable chute d'audience, par rapport à l'actuelle Cinq ?

En éjectant Hachette, le CSA change par là même de politique. Vis-à-vis de l'ensemble du secteur privé, il se positionne en gendarme tatillon. Finies les ruses de M6 avec la réglementation, terminées les ruses de TF1. Les amendes pleuvent, sans parler des procès. L'heure n'est plus à la négociation mais au respect des règles.

Au plan financier, c'est l'éclaircie. La disparition de La Cinq libère environ 1,8 milliard de

francs d'investissements publicitaires (chiffre brut qui ne tient pas compte des commissions aux centrales d'achat). Comme l'explique M. Pierre Wiehn, consultant en programmes, « l'investissement publicitaire global dépend d'abord de la capacité à investir des entreprises. Le nombre des chaînes de télévision ne joue aucun rôle en la matière ». Tous les publicitaires sont d'accord : la manne de La Cinq se répartirait donc en fonction du marché : soit un milliard pour TF1 (ce qui lui permettrait de payer ses amendes), 500 millions pour A2, FR3, 250 à 300 millions pour M6 et le reste sur Canal Plus.

La disparition de La Cinq pose en revanche deux problèmes insolubles : primo, le secteur de la production, qui bénéficiait de 1 milliard de francs d'investissements, est directement pénalisé. De nombreuses sociétés déposent leur bilan et la Société française de production est elle-même durement affectée. « Nous travaillons beaucoup pour La Cinq », reconnaît M. Jean-Pierre Hoss, PDG de la SFP. Sa disparition créerait des problèmes pour l'ensemble du secteur. » Certes, une partie des flux publicitaires libérés par La Cinq pourrait bénéficier à la production, mais, tous les experts s'accordent à le dire, de manière marginale. Secundo, un redoutable problème politique émerge. TF1, qui domine déjà le pôle privé de la télévision, devient plus riche et plus puissant que jamais. Le gouvernement, qui croit - à tort ou à raison - que la chaîne de Francis Bouygues milite contre lui, se retrouve avec le même problème qu'avant Hachette : quel contre-pouvoir face à TF1 ?

Ces deux derniers arguments ne peuvent pas être absents du raisonnement du CSA et militent contre une solution d'éviction simple.

2 - Le « reformatage » proposé par Hachette est accepté.

Selon une deuxième hypothèse, le CSA, doté depuis le 22 décembre du pouvoir de modifier en fonction des horaires l'obligation de diffusion de 50 % d'œuvres d'origine européenne, dont 40 % d'œuvres d'expression française aux heures de grande écoute, accepte le « reformatage » proposé par la direction d'Hachette. Les 576 salariés - dont les quatre cinquièmes de la rédaction - sont licenciés. Les quatre journaux télévisés sont vidés de leur substance, et la rédaction d'Europe 1 vient au secours de La Cinq. Globalement, la programmation est réorientée non plus en compétition avec TF1 mais en fonction d'autres paramètres, comme celui d'un public « urbain » jeune, selon l'expression d'un publicitaire.

Les avantages de cette solution sont de prime abord satisfaisants. Le secteur de la production continue de bénéficier des investissements promis par Hachette (plus

de 1 milliard de francs en 1992), et surtout les téléspectateurs boulimiques de séries ne sont ni frustrés ni désorientés. Pas d'écran noir ni de météore culturelle franco-allemande. A l'approche des élections, le gouvernement évite de mécontenter une partie des téléspectateurs.

Le CSA, en revanche, qui pâtit déjà d'une crise globalement négative, ne s'en relève pas. Le dépôt de bilan de La Cinq - avec un déficit plus ou moins grossier - apparaît alors comme une manœuvre de la part d'un groupe de presse multimédia, pour revenir sur ses engagements et forcer la main du CSA. Cette institution, dont le fondement est le respect de la réglementation, est considérée comme ayant failli à sa mission principale. Les conséquences en sont incalculables : TF1, M6, et pourquoi pas le secteur public (A2, FR3), n'ont plus aucune raison de respecter les quotas obligatoires de diffusion et la réglementation.

Le paysage audiovisuel, déjà anarchique, plonge alors vers la déréglimentation. Le gendarme étant déconstruit, la concurrence entre les chaînes reprend de plus belle. Les commandes à la production sont annulées au profit des achats à l'étranger, les accords passés avec l'industrie cinématographique sont dénoncés au grand dam des producteurs et réalisateurs français. Le gouvernement n'a pas le choix : il laisse faire, ou bien il intervient directement. Dans les deux cas, le prix à payer est élevé.

Ce deuxième scénario - peut-être exagérément apocalyptique - peut conduire le CSA à élaborer une solution intermédiaire.

3 - Hachette refait sa copie.

Selon une troisième hypothèse, enfin, le CSA rejette le « reformatage » de MM. Jean-Luc Lagardère et Yves Sabourat et redemande au groupe Hachette de refaire sa copie. Au terme de négociations laborieuses, la liste des licenciés se réduit quelque peu, les investissements de La Cinq dans la production sont peu ou prou maintenus, et la part de l'information en sort renforcée. En échange, les quotas sont allégés et les amendes pour infractions mineures se font rares.

Cette solution a le mérite d'éviter tout bouleversement du secteur audiovisuel. Autrement dit, de reporter à plus tard toute remise à plat. Mais le déficit de La Cinq est tel aujourd'hui que des demi-mesures risquent d'empêcher un retour rapide à l'équilibre. La chaîne de Jean-Luc Lagardère, pour survivre, se voit donc condamnée à promettre à nouveau - pour ne pas tenir ses engagements plus tard. Chacun le sait, et l'image du CSA n'en sort pas grandie. Chaque diffuseur peut alors en conclure qu'il est toujours possible de s'arranger avec la loi. La contestation de la réglementation est alors légitimée, et les conflits de toutes les chaînes entre elles et contre le CSA se multiplient.

Le quasi dépôt de bilan de La Cinq représente, en tout cas, une épreuve de vérité pour l'ensemble des acteurs. A commencer par les politiques, qui ont accumulé en dix ans toutes les bêtises sur ce secteur économiquement naif (20 à 25 milliards de francs de chiffre d'affaires) mais politiquement stratégique.

ARIANE CHEMIN  
et YVES MAMOU

## AGENDA

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 24 décembre :

- N° 91-1285 du 21 décembre 1991 modifiant la loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation et visant à permettre la représentation des élèves des lycées au Conseil supérieur de l'éducation.

- N° 91-1288 du 21 décembre 1991 autorisant la ratification de l'accord en matière de brevets communautaires, ensemble la convention relative au brevet européen pour le Marché commun (convention sur le brevet communautaire) et un règlement d'exécution, le protocole sur le règlement des litiges en matière de contre-

façon et de validité des brevets communautaires (protocole sur les litiges), le protocole sur les privilèges et immunités de la cour d'appel commune, le protocole sur le statut de la cour d'appel commune, ainsi que la ratification du protocole relatif à une éventuelle modification des conditions d'entrée en vigueur de l'accord en matière de brevets communautaires.

## UN DÉCRET

- N° 91-1293 du 23 décembre 1991 pris pour l'application de l'article 85-III de la loi de finances pour 1989 (n° 88-1149 du 23 décembre 1988) et relatif à l'indemnité représentative de logement des instituteurs.

## PARIS EN VISITES

## JEUDI 26 DÉCEMBRE

« Exposition : Munch et la France », 10 heures, parvis du Musée d'Orsay, à l'échelle (Mme Cazeau).

« Le site de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Hausmann », 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris surtois).

« L'Opéra Bastille », 10 h 30, métro Bastille, sortie rue de la Roquette (Paris et son histoire).

« Exposition : Les amours des dieux », 13 heures, Grand Palais, entrée de l'exposition (P.-Y. Jassier).

« L'Opéra Garnier, des dessous mystérieux aux fêtes de l'escalier et des foyers », 13 h 15, dans le vestibule, statue de Lully (Visite pour les jeunes-Monuments historiques).

« Exposition : Munch et la France », 13 h 15, 1, rue de Bellechasse (M.-C. Lasserre).

« Les concubines », 14 h 30, sortie principale métro Denfert Rochereau (Tourisme culturel).

« Rodin et Camille Claudel au musée Rodin », 14 h 30, 77, rue de Varenne (C. Mial).

« Hôtels et église de l'île Saint-

Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Ruines et cours méconnues du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Cadoudan (Mme Cazeau).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 40, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris surtois).

« Les ateliers de la manufacture des Gobelins » (limité à trente personnes), 14 heures et 15 heures, 42, avenue des Gobelins.

« La thème de la Nativité à travers les sculptures et les peintures de Notre-Dame de Paris », 15 heures, façade principale, devant le portail central (Monuments historiques).

« Hôtels célèbres du Marais et autres trésors », 15 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lunbo-Vielles).

« La Sorbonne, histoire de l'université et du Quartier latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Exposition Géricault », 15 heures, Grand Palais, entrée de l'exposition (P.-Y. Jassier).

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5680

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

## HORIZONTALEMENT

1. Se fait parfois dans les grandes largesurs. - II. Au mieux de leur forme. - III. De jolies dents. - IV. Partie de bateau. Ne conserve pas. - V. Une masse de glace. - VI. Peut être versé après le dessert. - VII. Attrape familièrement. Preneur de son. - VIII. Certaines sont recouvertes d'une coiffe. - IX. Sont là pour prouver qu'il peut y avoir des lacunes dans une acedémie. - X. Couvertures comme certaines toiles. - XI. Préposition. Est fragile quand elle est petite.

## VERTICALEMENT

1. Risque de faire du mauvais

travail quand elle a perdu la boule. - 2. Peut courir sur le haricot. Quand il est parfait, c'est qu'on a bien descendu. - 3. Des femmes à qui les défilés n'échappent pas. - 4. Nourrit un dieu. Ses paroles bleues dans le noir. - 5. Se metait en boule pour les hommes. Comme un chien qui apporte un peu de lumière. - 6. Cri de chasseurs. Utile quand on a peur des piqures. Possessif. - 7. D'un auditeur. Peut récompenser celui qui a bien tourné. Pronom. - 8. Quand elle est saine, il y a un bon équilibre. Un bruit qui ne se propage pas sans fondement. - 9. Préposition. De Chine, c'est la reine-marguerite. Pronom.

## Solution du problème n° 5679

## Horizontalement

I. Sponsor. - II. Tirol. R. - III. Rôti. Élan. - IV. Inertie. - V. Étas. - VI. Tâle. Ur. - VII. Er. Averti. - VIII. Amour. Out. - IX. Sic. Ost. - X. Et. Mutin. - XI. Sédiments.

## Verticalement

1. Strip-teases. - 2. Pion. Ennemi. - 3. Orteil. Oc. - 4. Noir. Eau. Ml. - 5. St. Té. Vroom. - 6. Oreille. Sta. - 7. Lei. Rodin. - 8. Ra. Tutu. Nt. - 9. Sincérité.

GUY BROUTY

## Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67

## Le Monde-RM

ENTREPRISES  
à 22h15 sur RTL

Mercredi 25 décembre :  
En raison des fêtes de Noël,  
il n'y a pas d'émission.

Jeudi 26 décembre :  
Jean-Paul Charpentier,  
PDG de la société Léo.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Gulu, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Jacques Amalric, Thomas Ferenzi  
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1982)  
André Laurens (1982-1986), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-60-30-10

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourme, gérant.

Reproduction interdite de tout article,

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Impression

du « Monde »

12, r. M.-Gambourg

94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif

FRANCE

3 mois

6 mois

1 an

400 F

800 F

1 600 F

571 F

1 123 F

2 086 F

790 F

1 500 F

2 900 F

ÉTRANGER : par voie

sérieuse tarif sur demande.

Pour vous abonner,

renvoyez ce bulletin

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en

indiquant leur numéro d'abonnement

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

## CARNET

## Décès

- M. et M<sup>me</sup> André Arfan,  
M<sup>me</sup> Ariane Ete,  
ses enfants,  
Emmanuelle et Alexandra Chetrit,  
ses petites-filles,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean ETE,  
croix de guerre 1939-1945,  
survenu le 19 décembre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le 27 décembre, à 14 h 30, en l'église  
de Tourneville (Calvados), suivie de  
l'inhumation auprès de son épouse.

M<sup>me</sup> Marcelle ETE.

Des dons peuvent être adressés à  
l'APREC (oncologie), docteur Jamin,  
hôpital Tezon, 4, rue de la Chine,  
Paris-20<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, avenue Emile-Deschanel,

75007 Paris.

- M<sup>me</sup> Janine Lorant,  
son épouse,  
ses enfants,  
sa famille,  
ont la douleur d'annoncer le rappel à  
Dieu de

Georges LORANT,

survenu le 22 décembre 1991, dans sa  
quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité  
le 27 décembre, à 13 h 45, en  
l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue  
Corot, Paris-16<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Tu rendras nos corps misérables  
pareils à ton corps glorieux »  
(III, 20-21.)

- M<sup>me</sup> Alexandre Sarment,  
née Lantier,  
son épouse,  
M. Philippe Sarment,  
son fils,  
M<sup>me</sup> Martine Pelletier,  
M. et M<sup>me</sup> Alain Decaux,  
ses enfants,

Patrick, Didier, Jean-Laurent, Anne-  
Hélène,  
ses petits-enfants,  
Les familles Adam, Brodsky, Lantier,  
Schiffman et Sipo,

Et tous ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alexandre SARMENT,  
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 24 décembre 1991, dans sa  
soixante-dix-septième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi  
26 décembre, à 14 heures, au cimetière  
du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

70, boulevard Flandria,  
75116 Paris.







Alors que les affrontements se poursuivent en Croatie

## Quatre Républiques yougoslaves ont demandé à être reconnues par la CEE

La proximité de Noël, fût le 25 décembre par les Croates catholiques, mais le 7 janvier par les Serbes orthodoxes, n'a pas apporté d'apaisement, mardi 24 décembre, sur les fronts en Croatie, tandis que quatre des six Républiques yougoslaves - la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine et la Slovénie - ont demandé à être reconnues par la CEE comme des États indépendants. Selon le ministre néerlandais des affaires étrangères, ces demandes seront soumises à la commission d'arbitrage qui doit déterminer si elles remplissent les conditions prévues par les Douze, notamment sur les droits des minorités et la stabilité des frontières. Le ministre néerlandais n'a, en revanche, pas évoqué les demandes présentées par les « Républiques » autoproclamées de la Krajina serbe (sud de la Croatie) et du Kosovo (province autonome rattachée à la Serbie).

Le ministre serbe des affaires étrangères, M. Vukobratovic, a, de son côté, fait savoir que la Serbie n'avait pas demandé à être

reconnue car celle-ci « n'est pas intéressée par une sécession de la Yougoslavie ». Quant à la « présidence » fédérale - réduite au bloc serbe - elle a particulièrement critiqué la demande présentée par la Bosnie-Herzégovine, qualifiée d'« illégale et illégitime, car elle n'est pas le résultat de la volonté des trois peuples (musulman, serbe et croate) de cette République ». Les Serbes de Bosnie, qui forment un tiers de la population, sont hostiles à l'indépendance de cette République.

Par ailleurs, la mission de l'ambassadeur américain Herbert Okun, chef des observateurs de l'ONU devant préparer un éventuel déploiement de « casques bleus » en Yougoslavie, s'est achevée mardi sans résultats, a annoncé l'agence Tanyug. « Les entretiens que j'ai eus à Belgrade, Sarajevo et Zagreb ont été utiles, a-t-il indiqué, mais ils n'ont apporté aucun progrès quant au début d'une opération de paix » - (AFP).

Le message de Noël du pape

## Jean-Paul II lance un appel pour la paix en Croatie

« Assez de haine et de violence ! Que cesse la guerre en Yougoslavie ! », s'est exclamé, mercredi 25 décembre, Jean-Paul II dans son message de Noël adressé au monde. Des dizaines de milliers de pèlerins rassemblés place Saint-Pierre ont assisté à la traditionnelle bénédiction papale « Urbi et orbi ».

Le pape a réclamé la paix en Croatie : « Que cesse la guerre sur cette chère terre et dans les régions voisines, où les passions et la violence défont la raison et le bon sens ! Que cesse l'indifférence et le silence devant ceux qui attendent compréhension et solidarité, devant la plainte de ceux qui continuent à mourir de faim, au milieu des gaspillages et de l'abandon des biens ».

« Comment oublier, a-t-il poursuivi, ceux qui souffrent, ceux qui sont seuls ou abandonnés, tristes et découragés, ceux qui n'ont ni maison ni travail, ceux qui sont victimes d'humiliations, de vexations et des multiples formes du totalitarisme contemporain ? » - (AFP).

Animateur du courant Gauche socialiste au sein du PS

## M. Mélenchon : « Le parti qui réhabilite la politique, c'est le Front national »

M. Jean-Luc Mélenchon, l'un des animateurs du courant Gauche socialiste au sein du PS, déclare, dans un entretien publié mercredi 25 décembre par le Quotidien de Paris, que son parti « n'est pas, aujourd'hui, à la hauteur des événements ».

« Le monde est en train de connaître des bouleversements sans précédent, explique-t-il, et nous, socialistes, nous ne trouvons rien de mieux à faire que de commenter la politique économique de M. Pierre Bérégovoy ou les prestations télévisées de tel ou tel (...). A force de « coller » au gouvernement, le PS n'est rien devenu d'autre qu'un parti godillot, un simple haut-parleur de la politique gouvernementale, une officine de propagande ».

Évoquant l'élection cantonale partielle de Sommières, dans le Gard, marquée par l'échec du maire socialiste de cette ville (le Monde du 24 décembre), le sénateur de l'Essonne déclare : « Le vote de Sommières, c'est l'union sacrée contre le PS (...). Le pays est assis sur une poudrière de gens qui

Un iranien, complice présumé des assassinats de l'ancien premier ministre du Liban Chapur Bakhtiar et de son secrétaire, le 6 août à Suresnes, a été arrêté, lundi 23 décembre à Berne, à la demande de la justice française, a indiqué le porte-parole du Département fédéral de justice et police (DFJP) helvétique, M. Joerg Kistler.

L'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, est arrivé en Suisse après le meurtre de Chapur Bakhtiar. Il a été arrêté à Berne, alors qu'il quittait l'ambassade d'Iran et a été « surpris » de se faire arrêter, a dit M. Kistler. Le porte-parole a précisé qu'il ne s'agit ni d'un diplomate, jouissant de l'immunité, ni d'un employé administratif de l'ambassade iranienne, ajoutant qu'il ignorait son statut exact.

L'Iranien, qui a séjourné en France au mois de juillet, est soupçonné par les autorités françaises d'avoir participé à la préparation de l'attentat contre Chapur Bakhtiar. Les autorités suisses ignorent s'il a rejoint directement la Suisse depuis

A la demande de la justice française

## Arrestation en Suisse d'un complice présumé des assassins de Chapur Bakhtiar

La France. Le DFJP a déjà reçu par fax, via Interpol, un mandat d'arrêt pour complicité de meurtre relatif à cet Iranien, signé du juge Jean-Louis Brugère.

La France a dix-huit jours pour introduire une demande formelle d'extradition. Quatre policiers français étaient présents aux abords de l'ambassade au moment de l'arrestation, a précisé M. Kistler. Commentant la diffusion, la veille à Paris, d'informations officielles sur la venue à Berne de policiers français intéressés par un ressortissant iranien dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Chapur Bakhtiar, M. Kistler a dit « signifier qu'il a laissé couler ces bruits ». Il a cependant estimé qu'il ne s'agissait « pas d'une personne motivée par les intérêts supérieurs ». Cette fuite menaçait de faire échouer l'arrestation, a-t-il poursuivi. La police suisse s'était déjà plainte, alors qu'elle enquêtait en août dernier à Genève sur la cavale des assassins présumés de Chapur Bakhtiar, d'indiscrétions commises à Paris.

C'est la quatrième personne arrêtée depuis le début de l'enquête. L'un des trois assassins présumés, Ali Rad Vakili, interpellé en Suisse, est incarcéré en France, depuis le 27 août. L'ancien chef de la radio-télévision iranienne à Paris, Masoud Hendi, a été incriminé le 21 septembre de complicité d'assassinat, ainsi que, le 28 septembre, M. Farshad Djabbari, une émigré iranienne « reconnue » par les services de renseignement de Téhéran.

Le chef de la sécurité aéroportuaire d'Iran Air à Orly, M. Témor, fait l'objet d'une procédure pour intelligence avec une puissance étrangère. Le juge d'instruction chargé de l'affaire, M. Jean-Louis Brugère, a lancé un mandat d'arrêt international contre Hossein Sheikhat, conseiller du ministre iranien des télécommunications, pour complicité d'assassinat. Deux des assassins présumés, Mohammad Azadi et Farzad Boyer-Ahmadi, sont toujours en fuite.

## EN BRIEF

CHINE : funérailles publiques d'un dissident. - Une centaine de dissidents chinois ont assisté mardi 24 décembre aux funérailles d'un de leurs dirigeants, Wen Jie, vingt-sept ans, mort d'un cancer. C'était la première manifestation de ce genre autorisée depuis le massacre de Tiananmen en juin 1989, et à laquelle assistaient cependant de nombreux policiers en civil, qui ont photographié ou filmé la foule. - (Reuters).

CORÉE DU NORD : M. Kim Jong-il, chef de l'armée. - M. Kim Jong-il, fils du président Kim Il-sung - et présent pour succéder à celui-ci à la tête de l'État - a été élu mardi 24 décembre commandant en chef des forces armées. Le vote a eu lieu lors d'une réunion du comité central du Parti des travailleurs coréens (communiste). - (AFP).

ÉTATS-UNIS : rapatriement de la dépouille du colonel Higgins. - Le corps du lieutenant-colonel William Higgins, retrouvé samedi à Beyrouth (le Monde du 24 décembre) et formellement identifié comme étant celui de l'ex-otage américain, a été rapatrié, mardi 24 décembre, aux États-Unis. Après des examens médicaux destinés à déterminer les causes du décès, la dépouille mortelle sera inhumée au cimetière de la base navale de Quantico en Virginie. - (AFP, UPI).

La Pologne et la Russie signent un important accord de coopération. - La Pologne et la Russie ont signé mardi 24 décembre à Varsovie un important accord de coopération d'un montant de 2,8 milliards de dollars (14,5 milliards de francs) et portant sur les échanges de « matières premières stratégiques » en 1992. L'accord porte sur la livraison de 5 millions de tonnes de pétrole et de 8 milliards de mètres cubes de gaz russe. En échange, la Pologne fournira entre autres du charbon, du coke et des médicaments pour 400 millions de dollars ainsi que des produits alimentaires pour 500 millions de dollars. - (AFP).

MAROC : libération de six Marocains capturés pendant la guerre Iran-Irak. - L'Iran a libéré, en signe de bonne volonté, six ressortissants marocains, capturés par les forces iraniennes pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak, a annoncé, mardi 24 décembre, l'agence officielle IRNA. Cette libération survient une semaine après la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, rompues pendant dix ans, à la suite du séjour au Maroc du chah d'Iran en exil. - (AFP).

SÉNÉGAL : attaques meurtrières à la frontière sénégal-gambienne. - A plusieurs reprises, des bandes armées ont attaqué, samedi 21 et dimanche 22 décembre, des villages sénégalais, frontaliers de la Gambie, a-t-on appris, mardi, de bonne source, à Banjul. Ces attaques ont touché les localités de Dimbaya et de Badifara, situées en Casamance. - (AFP).

THAÏLANDE : élections législatives le 22 mars. - Des élections législatives auront lieu le 22 mars en Thaïlande, soit treize mois après le renversement du dernier gouvernement civil par un coup d'État militaire. - (Reuters).

TOGO : le gouvernement provisoire se sera présenté qu'après Noël. - La composition du gouvernement provisoire ne sera connue qu'après Noël, a indiqué le président, mardi 24 décembre, à l'issue d'une rencontre avec le premier ministre togolais, M. Koffi Agboh, le président de l'Assemblée de transition, Mgr Kpodzro, et le chef de l'État, le général Eyadéma. Ce report n'est sans doute pas étranger aux récentes pressions des militaires, qui ont occupé, pendant quelques heures, lundi soir, le siège de la radio nationale. - (AFP).

TURQUIE : des incidents entre Kurdes et Turcs font neuf morts. - Huit civils et un militaire ont été tués et plus d'une vingtaine d'autres personnes ont été blessées, mardi 24 décembre, lors d'échauffourées entre Kurdes et forces de l'ordre turques, à Lice et à Kulp, dans le sud-est du pays. Les heurts ont éclaté, alors que des centaines de Kurdes manifestaient, dans ces deux localités, à la mémoire de treize peshmergas tués le week-end précédent. - (Reuters).

Les ventes de Sotheby's en baisse de 54,9 %. - Les ventes mondiales réalisées en 1991 par le marchand d'art Sotheby's ont représenté 1,103 milliard de dollars, soit une baisse de 54,9 % par rapport à 1990 (2,446 milliards). Ces chiffres ne comprennent que les enchères, à l'exclusion des négociations privées. C'est la peinture moderne qui accuse la plus forte baisse. Les arts décoratifs (meubles, céramiques, bijoux...) se sont mieux comportés, et représentent environ 55 % des ventes, contre 38 % en 1990. - (AFP).

Un huisser de Moulins inculpé d'abus de confiance. - M. Simon Mesguich, un huisser de justice de Moulins, âgé de soixante-six ans, a été inculpé d'abus de confiance par M. André Tour, juge d'instruction. C'est à la suite de plaintes de victimes auprès du procureur de la République que l'enquête du SRPJ de Clermont-Ferrand a établi que M. Mesguich, à la retraite depuis deux ans, avait pendant son activité, conservé des fonds qu'il avait été chargé de recouvrer. Les déclarations établies à ce jour porteraient sur une somme d'un million de francs. Établi de longue date à Moulins, M. Mesguich a été écroué à la maison d'arrêt d'Yzeure. - (Corresp.).

## Adieu, MZ

Comme les Trabant, leurs compatriotes à quatre roues, elles signaient leur passage de voitures de fumée bleue. Mais si les « Trabi » restaient étrangères à notre univers quotidien, bien des moteurs français ont fait leurs premières armes au guidon d'une MZ est-allemande.

Elles étaient lourdes, disgracieuses, peu pratiques (longueurs, elles furent privées de ralenti) et émettaient un bruit de crécelle peu en rapport avec leur masse. Mais ces purs produits de l'industrie motocycliste socialiste étaient bon marché et leurs formes rebondies forçaient la sympathie. Malgré l'arrivée en force des modèles japonais, les MZ 125 et 250 cc avaient d'ailleurs rencontré un succès commercial non négligeable dans la France des années 70.

Elles font désormais partie du passé. La Truhandanstalt, l'office de privatisation des entreprises de l'ex-RDA, a annoncé jeudi 19 décembre la mise en liquidation de MZ, autrement dit Motorradwerke Zschopau. Incapable de renouveler sa gamme et privée des débouchés traditionnels des ex-démocrates populaires, la firme - qui emploie encore 1 200 salariés - n'a vendu que 15 000 modèles cette année alors qu'elle tabulait sur 70 000. Après avoir reçu une aide de 70 millions de Deutschmarks (238 millions de francs, environ), elle a accumulé 66 millions de DM de pertes en 1991...

J.-M. N.

## Mort du philosophe italien Ernesto Grassi

Ancien élève de Martin Heidegger, Ernesto Grassi est mort dimanche 22 décembre à Munich, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Né en 1902 à Milan, Ernesto Grassi a fait l'essentiel de sa carrière en Allemagne. Docteur en philosophie en Italie au début des années 20, il suit l'enseignement de Maurice Blondel à Aix-en-Provence, puis, après une visite à Husserl en 1924, il se fixe en Allemagne en 1928. Pendant dix ans il demeure auprès de Heidegger à Fribourg.

A propos de la traduction récente de son dernier livre, la *Métaphysique* (Quai Voltaire), Roger-Pol Droit écrivait dans « le Monde des livres » du 12 avril : « Si la pensée de Grassi s'inscrit incontestablement dans le sillage de celle de Heidegger, elle s'en distingue et pour une part s'y oppose. Pour des raisons politiques, sans doute, Grassi s'oblige peu à peu de l'homme après l'affaire du recteur et la compromission du maître avec les services du nazisme, pour des raisons philosophiques surtout : centrées sur la recherche sur la tradition de l'humanisme de la Renaissance italienne, Grassi en vient à critiquer l'analyse heideggerienne de l'humanisme, en développant une conception notablement différente de l'histoire de la pensée ».

Soutenant qu'il faut considérer « la rhétorique comme philosophie », Ernesto Grassi prête une attention particulière aux formes du savoir sensible et de l'imagination : poésie, théâtre, musique... Un autre de ses livres, *Humanisme et marxisme*, a été traduit en français (L'Âge d'homme, 1978).

P. K.

Mort du comédien Raymond Coussa. - Comédien et auteur dramatique, Raymond Coussa s'est suicidé le 23 décembre à son domicile de Mainton, dans l'Eure. Il était âgé de quarante-six ans.

[Autodidacte, ami de Samuel Beckett, personnage à la fois truculent et amer dans son jeu comme dans ses écrits, Raymond Coussa a connu son premier grand succès en 1978 au Lucernaire à Paris, avec *Stratégie pour deux jumeaux*, un monologue qu'il a cessé de présenter pendant plusieurs années, qui a été repris par d'autres comédiens et traduit dans plusieurs pays d'Europe. Il a également écrit *Épigrammes* et le *Éloge de la Marchandise*, qu'il a créés la saison dernière, toujours au Lucernaire. Les raisons de son suicide demeurent inconnues.]

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
DES  
Le Monde LIVRES

## SOMMAIRE

## ÉTRANGER

Mikhail Gorbatchev vu par Plantu.....	2
Le départ de M. Gorbatchev : - Morceaux choisis ; - 1985-1991, de la perestroïka à la fin de l'URSS ; - Rafsa, première « first lady » soviétique ; - L'Occident « gorbomaniaque » ; - Les relations avec Boris Eltsine, quatre années de conflits et de réconciliations.....	3 à 5
La Russie remplace l'ex-URSS au Conseil de sécurité.....	5
L'opposition adresse un ultimatum au président gérassime.....	5
Dans leurs messages de Noël, le président allemand et le souverain belge lancent des mises en garde contre le racisme.....	5
Le Soudan et l'Éthiopie signent des accords de coopération.....	6
Algérie : le président Chadli ira au terme légal de son mandat « si nécessaire ».....	6
Brésil : Curitiba ou l'imagination au pouvoir.....	6
<b>SOCIÉTÉ</b>	
LA CÉLÉBRATION DE NOËL DANS LE MONDE :	
A Bethléem, le patriarche latin de Jérusalem appelle Palestiniens et Israéliens à la « fraternité des croyants » ; en Croatie, messe dans les abris ; à Pékin, le régime s'inquiète du regain de la foi chrétienne ; au Pérou, la Barbie de tous les rêves.....	14

## ARTS • SPECTACLES

● L'avenir incertain de l'architecture à Berlin : les deux visages de Janus, le démon du passage ; les Français sur la ville ; retrouver Potsdam • La sélection de la semaine.....

7 à 13

## ÉCONOMIE

La crise du logement et la récession en Grande-Bretagne.....

15

Les ostracismes doivent consentir de gros investissements.....

15

Des années difficiles pour l'industrie automobile européenne.....

15

Nouvelle hausse des commandes de biens durables aux États-Unis.....

15

## COMMUNICATION

La Cinq, trois scénarios pour neuf juges.....

16

## Services

Abonnements.....

16

Marchés financiers.....

15

Météorologie.....

17

Carnet.....

16

Mots croisés.....

16

Radio-télévision.....

17

Le télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 25 décembre 1991  
a été tiré à 400 918 exemplaires.

M. Chertier  
directeur  
de l'UNEDIC

En remplacement de M. Gabriel Mignot, démissionnaire, M. Dominique Chertier a été nommé, vendredi 20 décembre, directeur de l'UNEDIC, à compter du 15 janvier. La décision a été prise à l'unanimité des membres du bureau de l'UNEDIC, composé de représentants patronaux et syndicaux, la CGT n'ayant cependant pas pris part.

[M. Chertier, quarante et un ans, était directeur des ressources humaines d'Air Inter depuis 1986. Depuis la démission de M. Mignot, le 17 septembre, M. Jean-Pierre Revolt, directeur des relations et de la gestion du régime d'assurance-chômage, assurait l'intérim.]

M. Gagnepain nommé  
directeur du département  
« sciences pour l'ingénieur »  
du CNRS

M. Jean-Jacques Gagnepain a été nommé directeur du département scientifique « sciences pour l'ingénieur » du CNRS. Il remplace à ce poste M. Jean-Claude Charpentier.

[Né le 24 août 1942, M. Jean-Jacques Gagnepain a été assistant à l'École nationale supérieure de chronométrie et micro-mécanique de Besançon (Doubs), puis maître de conférences à l'université de Franche-Comté, de 1964 à 1975. Ses travaux de recherches sur les dispositifs piézoélectriques, et plus précisément sur les résonateurs et oscillateurs à quartz, lui valent d'être nommé, en 1978, directeur du laboratoire de physique et micrologie des oscillateurs du CNRS à Besançon. Il coordonne le secteur de recherches « microtechniques et sciences pour l'ingénieur » (quatre cents chercheurs dans dix-huit laboratoires) de l'université de Franche-Comté et dirige l'Institut des microtechniques de Franche-Comté, qu'il a créé en 1990.]

**Le Monde**  
ÉDITIONS

**LA SANTÉ**  
Guide des formations  
supérieures à débouchés  
professionnels  
Collection "Vos Études"  
dirigée par  
Frédéric Gaussen  
EN VENTE EN LIBRAIRIE